

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 10

JANVIER-FÉVRIER 1985

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : France: 25 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (6 numéros) France : 120 F — Etranger : 150 FF

Périodique bimestriel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66
www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- SOMMAIRE :
- MORT DE L'ÉCRIVAIN ALAEDÎN SECADÎ
 - STUDIA KURDICA
 - LE NUMERO 3 DE HÊVÎ
 - ACTIVITES, ANIMATION
 - VIENT DE PARAÎTRE
 - NOUVELLES DE LA DIASPORA
 - A SIGNALER
 - LA REVUE DE PRESSE EN BREF
 - LISTE DES PUBLICATIONS EN VENTE

ALAEDÎN SECADÎ

Un grand écrivain kurde, Alaedîn Secadî (Sedjadî) est décédé à Bagdad le 12 décembre dernier. Pendant plus d'un demi-siècle, il a été l'un des membres éminents du mouvement culturel kurde.

Né à la fin du siècle dernier au Kurdistan d'Iran, Secadî se rendit au Kurdistan d'Irak, dès la fin de la Première Guerre Mondiale, afin d'y poursuivre ses études religieuses et entamer une carrière d'écrivain, brillante, féconde et multiple dans ses créations. Tout en continuant d'exercer sa fonction religieuse, en tant que Mollah dans une mosquée de Bagdad, il enseigna la littérature kurde à l'Université de Bagdad, de 1959 à 1976. Il fut ensuite nommé Secrétaire Général aux Affaires Religieuses de la "Région Autonome" du Kurdistan, charge qu'il assuma pendant plusieurs années.

Mais, le plus clair de son temps, Secadî le consacrait à ses études sur la littérature classique kurde. Il publia, de 1939 à 1949, en collaboration avec Ibrahim Ahmed, une des plus remarquables revues kurdes, GELAWÊJ. En 1952 paraissait l'oeuvre de sa vie : une "Histoire de la Littérature Kurde", 634 pages, qui reste de nos jours une source indispensable pour toute étude concernant la littérature écrite et orale kurde.

Mention doit être faite également de deux ouvrages majeurs :
- "Rishtey Mirwarî" (Le collier de perles), en 8 volumes, publiés entre 1957 et 1982, dans lesquels il a rassemblé une quantité impressionnante d'anecdotes et de contes venus de toutes les régions du

Kurdistan. Bien que ce livre ait été, au début, durement critiqué et même dénoncé, au nom des moeurs, pour sa liberté de parole et sa licence, il ne tarda pas à être considéré comme un ouvrage précieux et constitue actuellement l'une des sources fondamentales pour les études ethnologiques sur les Kurdes.

- "Kurdewarî" (*La vie traditionnelle kurde*), Bagdad, 1974. Cet ouvrage répertorie et décrit, avec beaucoup de détails, quatre-vingt coutumes sociales, religieuses ou économiques, ou jeux populaires, dont beaucoup ont aujourd'hui disparu.

Secadî a publié en tout plus de vingt ouvrages, pour la plupart des critiques littéraires. Certes, il est resté toute sa vie attaché aux principes classiques de la rhétorique arabe, qui a été, au cours des deux dernières décennies, dépassée par les méthodes modernes de la critique littéraire. Mais ce grand écrivain demeure un des maîtres de sa génération, celui qui a sauvé de l'oubli plusieurs dizaines de poètes kurdes.

STUDIA KURDICA

Le numéro 2 de Studia Kurdica, en langue arabe (96 p.), vient de paraître. Au sommaire :

- *Entretien avec Yilmaz Güney (Siyamend Othman).*
- *A propos de la stratégie du mouvement national kurde. Un regard sur le passé, le présent et l'avenir (Ismet C. Vanly)*
- *La poésie lyrique kurde (Basile Nikitine, traduit par H. Hakim)*
- *Opinions :*
 - . *Attention aux faussaires ! (Hadi Alawi)*
 - . *Renaissance nationale et bourgeoisie kurde (Sa'ddadin Mulla)*
 - . *Quelques extraits des archives britanniques sur le mouvement des Barzani dans les années 40 (Narmin Abubakr)*
 - . *Précisions sur l'Académie Kurde de Bagdad (Brusk)*
- *Les options de la politique kurde de l'URSS (N. Békass)*
- *Les Kurdes de Turquie, l'oppression nationale et ses formes (Kendal Nezan).*

HÊVÎ

Le numéro 3 est à l'impression. Au sommaire :

- *Etude sur les anathèmes dans le folklore kurde. M. LEWENDÎ.*
- *Memê û Eysê. Une pièce de théâtre de Xalilê Ç. MURADOV.*
- *Etude sur le poète E. Mayî.*
- *Mémoires d'Ihsan Nouri.*
- *Nouvelles et poèmes.*
- *Notre folklore dumilî. MALMISANIJ*
- *Etude grammaticale : le genre et les pronoms en zaza. KURDOEV.*
- *Hommage à Y. Güney. SIMKO, Dr Marif XAZNEDAR, ZIMNAKO.*
- *A propos du recueil de nouvelles de Mem. Etude critique de SEPAN.*
- *Regard rapide sur le folklore kurde. Kerîmi HUSAMI.*

ACTIVITES
CULTURELLES

Programme des Cours, à compter de janvier 1985 :

- Du lundi au vendredi, de 10h à 12h : cours de français pour débutants.
- Du lundi au vendredi, de 12h à 14h : cours de français, niveau moyen.
- Lundi, mardi et jeudi, de 18h 30 à 20h : cours de kurmancî.
- Mercredi, de 16h à 17h 30 : cours de soranî.
- Samedi, de 17h à 18h 30 : cours de dumilî (zaza).
- Vendredi, de 18h à 20h : cours de musique (sur tembîr)
- Samedi, de 11h 30 à 13h 30 : danses kurdes
- Samedi, de 14h 30 à 17h : cours de musique pour les enfants et Atelier des Femmes.

VIENT DE PARAÎTRE

"Mémoire du Kurdistan", recueil de la tradition littéraire kurde établi par Joyce Blau. Préface de M. Rodinson. Editions FINDAKLY, 1984, 224 p.

"Dirigenza Politica e strutture di partito nel movimento nazionale kurdo", Giorgio Pacifici. I/COM/International, 1984, 139 p.
Une étude des partis politiques kurdes.

"Dengê xêzikan", Mamoste. Edité par Weşanên jina nû, Uppsala, 1985, 80 p.
Choix de caricatures de Mamoste.

"Gula Sor", une cassette de musique de CIWAN (N° 3). Recueil de dix chansons du premier groupe de rock kurde, éditée avec le concours de l'Institut Kurde.

DIASPORA

OUVERTURE D'UN CENTRE D'INFORMATION ET D'ORIENTATION
POUR LES IMMIGRES KURDES DE STOCKHOLM

Depuis le début des années 1970, une petite communauté kurde s'est installée en Suède. Il s'agit principalement de réfugiés kurdes originaires de la Turquie et de l'Irak dont le nombre s'élève à l'heure actuelle à environ dix mille personnes.

Cette petite communauté bénéficie pleinement de tous les avantages reconnus aux autres populations immigrées de ce pays, notamment dans le domaine de la sauvegarde de son identité culturelle. C'est ainsi que les autorités suédoises financent six périodiques kurdes, aident à l'édition de manuels scolaires et d'ouvrages littéraires en langue kurde. Des enseignants rémunérés par le Ministère de l'Éducation Nationale dispensent des cours de kurde aux enfants de la communauté et alphabétisent les adultes dans leur langue maternelle.

Après la création d'une section kurde à l'Ecole Normale de Stockholm pour former des instituteurs kurdes (Bulletin n° 6, mai 1984), voici maintenant que s'ouvre un Centre d'Information et d'Orienteation pour les immigrants kurdes. Ce Centre, entièrement financé par les autorités, a pour mission d'aider les immigrants kurdes, en particulier ceux du quartier à forte concentration étrangère de Tensta-Rinkeby, à résoudre les problèmes pratiques de la vie quotidienne : éducation des enfants, hygiène, santé, logement, rapports avec l'administration, etc. Le Centre assure des permanences juridique, sociale, pédagogique et médicale, et il publie un périodique d'informations pratiques "Rênast" (Orientation).

Pour tout contact, écrire à :
KURDISKA PROJEKTET , Risingeplan 3, 16362 SPANGA, Suède
tél. 08/7610215.

AU CANADA, PUBLICATION D'UN BULLETIN DE SOLIDARITE AVEC LES
KURDES D'IRAN

Le Collectif pour former un Comité de Solidarité avec le Peuple kurde d'Iran, C.P. 135, STN St Henri, MONTREAL PQ, H4C3M3, Canada, vient d'éditer un bulletin sur la situation des Kurdes en Iran. Le numéro 2 de ce bulletin, qui s'intitule "Kurdistan, en avant", est paru en décembre 1984. Il comporte 7 pages et il est également édité en anglais.

A SIGNALER

Du 24 au 31 novembre 1984, semaine kurde organisée par le Comité d'Entreprise de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Travailleurs Salariés, avec une exposition de photographies, une soirée musicale et une conférence-débat, avec la participation d'animateurs de l'Institut Kurde.

Week-end sur les relations kurdo-arméniennes, organisé par la Maison de la Culture Arménienne de DECINES, les 8 et 9 décembre 1984, avec la participation de deux intervenants de l'Institut Kurde.

Antenne 2. L'émission RESISTANCES du 3.1.1985, intitulée "La Turquie sous la botte" a été consacrée en partie à la situation des Kurdes. L'émission a débuté par un hommage à Yilmaz Güney, comprenant un reportage réalisé en Turquie.

R.T.L. L'émission mensuelle SOLIDARITES, consacrée aux Droits de l'Homme, du 20.1.1985, a été dédiée à Mehdi Zana, avec un court reportage.

"JOIE DANS LA PRISON" : pour la première fois depuis le coup d'état, les familles ont été autorisées à rencontrer les prisonniers autrement que derrière des barreaux. En première page, une photo de M. Zana embrassant sa fille (Hürriyet 3/1/1985). On peut penser, sans risquer de se tromper, que cette mesure est due à la pression internationale qui s'est exercée, en particulier lors du Congrès de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, dédié à Mehdi Zana.

"LE DOUBLE VISAGE DE LA FRANCE" : sourire par devant et coup de poignard dans le dos. A propos de l'émission RESISTANCES du 3 janvier. Protestation officielle de la Turquie. (Hürriyet 6 et 7/1/1985).

TROIS KURDES CONDAMNES A MORT à Diyarbakir (L'Humanité, International Herald Tribune, Ouest-France 11/1/1985, Le Journal de l'Ile de la Réunion 12/1/85).

UNE CRECHE KURDE ouverte à Stockholm suscite la protestation de l'Ambassade de Turquie (Svenska Dagbladet 11/1/85).

PROCES DE 84 MILITANTS KURDES DU P.K.K. à Diyarbakir (L'Humanité 21 et 22/1/85, Le Monde 22/1). 30 condamnations à mort sont requises (Cumhurriyet 22, 24 et 31/1/85).

DES NEGOCIATIONS SUR UN Cessez-le-feu entre les Kurdes du P.D.K.I. et les émissaires de Khomeiny échouent (Financial Times 25/1/85).

L'A.M.I., une aide humanitaire en marge. Reportage (La Voix du Nord 21/12/1984)

NOEL DANS LES MAQUIS kurdes, pour un Médecin du Monde (Ouest-France 8/1/1985, Le Havre Presse 16/1/1985).

APPEL D'AMNESTY INTERNATIONAL, dans le cadre de la campagne d'abolition de la torture, en faveur de Muntaz Kotan et de Mehdi Zana. Résolution du Parlement Européen condamnant la torture en Turquie (Communiqués d'Amnesty International).

LA REVUE DE PRESSE
EN BREF

LE MAGAZINE "RESISTANCES" d'Antenne 2 était consacré le 3 janvier à "La Turquie sous la Botte", avec un reportage réalisé en Turquie sur Y. Güney, dont le seul fait de prononcer le nom peut coûter 5 ans de prison, et une enquête sur la situation des Kurdes (Télépoche 25/12/1984, L'Humanité 4/1/1985).

UNE JOURNEE CULTURELLE turque et kurde à Metz, au Palais des Congrès, le 13/1/1985 (Le Républicain Lorrain, 11/1/1985).

L'ACTION DE L'A.M.I. au Kurdistan d'Iran : projection d'un film et débat, à Orléans, le 22 janvier (République du Centre, 14/1/1985).

HOMMAGE à Yilmaz Güney (Ventana - revue nicaraguayenne - 24/11/1984, ainsi que dans une revue vénézuélienne et une revue de Corée du Sud).

AU FORUM FURET/FNAC de Lille, rencontre sur les Kurdes et le Kurdistan, avec le dr Grauwil, de l'A.M.I., et Gérard Chaliand (La Voix du Nord, 1/12/1984).

LA TORTURE CONTINUE de sévir dans la prison de Diyarbakir. Un avocat kurde, Mumtaz Kotan, est dans un état grave (Aftenposten 7/12/1984).

14 AIRBUS : les Turcs ont finalement confirmé leur commande, qu'ils ont failli annuler, car la politique de la France à leur égard les gêne (Le Canard Enchaîné, 26/1/1984).

CONDAMNATIONS A MORT EN TURQUIE : un "séparatiste" kurde (Le Figaro 27/12/1984), 4 militants de DEV SOL (L'Humanité 31/12). D'autre part, en 24 heures, 73 militants d'extrême gauche ont été arrêtés et 32 condamnés à de lourdes peines de prison (Le Matin 27/12/1984).

SUR LA MORT D'UN IMMIGRE : ceux-là mêmes qui s'indignent de la mort du travailleur "turc" Kemal Ozgül lui dénie son identité profonde de membre de la nation kurde (Le Peuple Breton, déc. 84).

DOSSIER sur les Kurdes (Pogrom 14.12.1984). Un chapitre est consacré à Ismail Beşikçi, sociologue turc condamné depuis 1970 à 25 ans de prison en raison de ses recherches universitaires sur les Kurdes de Turquie. Un long article évoque ensuite la répression turque contre les Kurdes, dans l'est du pays. Enfin, un compte-rendu du débat au Bundestag sur les minorités originaires de Turquie vivant en R.F.A., où il a été abondamment question des Kurdes. Un dernier chapitre relate la situation des Yezidis demandeurs d'asile en Allemagne.

INTERVIEW d'AbdulRahman Ghassemilou, secrétaire général du PDKI (Deutsches Allgemeine Sonntagsbladett 23/12/1984).

GREVE DE LA FAIM dans trois prisons militaires de Turquie. (Marseille 1/1/85).

RASSEMBLEMENT DEVANT L'USINE PIRAULT ET FILS, en hommage à l'ouvrier kurde Kemal Ozgül, assassiné par un vigile de l'entreprise (L'Humanité 7/1/85).

LIVRES ET PERIODIQUES EN LANGUE KURDE

POESIE	Cegerxwîn : RONAK	35 F
	ZEND-AVISTA	35 F
	SEFAK	35 F
	HÊVÎ	35 F
LIVRES D'ENFANTS	F. Cewerî : DÊ ŞÊRÎNE	25 F
	Bozarslan : MEYRO	35 F
	MIR ZORO	35 F
	GURE BILURVAN	35 F
	SERKETINA MIŞKAN	35 F
	M. Baksi : KEÇA KURD ZOZAN	35 F
	ZAROKÊN IHSAN	35 F
	A. Lindgren, I. Wikland : BELÊ LOTTA KARE BAJO	35 F
	G. Bergstrom : MA TU TIRSONEK Î ALFONS OBERG	35 F
	L. Ferick, J. Carlbrand : MA GAKÛVÎ KÛÇIKAN DIXWIN	35 F
	KINO DIGOT ALIKARÎ BIKIM	35 F
	ALFONSÊ ŞÎT	35 F
	ALFONS Î CINAWIR	25 F
	KINO DIGOT LI WÊ DERÊ BINÊRE	35 F
	A. Lindgren : KEÇA ŞERUT LOTTA	25 F
	S. Behrengî : MASIYÊ REŞ Ê PIÇÛK	15 F
PERIODIQUES	HÊLÎN (n° 1 à 11) (pour enfants)	6 F
	HÊVÎ (n° 1 à 13) "	6 F
	KULÎLK (n° 1 à 13) "	10 F
	ROJA NÛ (revue artistique et culturelle) (n° 1 à 7)	12 F
	BERBANG "	10 F
	TEKOŞER "	10 F
ROMAN	EREB ŞEMO : Dim Dim	30 F
	M. BAKSI : HÊlîn	25 F
	BIRINDAR : Xanê	15 F
	Soro	30 F

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir les publications suivantes :

..... Nombre x F = FF
 Nombre x F = FF
 Nombre x F = FF
 Nombre x F = FF
 Nombre x F = FF

Je joins un chèque de F, représentant le montant de ma commande.

NOM :

ADRESSE :

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde.
Je vous envoie un chèque de F.

Je souhaite recevoir régulièrement le bulletin de l'Institut.
Je vous envoie un chèque de **80 F**, représentant l'abonnement annuel.

NOM :

ADRESSE :

BON DE COMMANDE STUDIA KURDICA (revue en arabe, persan et turc
anglais et français)

Je souhaite recevoir exemplaire (s) de **STUDIA KURDICA**,
en langue au prix de 30 FF (pour la France) ou 5 Dollars
(pour l'étranger).

numéro (s) désiré (s)

Je souhaite souscrire abonnement (s) à **STUDIA KURDICA**,
(2 numéros), en langue, à partir du numéro, pour le
prix unitaire de 60 FF, (pour la France) ou 10 Dollars (pour
l'étranger).

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP,
 mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de l'Institut Kurde de Paris.

Nom :

Adresse :

Date :

BON DE COMMANDE HÊVÎ (revue culturelle en langue kurde)

Je souhaite recevoir exemplaires de **HÊVÎ**, au prix unitaire
de 40 FF (pour la France) ou 6 Dollars (pour l'étranger).

Les numéros désirés

Je souhaite soucrire abonnements à **HÊVÎ** (2 numéros par an),
à partir du numéro, pour le prix unitaire de 80 FF (pour
la France) ou 12 Dollars (pour l'étranger).

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP,
 mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de l'Institut Kurde de Paris.

Nom :

Adresse :

Date :

il manifesto

TELEGRAMME DE BREST

Liberation

LE SOIR

Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme

La Republique des Pyrenées

Midi
Midi Pyrénées

LE MATIN
DE PARIS

Народна **КВАТИРА**

DIE BRÜCKE

LYON MATIN

Le Monde

LA CROIX
THE TIMES
LA GAZETTE
DE LAUSANNE

Die Grüner

LE FIGARO

SEMAINE PROVENCE

REVUE DE PRESSE
BERHEVOKA ÇAPÉ
RIVISTA STAMPA
THE PRESS REVIEW
BASIN DERLEMESİ
DENTRO DE LA PRENSA
PRESSEREVUE

THE GUARDIAN
vie culturelle

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING
HERALD

Cumhuriyet
LE MONDE
diplomatique

Le Parisien

CROIRE

Hürriyet

africaine
asiatique

L'Humanité

Telerama

FINANCIAL TIMES

A2

Jeudi 3 Janvier

21.35 RESISTANCES ★★

Magazine des droits de l'homme préparé par Bernard Langlois et Rose-Hélène Teisseire.
Réalisation : Gilles Daude.

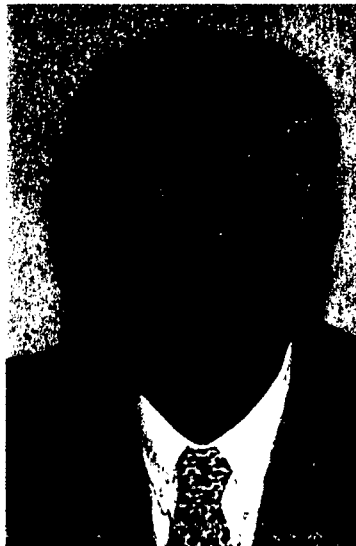
DOSSIER : LA TURQUIE
SOUS LA BOTTE

Hommage à Yilmaz Güney. Le cinéaste turc Yilmaz Güney, mort en septembre dernier à l'âge de 47 ans, reste proscrit dans son pays natal. Prononcer son nom, c'est risquer la prison et ce reportage a dû être tourné dans la clandestinité.
Reportage : (Marie-Dominique Thorès et Frédéric Vassort).

Chrétiens de Turquie. Des paysans de l'est du pays s'affirment victimes de persécutions à cause de leur religion. (Reportage Pierre Fauque et Jean-Jacques Pasquier).

INVITES : Dogan Ozguden, journaliste turc exilé et Ezzadin Temo, chanteur kurde.

GÜNEY, LE CINEASTE DE LA REVOLTE. Yilmaz Güney, né en 1937 d'une famille de paysans kurdes, était surtout connu en France depuis 1982, quand son film « Yol » a obtenu la palme d'Or à Cannes. Güney a passé sa vie (trop courte) à combattre pour la défense des droits de l'homme et de la liberté à travers ses films : « Les loups affamés », « Un homme laid », « Les fugitifs », etc. En 1974, accusé d'avoir tué un juge, il est condamné à 19 ans d'emprisonnement. De sa prison, il fait réaliser « Le troupeau », « L'ennemi », « Yol ». En 1981, il s'enfuit de Turquie, vit en France, où il réalise « Le Mur ». Il est mort à Paris, en 1984.



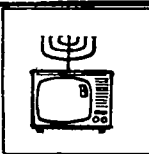
LE PRIX DU SILENCE. Parler de Yilmaz Güney en Turquie peut coûter la bagatelle de cinq ans de prison. Il faut saluer le courage de Zeki Okten, le réalisateur du film « Le troupeau », dont le procès est en cours, comme celui des deux acteurs qui l'interprètent. Il raconte qu'il a mis une semaine pour organiser une projection de « Yol », le film de son ami disparu. « Dès qu'une revue mentionne le nom de Güney, elle est interdite le lendemain... Personne ne parle de lui ; mon souhait aujourd'hui est de réaliser un film sur le silence ».

TRIBUNE JUIVE

7. 12. 1984



TELE



Kurdistan N° 3

Ce dimanche sur les antennes de « La Source de vie », troisième volet de l'histoire bi-millénaire des Juifs du Kurdistan. Aujourd'hui, ils vivent pour la plupart en Israël. Comment s'est passé leur retour ? En quoi la nouvelle génération née en Israël est-elle restée fidèle à la tradition kurde ? Quelles sont les spécificités de cette tradition ?

« La Source de vie : les enfants de si loin revenus », dimanche 9 décembre à 9h30 sur TF1.

L'HUMANITE

4. 1. 1985

Amour avis-
Peuples en lutte

Mai 1983, à Cannes, la remise de la Palme d'or à un cinéaste, le plus illustre de son pays, pour un film qui a fait l'unanimité, « Yol ». Mais celui qui la reçoit, Yilmaz Güney est venu clandestinement et cette image, la première de l'hommage rendu par le magazine A 2, « Résistances » au cinéaste disparu en septembre dernier, cette image est interdite dans son pays, car ce pays c'est la Turquie, celle qui fusille ou pend tous ceux qui osent parler de liberté ou de droits de l'homme.

L'enquête réalisée pour « Résistances » a dit jeudi soir ce que fut la vie de ce fils de paysans pauvres devenu l'acteur le plus extraordinairement populaire de son pays dans les années 60 avec une centaine de films où il incarnait surtout des paysans pauvres, des ouvriers, des chômeurs.

Parce que, peu avant que la dictature n'écrase son pays, il était devenu écrivain et cinéaste, il sera poursuivi, condamné à d'innombrables années de prison et le reportage montre à quel point il est interdit de parler de lui, combien tous ceux qui furent ses amis, ses collaborateurs, qui restent ses admirateurs sont obligés de se cacher. Et, pourtant dira l'un d'eux : « Il y a des choses qui doivent être dites quelles qu'elles soient les conséquences ».

Ce dossier très passionnant est complété dans l'émission de Bernard Langlois par une enquête sur la situation des Kurdes, de cette fraction importante de la population turque soumise à un véritable génocide culturel et qui pourtant ne renonce pas à la lutte !

La lutte, c'est un mot qui revient constamment dans « Résistances », et par exemple lorsqu'il s'agit de ce que Jérôme Kanapa appelle « la guerre oubliée », celle que mènent aux confins de la Thaïlande et de la Birmanie plusieurs millions de Kharens. C'est une guerre acharnée qui dure depuis trente-cinq ans et qui, nous dit-on, va connaître un surcroît de violence.

Et il faut encore citer un reportage de ce même magazine, celui de Patricia Coste sur les chrétiens pauvres du Liban réfugiés au nombre d'une centaine de mille à Beyrouth depuis plus d'un an et abandonnés de tous parce que, comme dit l'un d'entre eux, « les chrétiens libanais riches sont ailleurs et ont mis leurs capitaux à l'étranger » ! Alors, ils se posent une question : « Chez qui allons-nous mériter la vie ? » Et leurs enfants risquent de n'avoir d'autre choix que la délinquance ou la prostitution !

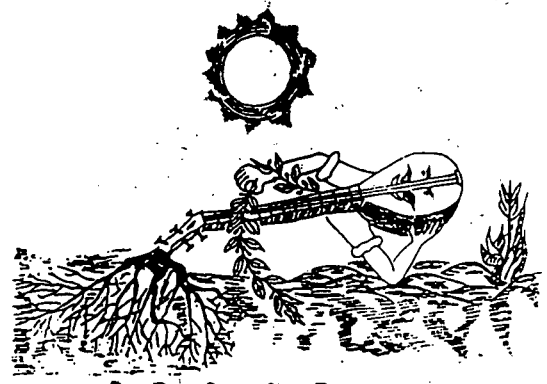
JEAN BARENAT

LE REPUBLICAIN LORRAIN

11. 1. 1985

AU PALAIS DES CONGRÈS
Dimanche, journée culturelle
turque et kurde

TÜRKIYE VE KÜRDİSTAN
HALK KÜLTÜR GECESİ
SOIRÉE CULTURELLE KURDE ET TURQUIE



P R O G R A M

L'Association des travailleurs de Turquie de Metz et environs organise à l'intention des communautés turques et françaises, une grande manifestation culturelle turque et kurde : le dimanche 13 janvier, à 14 heures, au Palais des Congrès de Metz-Grigy.

Un programme très riche attend les spectateurs avec plusieurs chanteurs dont Ali Asker, Nursani, Meftuni, et un groupe de ballets folkloriques turc et kurde en provenance d'Autriche.

Location des places : au 1 bis, rue de Bourgogne, à Metz-Borny, tél. 774.00.86.

REPUBLIQUE DU CENTRE

14. 1. 1985

AVEC AIDE MÉDICALE INTERNATIONALE

Une soirée au Kurdistan d'Iran

Un but domine l'action de cette jeune association humanitaire, « une médecine bénévole au service de tous les hommes », surtout en allant là où les autres ne vont pas.

Entre autres pays, le Kurdistan d'Iran est le théâtre d'une guerre encore trop peu connue.

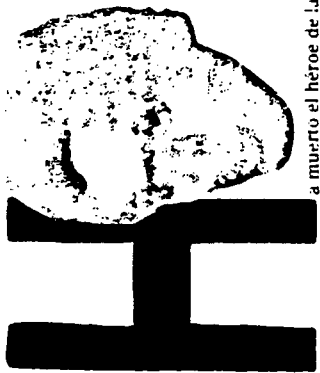
C'est dans ce contexte qu'une infirmière orléanaise, Mlle Bernadette Dousset, a travaillé pendant plus de six mois, au sein d'une petite équipe médicale.

Les photos qu'elle en ramène sont la preuve d'une action authentique qui ne consiste pas à imposer hommes et techniques, mais bien au contraire à comprendre et assimiler les caractéristiques d'une civilisa-

tion différente, afin de trouver un mode d'exercice médical capable de permettre à un peuple de s'assumer lui-même.

Placée sous l'égide de l'A.P.A.C., cette soirée du mardi 22 janvier à 21 heures, salle Hardouineau, permettra donc de découvrir un peuple, sa rencontre avec l'Occident, les apports réciproques, le dévouement, l'ingéniosité médicale et chirurgicale dont doit faire preuve, chaque jour, chaque membre de la mission.

La projection sera suivie d'un débat avec la participation de la Fédération internationale des droits de l'homme. Entrée libre, une collecte sera effectuée au profit d'Aide médicale internationale.



Elegía a Yilmaz Guney

CAROL PRUNHUBER

"En el crepusculo de mi ultima mañana, tan sólo
de mis amigos y a ti. Y a la tierra tan sólo
que sobre la ceniza de un canto inextinguible
se levanta el viento."

El recuerdo del héroe de las tierras de Adana. Yilmaz Guney nació en 1937, de padres campesinos kurdos, abajó su intensa vida en un hospital de París, después de un largo año de enfermedad. El domingo 9 de setiembre la ciudad luz se entregó al duelo. El cielo gris y una lluvia repentina anunciaron la desaparición del cineasta turco. Guney, quien hasta el último instante luchó contra la sombra de la muerte, hoy re-nace en todos aquellos, que de una forma u otra estuvimos cerca de él, ya fuese a través de la violenta belleza de sus filmes, ya fuese a través de la fuerza y la ternura de su amistad.

Personaje casi legendario para el pueblo turco y kurdo, Guney, actor y director, se aventuró en la epopeya del cine, hasta lograr realizar dos películas desde la prisión, donde cumplía su segunda condena por motivos políticos. Recibe su primera condena a los 20 años por haber publicado un poema, en cuyo contenido sus enemigos creyeron leer un mensaje comunista. La cárcel no le impide su acelerado crecimiento artístico. Desde adentro, desde las paredes de la prisión, "paradójicamente" semiabierto para un actor, Yilmaz Guney prepara su film "YOL", premiada con la Palma de Oro en Cannes 1982. Concebiría detrás de los muros no deja de denunciar que la cárcel no sólo se vive desde la reclusión, sino que el mundo de afuera parece ser una extensión del de adentro: ahí nos encarcelan con las restricciones morales y la tradición. "YOL" muestra un panorama de la sociedad turca, concentrándose en las desigualdades y tensiones sexuales, en la cual la sumisión femenina y el orgullo patriarcal mantienen una tiranía absoluta.

Para ese momento Guney se hallaba fuera de la prisión, fuera de los muros de su país, también encarcelado por la Junta Militar de Turquía. El exilio no le entregó la calma ni la libertad. La prisión y la amenaza lo persiguan porque su mano siempre estaba pronta a empujarse y alzarse en denuncia.

Fue en los albores de su libertad que se produce mi encuentro con Yilmaz Guney.

Caracas, 16 de diciembre 1984

Papel literario

lenta agonía, donde cada hora confirmaba la lejanía del acto creador. No hay conciliación con esa muerte que ha molido tu aliento. ¿Dónde amigo podremos escuchar tu risa, dónde esa forma de laedar el rostro? ¿Dónde sembrar los recuerdos del verano, del invierno de cada estación? ¿Dónde se ha desvanecido tu presencia, ese que siempre nos ha llamado? No tuvimos lengua común ni el presagio de la tragedia. Mas hoy, toda tu esperanza se levanta en nosotros que desafiarnos el olvido. Hoy avivimos la muerte y te saludamos.

Hoy te enterramos Yilmaz Guney lejos de tu tierra, lejos del paisaje donde quisiste reposar. Millares de rostros, asperamente hermosos habitaron las calles de París para rendirte homenaje. Pero tu no estás muerto. Sigues siendo la voz que denuncia la tiranía de tu país y de todos los pueblos oprimidos. Continuas abrazándonos con el calor de tu imagen, poblada por esa ternura que jamás podrá desalojar las regiones de la memoria.

Yilmaz, eres nuestro recuerdo cotidiano. Eres la firme presencia que se sabe partícipe del hombre y de la historia. Eres el maestro que continúa marchando hacia un nuevo amanecer con la esperanza atada a la sangre que reclama su corriente. Eres el amigo siempre fiel a la palabra posada sobre los otros y al canto que ha quedado inacabado. Esta, querido amigo, es la única pena que hoy me arrasa. Tu voz sigue siendo la hoguera aun cuando un fragmento de la par-titura de tu vida ha quedado colgando de nuestros labios incapaces de aceptar ese interludio. Yilmaz, sabes en este instante que habremos de seguir tu obra. Tu vivo deseo de enfrentarte al tiempo a través de la creación hoy sigue en pie. No habrá mañana que no se reconozca en tus imágenes, en tu palabra fuerte y serena que se iluminaba cada vez que te acercabas a tus seres queridos. Todos y tantos que quisistes Yilmaz, héroe de todos nosotros, no sólo por tu obra y lucha sino, sobretodo, por el amor que desplegabas en cada abrazo, en cada saludo, en cada mirada silente que nos confirmaba la certeza de tu presencia para siempre. Hoy coloco el adiós que la muerte me negó y de nuevo te sonrío.

la recompensa a la tensión emotiva. Su vida cotidiana siempre fue coherente con su pensamiento. En él, palabra y acción iban juntas. Cada aparición frente a un público turco y kurdo era una experiencia de fuerza colectiva. Yilmaz levantaba a la gente con esa forma definitiva y carismática de hablar. El actor en él le daba la entonación correcta a sus intervenciones. Fue el actor y el hombre en Yilmaz Guney creador solo. Así se desplazaba por las ciudades. Un desconocido precavido actuando el rol más peligroso de su vida. El atentado estalló en cualquier esquina. El riesgo y el coraje fueron su vida. Injusta esa larga enfermedad que lo engañó durante tantos meses. Las últimas veces que lo vi, esperaba desearoso su recuperación para comenzar a trabajar. Miles de historias y posibilidades se tejían en su imaginación. Eran sensaciones que iba armando como un poema. Cada gesto del otro era una excusa para la creación.

Pero esta vida te ha sido arrancada. No hubo palabra que posar en tu mirada siempre triste, en tu rostro amado por ese pueril, cuando tu cuerpo fuerte e iluminado. Evitando lo evidente; la sombra te estaba dominando pero tu seguías soñando en el paisaje donde nacer la imagen una vez más. No hubo tiempo para el adiós.

No pudo la cárcel con tu vida. El exilio aflojó tus amarras y la noche se instaló en los indicios de tu gloria. Héroe cercano cuando el verano parecía un gran sueño ro-bado a tu imagen. Tu cuerpo, capaz de cobijar todos los pueblos, ocupaba cada vez con esa ternura que lanzabas cada rostro te acercabas. Pero vino la espera, el lento apagarse de tu intenso deseo de vida. Contabas el tiempo. Un pedazo se había quedado entre las rejas. Contabas el riesgo y la transgresión de todo un orden, mientras el cansancio ganaba terreno en tu paisaje. Y ahora no puedo sino posar el adiós que no creí definitivo, amigo, desde el secreto. No tuviste la gracia de los dioses porque eres sagrado creador de la realidad y el sueño.

No hay gloria para la muerte que te arrasó. Ella no te quiso golpe seco sino

Une revue publiée au Nicaragua

YILMAZ GÜNEY: Cineasta y militante

Ha muerto el héroe de las tierras de Adana. Yilmaz Güney nacido en 1937, de padres campesinos kurdos, apagó su intensa vida en un hospital de París, después de un largo año de enfermedad. El domingo 9 de Septiembre la ciudad luz se entregó al duelo. El cielo gris y una lluvia repentina anunciaron la desaparición del cineasta turco.

En 1982, en Europa se comienza hablar de él, con furor al ganar la Palma de oro en Cannes con su película "YOL" (El Camino). Pero para los conocedores del cine Güney no era un desconocido, era el gran actor del cine turco, quien luego se convirtió en el director más importante.

Yilmaz Güney vivió un proceso acelerado en el mundo del arte y la política. Hasta los 15 años trabajó como aprendiz de carnicero, recolector de algodón, etc., al mismo tiempo que estudiaba. Comienza a escribir sobre la opresión campesina. En 1955 lo condenan a 7 años y medio de prisión, por un cuento titulado "Contenido comunista", pena que purgó en 1 año y medio de cárcel y 6 meses de exilio. En 1963 comienza a trabajar con una compañía de distribución de cine a través de la cual penetra el mundo del celuloide. Termina por convertirse en la estrella más popular y querida del pueblo turco y kurdo. En 1968, con su film "Los esposos de la tierra", que considera su primera película importante, denuncia el problema de la moral tradicional y opresiva de los kurdos.

En 1972 recibe una nueva condena por haber escondido a un grupo de estudiantes buscados por la policía. Apenas liberado, lo acusan de haber asesinado en un restaurant tras una discusión violenta a un juez fascista. Lo condenan a 18 años de reclusión. Pero la popularidad de Güney le permite gozar, aún desde los muros de la cárcel, de una serie de ventajas tales como: la posibilidad de entrevistar a los presos y guardias buscando una historia que filmar y, escribir guiones detallados que sus colaboradores cercanos realizaban para él. Con este método de dirección a larga distancia Güney logra hacer 3 de sus películas más importantes: YOL (El Camino), Suru (El Rebaño), Düsman (El Enemigo). Durante esta época escribe varios libros: "Cuentos para mi hijo", "Queremos una casa, un cristal y dos panes" y "Sobre el Fascismo" que fue prohibido. Para 1980 Güney había acumulado por diversas condenas un total de 100 años.

1) Adana se sitúa en la zona sudoeste de Turquía que pertenece al Kurdistan.

El golpe militar del 12 de septiembre 1980, en Turquía significa para el cineasta la certeza de que sus privilegios de trabajo serán anulados. Hasta ese momento había decidido no escaparse pues se sabía más seguro y útil para su pueblo entre rejas que afuera donde el atentado siempre podía aparecer.

Convertido en el símbolo de la resistencia contra la junta militar Güney se ve despojado de su nacionalidad y todos sus libros, películas y



Yilmaz Güney, durante la filmación de "El Muro", 1982.

afiches son prohibidos en Turquía. Yilmaz Güney se convierte en enemigo declarado del régimen dictatorial por ello en 1981 se escapa de la prisión y se instala en Francia.

En 1982, durante el Festival de Cannes, Güney hace su reaparición con "YOL".

Esta película concebida detrás de los muros no deja de denunciar que la cárcel no sólo se vive desde la reclusión, sino que el mundo de afuera parece ser una extensión del de adentro: afuera son las restricciones morales y la tradición las que encarcelan al hombre. "YOL" muestra un panorama de la sociedad turca y kurda, concentrándose en las desigualdades en la cual la sumisión femenina y el orgullo patriarcal mantienen una tiranía absoluta. Además de denunciar el sistema opresivo Güney muestra el problema crucial de los kurdos. Osa mantener los diálogos del Kurdistan en la lengua propia al igual que las canciones. En Turquía los kurdos no tienen derecho a hablar ni

cantar en su lengua. Hacerlo significa una condena de varios años. Al asumir su origen kurdo Güney es condenado y atacado por el régimen de Turquía. En París en 1983 con un grupo de intelectuales, forma el primer Instituto Kurdo dedicado al rescate de la cultura e identidad de ese pueblo perseguido.

El exilio para Güney nunca significó la calma. La amenaza y la prisión siempre lo persiguieron, porque nunca dejó de lanzar su puño en señal de protesta. Vivió dedicado al cine como arte y medio de cambio y denuncia. Fue militante de la cultura y la libertad. Vivió para la causa de su país pero también para la de otros pueblos? Soñó con posibles rodajes en la zona de América Central, con la puesta en escena de la lucha de los otros. Siempre defendió los derechos de pueblo de Nicaragua. Firmó manifiestos por los derechos humanos en El Salvador y Guatemala. Acompañó cada acto de solidaridad, entregó su voz en nombre de la libertad. Ofreció fondos para la causa de América Central. Siempre deseó conocer nuestras tierras y nuestros nombres aajados por el combate y la injusticia. Este hombre, hijo del Kurdistan, perseguido, se supo parte de nuestro destino.

En Francia rodó su última película "EL MURO", donde denuncia las condiciones de las prisiones infantiles en Turquía. Para la realización logró reunir diferentes nacionalidades y tendencias políticas convirtiendo el rodaje en una experiencia de solidaridad que sobrepasó los del mero cine. Fue un encuentro con un cineasta, un líder y un amigo cuya voluntad y decisión férrea logró de los otros la máxima entrega.

El 13 de septiembre un inmenso cortejo acompañó el cuerpo de Yilmaz Güney al cementerio de Père Lachaise. Una vez más logró aglomerar a las masas en una última manifestación contra la tiranía. Murió el héroe demasiado temprano. Hemos quedado al descampado todos aquellos que lo seguimos ya sea de cerca o de lejos. Ha dejado quebrado un pedazo importante de la historia revolucionaria de su pueblo. Pero Yilmaz Güney no está muerto. Renace cada día en todos aquellos que se reconocen en la fuerza de su lucha y de su vida, en cada voz que denuncia la tiranía, en cada ser que lo encuentra y descubre el amor que este hombre desplegaba con su mirada silente y su cálido abrazo. Yilmaz Güney por ser el símbolo del pueblo oprimido de Turquía y del Kurdistan se acerca a nuestra América aún encarcelada.

París.
Carol Prunhuber

Carol Prunhuber nació en 1956 en Caracas. Realizó un doctorado de literatura Latinoamericana en París donde actualmente reside. Ha publicado poesía y ensayos de arte y cine en revistas literarias y prensa venezolana. En vías de publicación su ensayo: Agua, Silencio, Memoria y Palabras. Hernández en Caracas.



칸느 영화제 수상작 '올을 따라'

이스타브의 전마와 아이러니의 시대

클사빈 / 박 광수 (영화제)

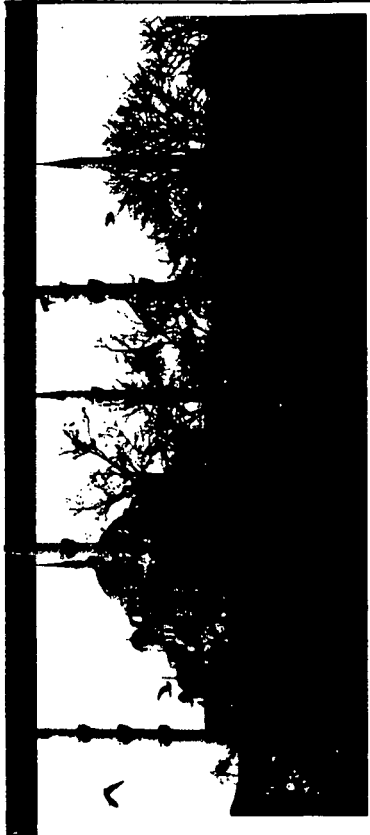
올을 따라, 올을 따라, 올을 따라... (The text is partially obscured and difficult to read in this scan.)

[편집자 주]

타이타어로 '갈'이란 뜻을 지닌 영화 '올(YOL)'은 '82년 칸느 영화제에서 최우수 작품상을 받은 작품이다. 이 같은 프랑스에서 영화 수업을 하고 있는 필자가 '올'의 작품에 감동하여 '올'의 제작 행보를 따라 기행한 내용이다. 이번 기행은 애초 계획의 불비와 불안전 타이타의 정치 경제 탓으로 비록 성공적인 것은 못 되었지만, 필자의 영화인으로서의 포부와 탐구심을 보여 주고 있다.

필자는 지난해에 "새로운 영화를 위하여"라는 자서전을 낸 시골 영화 집단의 소속원으로서, 앞으로의 영화 활동에 기대가기는 시립이다.

이 영화는 감동으로부터 휴가 허락을 얻어 각자의 가족과 부인, 애인 및 약혼녀를 만나러 고향으로 떠나는 5명의 죄수를 이야기로 구성되어 있다. 허가증을 얻어 고향 근처 감옥에서 감옥으로 되돌아가야 하는 시립, 약혼녀 및 아내들을 만나기는 하지만 엄격한 회교적 관습과 전통으로 감옥과 마찬가지로 자유를 재탄생하거나, 그에 의해 실패하는 사람들의 이야기가 전개된다. 또한 시리아 국경 지방 쿨데(Kürde) 출신인 한 사나이는 군인들에 의해 형을 잃고 동족이 실패하는 정면을 목격하고는 감옥으로의 귀환을 거부하고 탈출한다는 줄거리를 갖고 있다.



스타브(Stavros) 시범을 통해 얻어온 칸느 이스타브의 인상은 무엇보다도 그의 태도에 집중하는 사람들의 무표정한 모습으로 보이고, 세심 타이타가 개성 있는 이데올로기라는 사실을 느끼게 해준다.



게임링 하의 이스타브

1983년 2월 12일 토요일 8시 10분 밤 이스타브를 비행기에 겨우 올라타고: 안도의 숨을 내쉬었다. 파리에서 영화를 공부하고 있는 최 최근 제와 함께 타이타의 인 공사 정부와 타이타에서 탈출한 영화 감독 필마노스 퀴네(YILMAZ GUINNEY)에 대하여 그리고 그의 영화 '올(YOL)'의 진실상을 볼까? 일 만에 필름에 남고 돌아오겠다는 부포한 제와도 이제 밤 늦게까지 깨어 준비 카메라(비밀) 필름 10롤, 스틸 카메라(흑백, 컬러, 컬러미니), 삼각대, 녹음기 등을 챙겨 들고 비행기 이륙 20분 전에 공항에 도착한 것이다.

2주일 전에 상상한 '올'은 충격적인 영화였다. 가치는 믿어 없진 않았지만 게임링인 타이타의 상황과 종교, 사회, 여성 문제 등이 히다우노의 매가 못지 않은 복잡한 형식으로 잘 한상되어 있고, 원상의 사실성에 현실감을 강하게 부여하는 또한 시위 표현들이 눈에 띄었다. 그러나 게임링인 위험한 타이타로 나를 끌어 당긴 것은 무엇보다도 '올' 촬영이 완료되기까지의 제반 작업이 삼촌인 필마노스 퀴네가 감옥에 수감되어 있는 중에 이루어졌다는: 기이한 사실이었다.

블가타와 타이타의 죽기 직어

간는 영화제 수상작 열을 따라



정중 내내 개 이남개 하는 장터에 올 장도로 시골의 길은 이스탄불 길에도, 시내 거리의 웅덩이 서 있는 길은이들 속에도 개집군의 모습은 쉽게 찾을 수 있다.

상공에서 내리다 보이는 타이거의 모습은 거처를 역사를 지내온 나라답게 길이길이 색인 여세계 붉은 도양으로 드러난다. 인구 4천3백만(도시 44퍼센트, 농촌 56퍼센트)에 한국과 같은 우랄산맥이 이쪽인 타이거는 오스만 세국의 몰락과 독립 투쟁의 과정에서 1923년 무스타파 케말 아타투르크에 의해 타이거 공화국으로 탄생하여, 1959년 이래 오탄의 최후까지 시내에 있고 몰가리아, 소련, 시리아, 이란, 이라크와 국경을 함께 하고 있는 지리적 조건을 갖고 있다. 1979년4월, 비잔티움부터 5백만 달러의 군사 원조를 받은 바 있다.

1980년12월12일 타이거의 군사 쿠데타가 발발, 세일이 병용되는

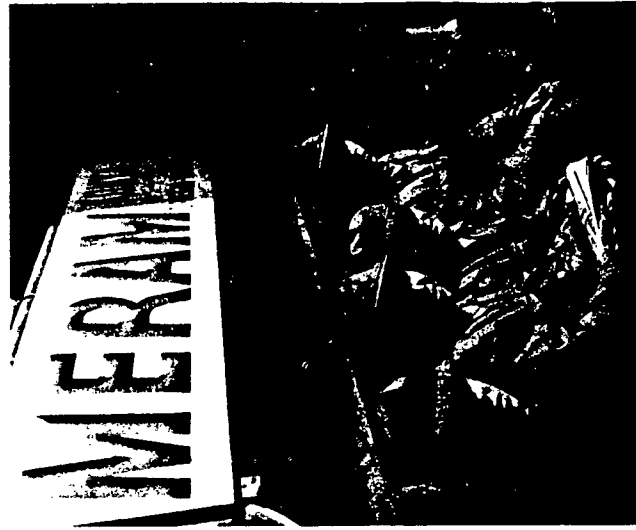
한편 모든 노조 운동을 금지하고 조합 기금을 동결하고 약 17만 정처비(정부속 발표 3만)이 책도되어 1982년까지 5천 명이 사형을 대기중 또는 신교의 재결정을 기다리는 중이며 특히 튀르키예(Kürd) 지방 출신의 타이거인들이 암바의 대상으로 부가되었다.

파리의 오를리 공항을 출발한 지 3시간 30분 만에 용산역만한 크기의 갑룡계 해마엔 이스탄불 공항에 비행기가 내리 않는다. 외국인의 세관 통과는 비교적 쉽게 진행된다. 한편 타이거 내륙의 인구는 1979년4월, 타이어에서 시작해 급격히 증가하는 모습이 눈에 띈다.

이스탄불이라는 이름이 주듯

오랜 역사를 가진 신비적인 도시의 관문은 검은 색안경을 낀 기발 요원과 제임슨을 제외한다면 '잘못 내린 것이 아닐까?' 하는 의구심이 들 정도로 화려한 시골의 같은 모습을 하고 있고, 공화국엔 이렇다 할 차량이 눈에 띄진 않아서 시내로 들어가는 교통편을 찾기 위해 한창을 아리송할한 채 서 있어야 했다.

거주 세관을 통과하고 나오는 타이거인들의 부리를 따라 허름한 공화 버스로 3분쯤 간 뒤에 검은 버스로 보이는 중계소에서 다른 버스로 옮겨 타고 이스탄불 시내로 들어가게 되었다. 다른 편에 앉은 타이거인이 타이거어를 말하며 담배를 권한다. 타이거의 담배맛은 비중에 빠질 듯 착잡하고, 상상의



도시 이스탄불은 적막하지만 하다. 이스탄불 시내 어딘가에서 버스를 내린 우리는 동서 남북을 분간할 수 없는 데다가 이곳의 분위기를 빨리 익혀야겠다는 생각에서 이리저리 건물이 밀집한 도시 한복판을 걸어다녔다. 곳곳에 서있는 군 차량에서 나오는 알 수 없는 마더크 소음을 제외하고는 조용하지만 하고 대부분의 상가는 문이 닫혀 있다. 가끔씩 기관총을 쏘는 군인들의 사격이 우리의 걸음과 카메라를 따라 오다가는 사라지고, 맨얼굴이 거리의 웅덩이에 서있는 젊은 타이거 사람들이 호호리리 웃음을 발하는지 알 수가 없고 두려운 생각만 든다.

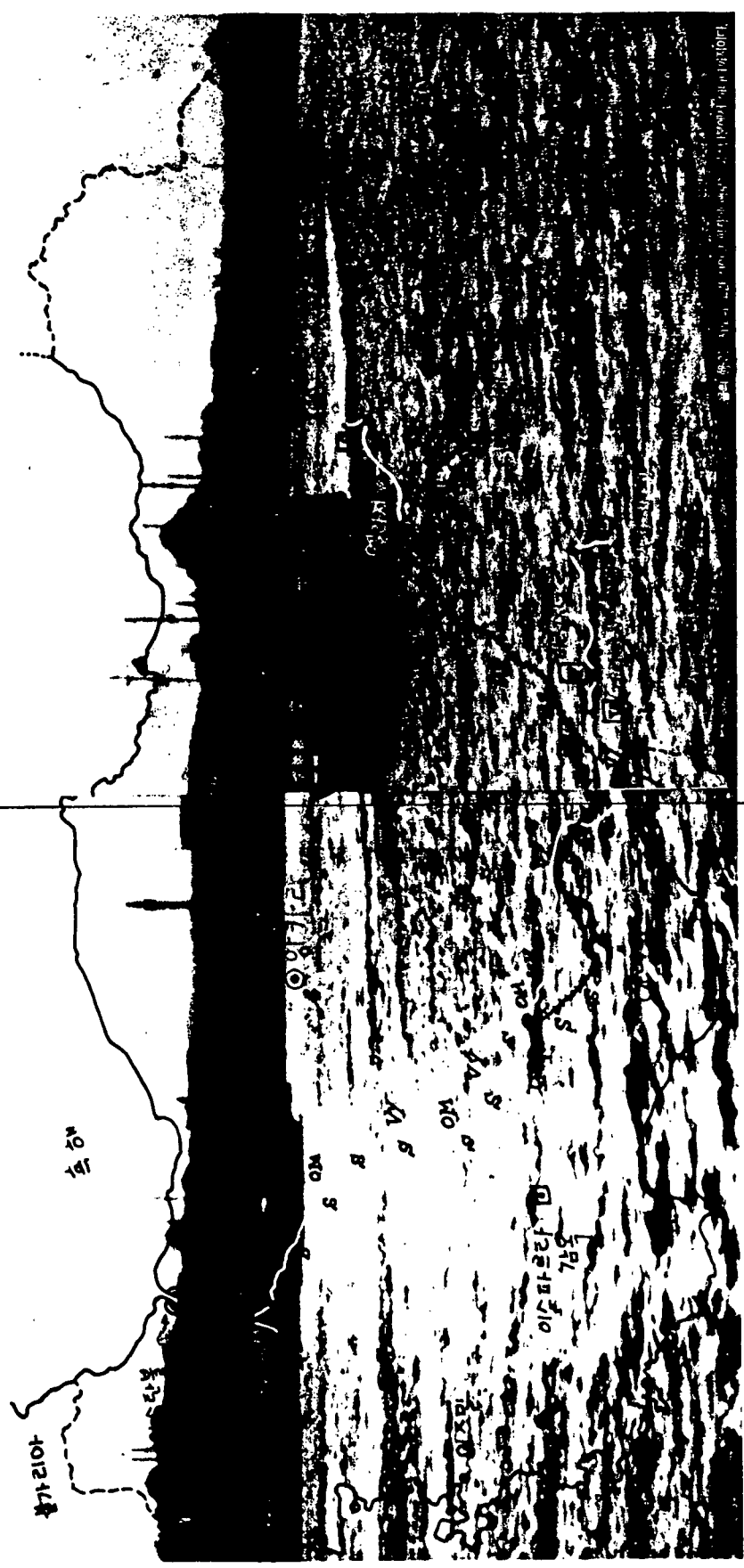
들이올 수 없는 삼과 휴양지
한 시간 남짓 거리를 걸으며 두리번거린 우리는 이스탄불에서 고등학교를 마치고 파리에서 심리학을 공부하고 있는 이 지수라는 한국인이 얼마 전 병학을 이용하여 이스탄불로 돌아왔다는 사실을 기어헤비고는 그의 주소를 찾았다. 거리에 서 있는 기동 경찰 차량으로 걸어 가서 그 주소를 내밀었다. 영어를 조금 안다는 경찰관이 택시를 타라고 일러 주며 택시 성류소를 알려 준다. 택시에는 요금 측정기가 없고 용정으로 가격이 결정된다. 택시 운전수에게 주소를 건네주고 순정으로 3백 리라(한화

2천 원 정도)에 흥정을 마쳤다. 30여 분을 달려간 후에 택시 운전수는 지나가는 행인들에게 길을 물어가며 친절하게 우리가 찾고 있는 집 대문 앞에 차를 세워 준다. 물라움과 반가움으로 우리를 맞은 이 지수 씨로부터 오늘이 바로 구경이라는 사실을 전해 들었다. 서울에서 공부하며 왔다는 귀한 여학생을 대접하며 일여 들은 대략의 상황은 이리했다. 흰 군부의 수저인 캐년 아브델은 자본주의도 사회주의도 아닌 독특한 봉지 방식을 취하고 있고 대부분의 이국 주민들은 쿠데타도 인한 사회 안정에 많은 지지를 보내고 있다는 사실과 함께 동부 아노메니어인



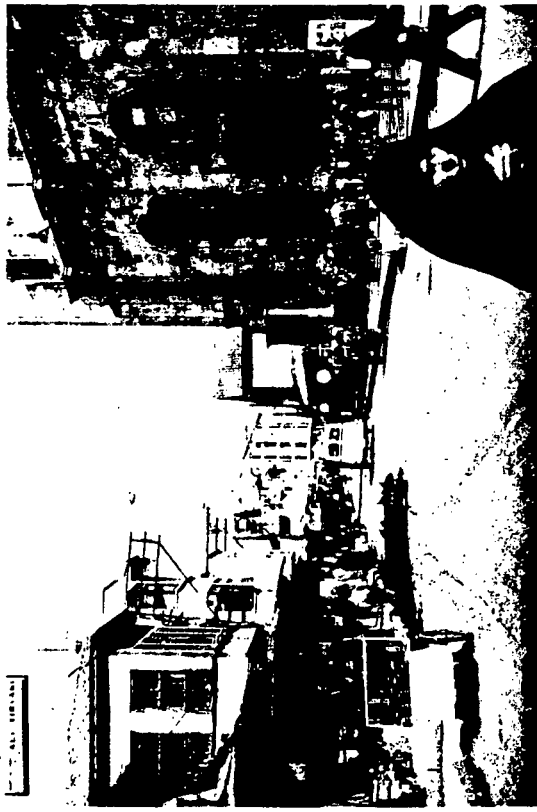
이제까지 기만중까지 만 성영한 돈코리의 군인들과 휴가인 조 귀함을 기다리는 젊은 군인들의 모습이 다도이다.

킨느 영화제 수상작 영화를 따라



<p>지역과 동남부 퀴르데인 지역은 위험하니 가지 않는 것이 좋을 것이라는 충고도 덧붙여 준다. 식사를 마친 뒤, 아야 소피아 사원 근처에 쉬러 여인숙을 숙소로 잡고, 나는 최 포삼 씨와 앞으로 6일간의 여행 계획과 촬영 방식, 인터뷰 등에 관해 논의하며 이스탄불에서 첫밤을 보냈다. 그 다음날 아침, 일찍잠 깨 찾아오</p>	<p>이 지수 씨와 함께 독해와 지중해권 있는 이스탄불 앞바다의 집들을 둘러보기 위하여 여인숙을 나섰다. 종의 시차 부분인 감옥 내 지수들의 풍경과 휴가를 받아 고향으로 돌아가는 기쁨에 들떠 있는 초라한 퀴르데 출신 지수들의 모습을 보여 주던 이스탄불의 횡무소가 있는 집으로 가고 싶은 곳들 같은 나의 심정은</p>	<p>침체에서 풀렸다. 그 대신 심사해 명이 날 수 있는 거대한 배도 이 지수 씨가 세번째 집, 내번째 집으로 부르는 별칭이 들어간 휴양지뿐이었다. 그것도 제임슨과 경찰들의 통제를 받으며 타고 내야 했다. 이곳 사람들은 사관 찍히기는 용이하는 것 같았지만 차비리</p>	<p>가베라에는 낯설어서인지 군인들까지도 경계의 눈빛을 보낸다. 돌아오는 배길에서 바다 멀리 보이는 작은 몇 개의 집을 보며 확실히 심정에 빠져 들었다. 같은 바다 위에 전혀 다른 상황의 섬이 있다. 필경이 있는 아름다운 섬과 감옥이 있는 돌아올 수 없는 섬... 그날 저녁, 이스탄불 아시아권에 있는 하이랜드사역에서 암카라행</p>	<p>가차표를 구입하고는 각질스런 눈썹의 이 지수 씨와 헤어져 기차에 올랐다. 한 밤에 6명씩 안을 수 있는 좌측의 발들과 우측의 통로로 이루어진 영화에서나 보아 왔던 낯은 기차, 온 의 저시 않은 기차 장면들이 생각났다. 우리가 재대발 찾아내고, 기차가 미남 즈음 부 터이커인 침년이 문을 열며 "영 유</p>	<p>스피크 잉글리쉬(Can you speak English) 하고는 들어 산다. 신기하다는 듯 우리 두 동양인을 보고 물어와 없는 그들은 그들이 내뱉은 한 마디의 영어 의미에는 아는 말이 없는지 자신의 이름을 말하고, 우리의 국적과 이름을 묻고는: 항구 무인인 채로 앉아 이상 즐겁다는 표정이다. 인마를 갔을까, 또 한 사나이</p>
--	--	--	--	--	---

칸느 영화제 수상작 '올을 따라'



들어 서머 영어로 인사를 던진다. 터키기 동부 에르잔에서 고등학교 불어 교사를 하고 있다는 내사트 아이리라는 40대 초반의 이 사나이가 많은 이야기를 나누었고, 허락을 받아 그와의 인터뷰를 녹음하였다. 두어시간 남짓 대화를 나누는 가운데 그가 알려준 취미는 사냥은 현재의 군부를 지지한다는 자신의 입장을 전제하면서 쿠데타 이전에는 테러리즘이 난무하였고 시민들은 8시 이전에 귀가하지 않으면 위험하였으며, 난무하는 테러리즘의 원흉은 각 파벌로 나뉘어져 서로 싸우고 있는 아나키스트(무정부주의자)들이라고 말한다. '아나키스트는 어떤 사람들인가?' 라는 질문에 대하여 그는 이렇게 대답한다. "아나키스트는 각각 소련과, 홍콩과, 불가리아와, 몽으로

나뉘어져 있던 사회주의자들이며 이들은 터키적 정치 형태가 아닌 다른 나라의 정치 형태를 받아들여 자기 때문에 무정부주의자이다."

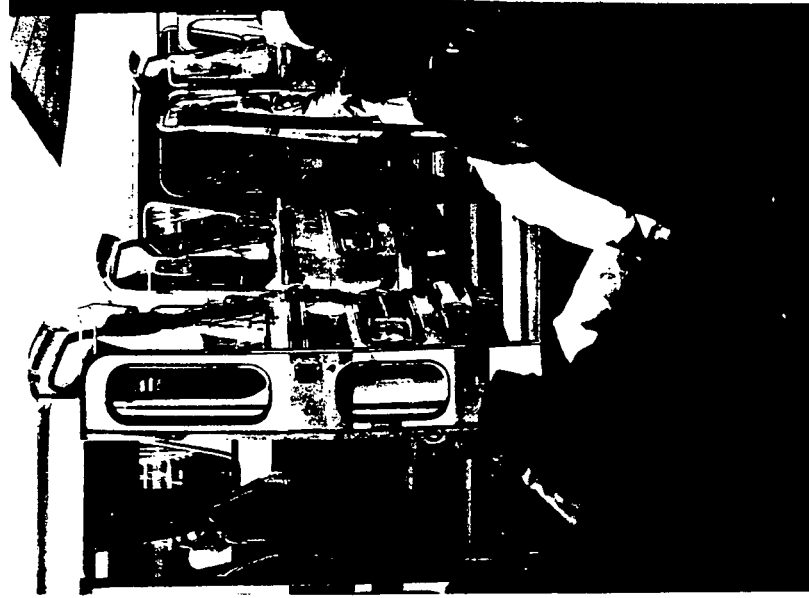
올이 들고는 여파

표한 해석이다. 그러나 나르진 및 가지 의문을 제기하지 않을 수 없었다. 프랑스에 있는 터키 노동자 연합에서 발간한 "Informations de Turquie" 라는 책자에는 '쿠데타 이전에 있던 세 세력들'이라는 소제목 하에 아래와 같은 정보를 실고 있었기 때문에... 쿠데타 이전 터키의 정치 상황은 정치, 경제, 재정, 사회적 위기의 정점에 특장지워진다. 위기에 속해 있는 세 정당은 국민의 여러 심각한 문제들, 특히 극우의 테러리즘과 극좌의 저항이 터키를

내란 직전까지 몰고 간 상황 등에 쓴 줄 만한 권위가 전혀 없는 이름뿐인 권력을 계속 이어가고 있을 뿐이었다. 군사 정부의 권력 장악 직전에 있던 중요 정당들은 다음과 같다.

- 국민 공화당 : 아타투르크 (세반)가 창시하고 부렌트 헬레비트가 이끄는 정당으로 성격상으로는 사회 민주당임(온건 좌파에 속함). '77년 선거에서 42퍼센트의 득표율 기록.
- 집의당 : 민주당에서 독립해 나온 정당으로, 술탄이던 데미렐이 이끄는 전통적 우익 정당. '77년 37.2퍼센트 득표율 기록.
- 국가 안당당 : 에르바칸이 이끄는 방실파 이슬람의 극우파 정당. '77년 6.8퍼센트의 득표율 기록.
- 국민 행동당 : 부르세스

칸느 영화제 수상작 '올을 따라'



장군이 이끄는 노골적인 파시스트 정당, 부르세스 장군은 열렬한 허블러 찬미가이며, 질서 정연한 테러리스트 북부군대를 소유하고 있다. '77년 67퍼센트의 득표율.

이 외에 좌익 정당으로는 친중공 및 친소련 표방하고 있는 군소 정당들이 있고, 득표율 2퍼센트의 지지를 받음. 이상에서 보아 알 수 있듯이 내사트 아이리라의 주장에는 많은 편견이 있는 것 같다. 여하튼 누음까지 허락하여 대답해 주는 그의 진지함에 혹시나 감정이 생길까 주의를 하여 용과 일머리 귀네를 아느냐고 물었다. 용은 감상할 수 없지만 임마즈 귀네가 만든 다른 영화들은 여러 편 보았고, 다른 사람들로부터 용에 관한 부정적인 이야기들을 들었을 뿐이라고 대답한다. 세번째 귀네리족의 상황에 대한 질문에 약간 상기된 얼굴로 이렇게 이야기해 준다.

임마즈 귀네의 탈출과 그의 영화 용이 칸느 영화제에서 작품상을 받게 됨으로 발생한 터키기와 프랑스 사이의 외교 분쟁으로 유럽인들에게는 귀네리족이 군부로부터 탄압을 받고 학살을 당하고 있는 것으로 알려져 있었지만 실제로는 그렇지 않을 것이다.

왜냐하면 귀네리족은 시리아, 이란 등의 국경에 편하여 살고 있으면서 많은 밀수를 행하고 있다. 군부에 체포되거나 사살되는 사람들은 아마, 대개가 범법자일 것이다. 그러나 아직도 쿠데타자들은 강력한 보수적 자주들로부터 어려움을 당하고 있는 것은 사실일 것이다. 이를 저역에서 사법원은

대개 정부에서 행해지는 경향이 아직도 많은 것으로 안다. 인터넷이 대중 끝나자 그는 자기 좌익이 있는 방으로 들어가 6살 난 어린 딸과 짐을 챙겨 들고는 아예 우리가 타고 있는 방으로 자리를 옮겨버렸다.

15시간에 걸친 장거리 기차 여행에 지쳐버렸는지 8밀리 카메라의 사운드 부분이 고장이다. 9통이나 남은 사운드 필름은 이제 부용자물이 되어버렸고, 은유의

사구 문화에 매몰되지 않은 사람들

그 다음날 내사트 아이리라의 어린

킨드 영화제 수상자 뽕을 따라



카림파에서 뽕은 레미스의 팀, 그의 어머니의 손자를 만든 뽕이끼 다윈스캅만 한다.

간직들이 되고 행인들이 휘기 있게 모이서 이성화하는 생각이 들었다. 양귀타시 의라엔 빛은 산화석을 타고 다다르다 뽕이 있음. 고평문대들이 많이 눈에 띄었다.

영화제를 찾아갔다. 6~7백 명을 수용하는 극장은 좌석이 거의 차 있지만 운동 남자들은 없다. 위치란 종교 중심 도시이며 볼의 환영 행로이기도 한 포나라 가기 위해 시의 버스 터미널을 찾다가 앞순에 짐을 든 한 젊은 여인에게 말을 걸었다. 시구식 옷차림의 여인은 자기도 마침 포나라 돌아가는 길이라며 의외로 신뜻 동행을 제의한다. 시의 버스 승무수에는 많은 군인들이 묵차하고 있었다. 신병 훈련을 마치고 귀향하는 군인들인 모양으로 아직 어리고 피곤한 모습들이다.

버스표를 사던 중 터어키인이 우리가 한국인이라는 사실을 알고는 한국 동편시 자신의 사촌이 포리인(?)에 의해 전사하고, 자신은 다쳤더라 뽕의 상자를 보여 준다. 우리와 함께 버스에 오른 터어키 여인은 서투른 영어로 자신의 양카라 대학 정치학과 1학년애 재학중이고 지금은 시험 기간이라 포나라에 왔다고 말한다.

내가 뽕국이라고 이름 지어준 이 여인은 임마즈 귀녀를 소년과 아나키스트라고 부른다. 뽕에 대해 묻자 불안전 눈빛으로 흑시 '미드나이트 익스프레스'를 보였느냐고 되물고는 그 영화도 터어키를 재물해서 보여 준 영화라면서 '미드나이트 익스프레스'의 거의 모든 촬영이 회집에서 이루어진 사실을 강조한다.



뽕이 빠진다. 빈수없이 여행 경비장 줄이자는 별 분간의 풍리 끝에 새 뽕의 사운드 뽕들을 구입할 수 있게 된다. 이즈음 나는 나의 무모했던 재취이 서서히 부니져내림을 느끼며 동시에 어떤 여행은 '올과 터어키'라는 훌륭한 기록 영화를 만들기 위한 사정 조사에 그칠 수밖에 없다. 워낙적인 걸음을 내리게 되었다. 양카라에: DDP이 없는 것 같다.

만9시경 포나라 내린 우리는: 김광직으로 개포해서 만든 조그마한 간이 시내 버스에 짐짝처럼 질러 포넬을 찾은 뒤 짐을 풀고 허지진 배를 배우러 근처 식당으로 들어갔다. 손님은 많았지만 모두들 남정네다. 아랍 국가들과 마찬가지로 터어키인들도 뽕을 주제로 하고 캐비아라 불리는 앙고기 요리를 즐겨 먹는다. 식당에서는 대개 커다란 양철솥에 음식물 만들어 두었다가 손님의 주문에 따라 이것 서걱 양철판으로 만든 작은 그릇에 담아 주는 것이 전부이다.

2월 15일 오전, 읍과 관련된 흔적을 찾기 위해 포나라 주변을 돌아 보았으나, 엄한 회교적 제물을 받게 주듯 부거를 종교적 분위기와 크고 작은 모스크(시원)를 제외하고는 크게 눈에 띄는 것이 없다. 호텔로 돌아와 호텔 중앙원에 몇 자 한글과 불어를 가르쳐 주며, 읍을 뽕으로 고개를 가로 건너다. 임마즈 귀녀를 이어나고 뽕었다. 이름난 뽕어 알고 있을 뽕이라고 한다.

뽕의 촬영 행로 중의 하나인 포나라에서 멀리 떨어진 카림파로 갔다가 남이 어두워지기 전에 돌아오기로 결정을 하고는 버스 터미널로 나갔다. 지붕 위에 짐을 가득 실은 시골로 가는 넓은 버스들이 눈에 띈다. 한 시간 뽕을 남더 카림파에 도착했다. 조그마한 버스 터미널 밖에는 짐 끄는 마차를 제외하고는 아무런 교통 수단이 없는 것같이 무관심 감기 시작했다.

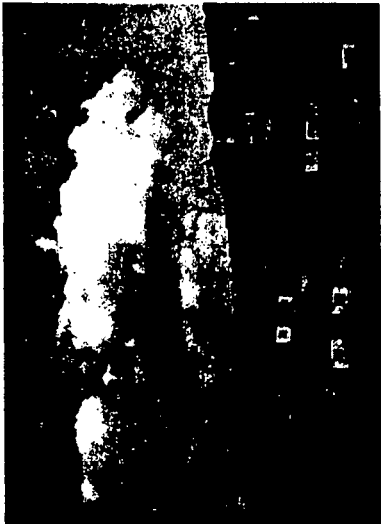
한 20여 분을 걸어갔을때 한 대의 마차가 지나간다. 손을 흔들었다니 태워 준다. 30여 세로 보이는 사나이와 소년, 짐 끄는 마차가 이 지역의 교통 수단인

것이라고 묻기도 했다. 서구적 소비 문화의 때가 묻지 않은 사람들이... 이스타불에서 포나라까지 3일 동안 여행하며 아직껏 거디에서 쉬음을 들은 적이 없다. 읍에서도 아닌 것이 없고, 촬영 방식 또한 자기네 조깅에 양묘게 기철타라도 소박한 아의 원지 촬영과 대담한 핸드 앤드 카메라를 어깨에 매거나 손으로 들고 촬영하는 방식으로 이루어졌던 사실이 기억났다.

'90년 쿠데타 이래 3년이 지나도록 체인이 안 풀어진 사정에 대해서는 관심이 민성으로 환원되겠지만 현 군부가 국민의 지지를 받고 있다고 기뻐해 준다. 여인은 한국 여성들이 어떤 상황에서 살고 있는지 궁금해 했다. 많은 터어키 여성들이 외국인과 결혼하여 좀더 여성의 권리가 보장되는 외국으로 나가서 살고 싶어한다고 말하는 얼마 동안 차분함이 상한 듯한 표정을 지었다. 이 여대생은 우리가 들고 있는 카메라 상사대가 무엇에 쓰이는

뽕의 뽕차는 아나와 퀴르메

칸느 영화제 수상작 '올을 따라'



'올과 터키어'라는 조그마한 영화를 위해서 짧은 문헌 영화의 터키어 감독을 필름하여...

수가 없다. 다만 우고 이처세가 경찰관과 이야기하는 도중, 우리를 편경이라고 설명하는 듯한 느낌을 받았다. 이스파르타 감옥에 갇힌다는 영초의 계획은 포기하는 것이 좋을 것 같은 생각이 들어 우고인과 헤어져 이스밀로 향했다.

지중해성 기후의 커다란 열대 식물들이 늘어선 이스밀에서 일마르 귀네가 손 댄 것의 채를 읽는 적이 있고, 영어를 말하는 사람으로는 드물게 '일마르 귀네의 영화에 나타나는 사건들은 가장 진실하게 터키어의 모습을 보여 주고 있다'고 말하는 칸에르군이라는 대학생과 만나게 되었다. 이곳에서 컴퓨터를 공부하고 있다는 그는 가랑비가 주룩주룩 내리는 이스밀 항구에서 조금 호리호리한 확실하게 보이는 앞의 사람들이 회합에 압도된 가끔 들른다. 문 앞에 '생선회'라는 커다란 메뉴판이 부착된 한 터키어 식당을 소개시켜 준다.

복선과 회포로 16시간 동안 버스에서 시달리며 이스밀에서 세 시, 복선과 엄청난 추위로 포럼에 간혀 꼼박을 두하던 우리는 다음날 기상 조건으로 세 시간이나 늦게 출발하는 에어프랑스에 몸을 싣고는 눈 덮인 볼루로를 떠났다.

우리가 준비하고 있는 '올과 터키어'라는 조그마한 기록 영화를 완성시키기 위해서 훨씬 이른 장벽의 함께 최소한 간단한 대화를 나눌 수 있는 정도의 터키어를 배운 뒤 터키어의 남동부 일석이 들어갈 수 있는 충분한 일정을 갖고 다시 찾아올 것이다.

기원전 6세기, 그리고 기원 9세기경에만 통합 국가로 존재하였을 뿐 터키어, 시리아, 이라크, 이란의 네 국가에 나뉘어 분포되어 있는 분단 민족이다. 터키어에는 1천 2백만의 쿠티데인이 살고 있다. 두루한 언어와 풍습을 갖고 있는 이들의 문화는 아티투르크가 터키어 공화국을 세운 이래 부정되어 왔다.

이침이 되자, 간은 우고인 아처세가 파울스에서 우리를 부르다며 몸을 흔들며 깨었다. 최 요담 씨의 함께 영문도 모른 채 우고인 아처세를 따라 파울스로 향했다. 파울스 입구엔

아티투르크의 동상과 붉은 터키어 국기가 서 있고, 안으로 들어서니 뿔뿔하게 풀어진 정복을 입은 경찰 두 사람이 우리에게 여권을 요구한다. 10여 초간 진척 말이 안 통하는 영숙한 표정을 지어 보이다

우리는 영숙한 표정을 지어 보이다 두 경찰관은 우고인 아처세의 걸음과 부드러운 해명에 무엇을 이해했는지 우리를 내보내 주었다. 우리는 마음에 좋은 우고 아처세와 경찰관 등과도 진척 말이 통하지 않았기 때문이었을 것이다. 우리가 파울스로 돌아와도 또 어떻게 나올 수 있었는지 잘 알

올과 터키어 위한 작업

우리가 안 버스는 예상대로 도착 시간이 훨씬 지난 밤 10시경에 우리를 내려 준다. 약 한 시간 이상을 포행을 찾아 다니던 우리는

우리의 같은 조건에 놓여 있는 우고 출신의 터키어인과 동행하게 되었다. 결국 포행을 찾지 못한 우리 세 사람은 다른 마을로 가기로 하고

버스 터미널로 나와서는 '차이'라고 말했다. 터키어들은 '차이'라고 불리는 특이한 차를 마신다. 밤 12시가 넘어야는해도 차집에는 일 없이 나와 앉은 젊은이들이 많다. 전혀 볼적이 없는 근처 다른



이때를 끝낸 영은 밀가루 빵과 터키어의 민힌 꿀, 신선한 요구르트 등이 이들의 주식이었다. 오르후이 필자.

모양이다. 영미를 그렇게 타고간 뒤, 마음과 황량한 광야가 만나는 지점에 도달했을 즈음 사어는 다 왔으니 내리라는 시동을 하면서 마을의 골목길에 자리한 한 토담집을 가리키고는 손짓 발짓으로 쉬었다 가라는 뜻을 전한다. 예미스 쿠티데인이라는 이들의 이 터키어인과는 전혀 말이 통하지 않았다.

후벽 방안에 들어서니 그의 어머니와 할머니가 자리를 권한다. 터키어식 난로와 벽에 걸린 커다란 영웅이 눈에 띄었다. 예미스는 그의 어머니와 할머니를 위하여 사다 놓은 후벽 냄비비린을 벽장문을 열고 자랑하듯 내보인다.

터키어에는 국영 텔레비전 방송국 한 곳에서 후벽 프로그램을 방영하고 있다. 16-7세 되어 보이는 예미스의 여동생은 같은 도래의 동네 처녀들과 장문을 통해

우리 두 사람, 동양인의 행동 거지를 신기한 듯 들여다 보며 키득키득이다. 얼마 후 밤바다에 커다란 보자기와 깔고 예미스의 젊은 부인이 음식을 날라온다. 아체를 씹 싸듯 찬 영은 밀가루 빵과 터키어식 익힌 빵, 신선한 요구르트를 먹으면서 사건을 몇 장 찍으니 여간 좋아하진 않는다. 7순의 할머니는 자신이 입고 있던 중순자의 얼굴이 카메라 앞에 자리를 잡는다. 우리가 갈 보이드루 담요를 자두고는 카메라 앞에 자리를 잡는다. 우리가 떠날 때 이들 가족은 모두 문 밖까지 나와서 손을 흔들어서 주었다.

아직도 여운 토지 위에 삶을 사는 이들의 정 너머로 60년대 내가 살던 강원도 시골 풍경이 스쳐 지나간다. 카탈피에는 중대 규모의 군 부대의 평범한 마을이 있을 뿐, 언어가 통하는 사람들이 찾을 수도 없고 하여 다시 고나로

다음날 아침, 우리는 쿠티데족이 많이 거주하고 있는 아나나까지 가려던 여초의 계획을 수정할 수밖에 없는 상황에 직면하고 기차 등의 잦은 연락, 터키어 현지의 좋지 않은 도로 사정으로 어쩌면 세 시간에 파리로 돌아갈 수 있을지가 의문이었다. 게다가 카메라의 고장으로 가져온 필름을 사용할 수 없게 되었고 이번 녹음기마저 작동을 안는 것이다.

일마르 귀네가 올을 감독했던 형무소가 있는 이스파르타를 거쳐 지중해 연안의 터키어에서 가장 개방적인 도시인 이스밀로 향하기로 했을 때였다. 여하는 올과 일마르 귀네에 대한 영서는 그의 출생지인 아나나와 올 촬영의 중추지인 시리아 국경의 쿠티데인 마을에 있을 것이다. 쿠티데족은

우리가 갈 보이드루 담요를 자두고는 카메라 앞에 자리를 잡는다. 우리가 갈 보이드루 담요를 자두고는 카메라 앞에 자리를 잡는다. 우리가 갈 보이드루 담요를 자두고는 카메라 앞에 자리를 잡는다.

우리가 갈 보이드루 담요를 자두고는 카메라 앞에 자리를 잡는다. 우리가 갈 보이드루 담요를 자두고는 카메라 앞에 자리를 잡는다.

Journal de Lille

Les Kurdes, guerriers oubliés de l'Histoire...

Un bonhomme étonnant que Gérard Chaliand. Co-auteur de « l'Atlas stratégique » (Fayard) dont il prépare une ré-édition, il a été l'un des meilleurs spécialistes des mouvements de libération nationale du Tiers Monde, dans les années 60. Ne vient-il pas de faire un cours sur « Terrorisme et guérilla » à l'université... de Pretoria (Afrique du Sud).

« L'université de langue anglaise » s'empresse-t-il de préciser.

GRAND bourlingueur devant l'Éternel, on le voit ensuite dans tous les maquis de la planète, de la Guinée-Bissau à l'Erythrée en passant par le Vietnam. Pas le style grand-reporter ni stylo-Kalatchnikov. S'il crapahute avec les guerilleros c'est pour essayer de comprendre « comment ils peuvent exploiter à leur profit une situation qui a priori leur est défavorable ».

Pour voir aussi comment ça fonctionne un maquis. Mais sans aucune illusion sur les « mythes ».

Et avec cela, poète. Et amateur de poésie : on vient de rééditer récemment en collection de poche son « Anthologie de la poésie populaire kurde ».

« Un peuple atomisé »

Et justement, ce sont les Kurdes qui l'ont fait venir à

Le déclic, comme pour beaucoup de sa génération, ce fut la guerre d'Algérie. La décolonisation et la découverte d'un monde que l'on dira « Tiers ». En 1963, il est à Alger directeur de « Révolution africaine » mais dès l'année suivante il écrit « l'Algérie est-elle socialiste ? ». Il est comme ça, Gérard Chaliand.

Et s'il met un point d'interrogation, c'est qu'au fond, il demeure un garçon bien élevé.

Lille, ce vendredi. Une vieille passion pour Gérard Chaliand et qui remonte à 1959 : un accident de voiture en Turquie, des blessures graves. Il est soigné pendant un mois et demi par des Kurdes. Et découvre à ce moment un peuple divisé entre trois États qui s'acharnent à nier son identité.

« Ils sont entre 15 et 20 millions, explique-t-il, on ne peut pas le dire exactement car il est impossible de faire un recensement sérieux. Musulmans sunnites, avec leur langue et leur culture. Mais jamais dans l'Histoire il n'y a eu un Kurdistan indépendant. Avant 1914, ils faisaient partie des empires ottoman et persan. Le président Wilson avait rêvé de les réunir en une seule nation comme il aurait voulu le faire pour les Arméniens. Mais leur malheur a voulu qu'on trouve du pétrole

près de Mossoul et qu'Ataturk crée la Turquie moderne. Ils ont été divisés entre la Turquie et l'Irak.

Dans le premier pays, on nie jusqu'à leur identité. Ils n'ont pas le droit de parler leur langue, ni de l'écrire. En Irak, après la longue lutte de Barzani et de ses guerriers, ils ont réussi à obtenir une certaine autonomie, mais fragile et toujours remise en question.

De l'autre côté de la frontière, les pasdarans de l'Iman Khomeiny essaient de les liquider. C'est l'exemple même d'une minorité opprimée ou assimilée de force. Et pou tant que demandent-ils ? La reconnaissance de leur identité, en particulier culturelle et de leur autonomie interne dans le cadre des états existants dont ils ne remettent pas en cause les structures... »



Gérard Chaliand : « Il y a de plus en plus de minorités opprimées à travers le monde. Comment faire reconnaître leurs droits ? »

(Ph. « La Voix du Nord »)

Pourquoi cet intérêt pour les Kurdes ?

« A cause de ma déjà longue fréquentation du Tiers Monde. Une fois le problème colonial qu'on peut considérer comme réglé, la principale question qui se pose aujourd'hui à lui c'est celle des minorités. Un peu partout dans le monde, des États majoritaires refusent de reconnaître leurs droits à l'identité culturelle, religieuse, etc... C'est un combat important. Et les Kurdes sont en première ligne ».

● G. Chaliand va faire paraître dans les jours prochains « Les Kurdes et le Kurdistan » dans la Petite collection Maspero.

Un médecin lillois au Kurdistan iranien

Cette rencontre sur les Kurdes et le Kurdistan était organisée au Forum Furet-F.N.A.C. par Aide médicale internationale, dont le délégué régional est le docteur J.-Y. Grauwin, chirurgien au C.H.R. A.M.I., la petite « dernière » des organisations médicales et humanitaires — toutes trois d'origine française — a la même vocation et fait le même travail que « Médecins sans frontière » et « Médecins du monde ». Elle travaille chez les Kurdes d'Iran, chez les Karens de Birmanie, en Afghanistan, Colombie et Haïti.

Le docteur Grauwin a fait deux séjours chez les Kurdes, dont le dernier cet été. La guerre fait rage là-bas, à la frontière de l'Irak et de l'Irak. Et A.M.I., qui,

depuis quatre ans, a dû plusieurs fois abandonner devant la poussée iranienne les dispensaires qu'elle avait édifiés, est maintenant réfugiée sous une tente. « Nous y faisons surtout de la chirurgie de guerre, explique le médecin lillois, et notre grand regret, c'est que nous n'avons plus de contact avec la population civile. Or, l'un de nos objectifs principaux demeure d'apporter des soins aux civils, qui sont souvent les premières victimes de ces conflits... ».

Les volontaires d'A.M.I. s'attachent à former sur le terrain des infirmières, des anesthésistes, des responsables de bloc opératoire : « Notre espoir, dit le docteur Grauwin, c'est qu'ils nous remplacent... »



Norsk kurd inför rätta

■ TT-Reuter. En norsk journalist, Alexander Bertelsen, står inför rätta i Ankara för "förolämpningar utomlands mot Turkiet". Före 1974 hette han Dogan Kilic och var turkisk kurd. Men numera har han antagit norskt medborgarskap och arbetar som journalist. Anklagelserna gäller hans medverkan i en norsk bok, Kurderna - ett folk i Mellanöstern.

Samvittighets-



FANGER

Tyrkia:

Mumtaz Kotan

En 42 år gammel advokat fra Ankara som har sittet i Diyarbakir militærfengsel siden april 1980, antas å være blitt torturert flere ganger siden arrestasjonen.

Mumtaz Kotan er kurd og er blitt dømt til åtte års fengsel, etterfulgt av to år og åtte måneders intern eksil for å tilhøre den illegale kurdiske organisasjon Rizgari. Han er ikke blitt anklaget for å ha deltatt i noen form for voldelig aktivitet.

Mumtaz Kotan sitter i fengsel annen gang. I 1971 ble han arrestert og stilt for retten for medlemskap i en kurdisk kulturorganisasjon. I sin forvarstale støttet han kurdisk sprog og kultur og hevdet at kurderne ble undertrykket. Den gang ble han dømt til seksten års fengsel, men løslatt under det generelle amnesti i 1974.

Det har vært flere sultestreiker i Diyarbakir militærfengsel i protest mot tortur og fengselsforholdene. I august ifjor ble det sagt at Mumtaz Kotans helsetilstand var kritisk på grunn av gjentatt tortur.

(Copyright: Caroline Moorehead, The Times.
Norsk encrett:
Aftenposten)

Quatorze Airbus qui reviennent de loin

Les Turcs font leur mauvaise tête

LA Turquie a finalement confirmé sa commande de quatorze Airbus. Mais la bonne nouvelle a bien failli ne jamais venir. Les Turcs faisaient des manières et menaçaient de dénoncer le contrat. Motif : les Français en particulier et les Européens en général sont encore trop regardants sur les méthodes des Pinochets turcs. Et les commentaires de la presse française après l'attentat de la salle Pleyel, attribué aux Turcs, n'ont pas arrangé les affaires du bel avion européen.

Les militaires turcs ont tous les défauts, sauf celui d'être faux jetons. Le 24 octobre dernier, juste après l'annonce de la commande des Airbus, le grand journal d'Ankara, « Cumhuriyet », écrivait notamment, sans trop prendre de gants :

« En fait, l'un des moments forts (...) a été vécu à Bonn, en septembre dernier. Au cours de la visite « non officielle » du Premier ministre Turgut Ozal en Allemagne fédérale, celui-ci a rencontré le chancelier Kohl. Au cours d'un déjeuner restreint, les deux chefs de gouvernement ont évoqué, entre autres questions,

celle de l'achat par la Turquie d'avions civils... Ozal a ouvertement expliqué à Kohl ce qui suit :

« — Nous pouvons acheter des Airbus. Mais nous sommes gênés par la politique de la France à l'égard de la Turquie. Je dis cela pour deux raisons. En premier lieu, la France mène certaines actions politiques qui ennuient la Turquie. Deuxièmement, la Turquie voudrait adhérer à la Communauté économique européenne. Mais la France veut l'en empêcher. Quelle est votre opinion sur ces sujets ? (...) » Le chancelier allemand a transmis à Mitterrand le « point de vue de la Turquie dans l'affaire des Airbus ». Plus tard, on a observé que la France envoyait « politiquement » des fleurs à la Turquie, fût-ce sous la forme de tout petits bouquets. A certain moment, des « ambassadeurs français de bonne volonté » ont rendu visite à Ankara... »

Malheureusement, depuis la parution de cet article, ce gaffeur de Cheysson a parlé incidemment du Kurdistan, à propos de l'assassinat d'un ouvrier turc en France ; et la Turquie n'a pas été élue à la vice-présidence du Conseil de l'Europe. Comme si quatorze Airbus ne valaient pas quelques petits sacrifices moraux...

— TURQUIE —

Quatre condamnés à mort

Quatre militants du mouvement Dev Sol (Gauche révolutionnaire) ont été condamnés à mort vendredi par un tribunal militaire de la province d'Elazig, a annoncé samedi l'agence de presse de la dictature turque. Six autres opposants ont été condamnés à la réclusion à perpétuité.

En fait, cent cinquante-deux personnes comparaissaient à ce procès de masse, comme les affectionne la dictature d'Ankara. Les faits reprochés aux accusés remontaient avant le coup d'Etat militaire de septembre 1980, qui plaça les généraux au pouvoir.

Arrestations, tortures, condamnations ne s'arrêtent pas. La Turquie du général Evren, phare du « monde libre » à la croisée de l'Europe, de l'Asie et du Proche-Orient, ne suscite guère l'indignation des médias occidentaux.

Pour rompre le silence et par solidarité aux emprisonnés turcs, kurdes et arméniens des geôles de la dictature, l'association France-Turquie organise comme chaque semaine un rassemblement devant l'ambassade du régime d'Ankara, mercredi de 15 heures à 16 heures, à l'angle de la rue de Lamballe et du quai Kennedy, Paris-16^e.

LE FIGARO

27. 12. 1984

TURQUIE

**UN SÉPARATISTE KURDE
CONDAMNÉ A MORT**

■ Un militant du parti des travailleurs kudes (P.K.K.), principale organisation séparatiste de Turquie, a été condamné à mort hier par un tribunal de l'état de siège d'Ankara. Mumim Agacakaya était accusé du meurtre de deux personnes, dont un transfuge du P.K.K.

27. 12. 1984

TURQUIE : RUDE JOURNÉE POUR L'EXTREME-GAUCHE

En vingt-quatre heures, soixante-treize militants ont été arrêtés, quarante-cinq traduits en justice et trente-deux condamnés

SIGNE de l'importance que Moscou attache à la visite à Ankara qu'achève aujourd'hui le premier ministre soviétique Nikolai Tikhonov, l'agence Tass commentait longuement mardi soir ses premiers entretiens avec son homologue turc Turgut Ozal, insistant sur leur désir commun de « renforcer les relations de bon voisinage entre les deux pays. »

Et de citer Tikhonov : « Pour écarter la menace nucléaire, l'Etat soviétique est prêt à coopérer avec tous les

pays, petits ou grands, qui voudraient contribuer par des actes concrets à la réduction de la tension internationale. »

A l'intérieur, les autorités militaires ont annoncé un coup de filet sans précédent, indiquant que soixante-treize militants de diverses organisations clandestines d'extrême gauche, dont onze femmes, accusés d'activités terroristes antérieures au coup d'Etat de septembre 1980, avaient été arrêtés mardi. Elles ont ajouté que parmi elles figurait un homme recherché depuis

six ans : Mehmet Yelkenci qui, selon elles, avait pour mission de travailler au rassemblement de tous les groupes de l'extrême-gauche démantelés après le coup d'Etat. Les forces de sécurité ont affirmé avoir trouvé chez lui 26 000 marks, ainsi que des publications interdites et des documents tendant à prouver qu'il agissait suivant des consignes venues de RDA.

D'autre part, un nouveau procès du Parti et Front de libération populaire (THPK-C, extrême gauche)

s'est ouvert mardi à Istanbul. Quarante-cinq personnes, dont quinze officiers, sont accusées de plusieurs attentats, de vol à main armée et de propagande communiste au sein d'écoles d'officiers de l'armée turque, délits passibles de peines allant jusqu'à quinze ans de prison. Le THPK-C fut la première des organisations de l'extrême-gauche turque, elle a connu de nombreuses scissions ayant donné naissance notamment à Dev-Yol (la Voie révolutionnaire) et Dev-Sol (la Gauche révolutionnaire).



Un des derniers procès de militants d'extrême gauche

Soixante-quinze de ses membres viennent d'être jugés pour meurtre et attentats : un a été condamné à la réclusion à perpétuité et trente et un à des peines allant d'un à trente ans de prison.

Pour la lecture du verdict devant le tribunal militaire d'Istanbul, les accusés, incar-

cérés depuis près de quatre ans, sont apparus en sous-vêtements afin de protester contre leurs conditions de détention et le port imposé de l'uniforme militaire. Ces militants, qui revendiquent le statut de prisonniers politiques, refusent cet uniforme de toile bleue qu'ils estiment réservés

aux prisonniers de droit commun.

Toujours mardi, devant un autre tribunal militaire d'Istanbul, le procureur a demandé mardi dans son réquisitoire final l'acquiescement des dix-huit dirigeants de l'association des écrivains turcs, accusés d'avoir « trans-

formé l'association en une organisation illégale collaborant avec des groupes communistes ». Enfin, un militant kurde du PKK, la principale organisation séparatiste de Turquie, a été condamné à mort hier par un tribunal de l'état de siège d'Ankara, pour le meurtre de deux personnes.

DIFFERENCES

Decembre 1984

Opération Soleil

Depuis la mi-octobre, l'armée turque a engagé une action d'envergure baptisée « Opération Soleil », contre l'agitation séparatiste kurde. Le régime turc vient d'obtenir à Bagdad un accord des autorités irakiennes pour poursuivre ses opérations militaires jusque sur le territoire irakien. Les autorités turques caressent l'espoir d'obtenir un arrangement identique avec l'Iran, Téhéran étant engagé dans une interminable guerre contre ses propres dissidents kurdes. Un tel accord semble désormais improbable. Le ministre iranien des Affaires étrangères a en effet sévèrement condamné l'accord turco-irakien, estimant qu'il « mettrait en danger la sécurité de toute la région ». Un relatif soulagement pour les rebelles qui traversent, comme tous les paysans kurdes de Turquie un automne plutôt rude. (19 octobre)

L'HUMANITE

20. 12. 1984

● EN TURQUIE les autorités militaires d'Izmir ont annoncé l'arrestation de trois militants de gauche pour des faits survenus avant le coup d'Etat de 1980. Au Kurdistan de Turquie, les forces armées turques ont reconnu avoir tué douze partisans kurdes et en avoir arrêté 99 depuis août dernier. 223 personnes ont également été arrêtées pour des faits politiques remontant à 1978.

le peuple breton

N° 252
DECEMBRE 1984

Sur la mort d'un immigré

La presse d'information a suffisamment relaté l'événement pour qu'il soit inutile d'y revenir longuement : un groupe de militants de la CGT, qui n'avaient perçu aucun salaire depuis cinq mois, accueillis à coups de fusil dans l'enceinte de leur usine. Plusieurs blessés, un mort : Ozgun Kemal. Cela se passait à Epones dans la grande banlieue parisienne.

Ces faits sont clairs et ils ont été condamnés de façon unanime.

Mais au-delà de la folie criminelle d'un petit patronat (aux abois ?), la presse n'a guère relevé deux choses. La personnalité du tueur d'abord : un « vigile » auquel le patron avait fourni l'arme du crime pour qu'il presse sur la gachette car un patron excité ne saurait déchoir en faisant lui-même le sale boulot... En l'occurrence ce « vigile » était un travailleur immigré

d'origine africaine : c'était ça ou être flanqué à la porte... et par les temps qui courent, on sait ce que le chômage veut dire pour un immigré...

La personnalité de la victime, Ozgun Kemal, ensuite. Travailleur « turc » dit-on ; non, Kurde de Turquie. Réfugié politique en France parce que dans son pays il est interdit d'être Kurde. D'ailleurs, il n'y a pas de Kurdes en Turquie, seulement des Turcs de l'Est ou des montagnes. Chassé de chez lui dès 20 ans, il trouvera une mort scandaleuse sur le pavé froid d'une usine parisienne à 22 ans. Et même alors ceux qui s'indignent de sa mort lui dénie (par ignorance ?) son identité profonde.

N'est-ce pas là le meilleur service à rendre à la dictature militaire d'Ankara ?

J.C.C.

Recep Marasli und Ismail Besikçi wegen pro-kurdischer Publikationen in Haft

Der achtundzwanzigjährige türkische Verleger und Redakteur Recep Marasli verbüßt in der Türkei eine Gefängnisstrafe von insgesamt 19 Jahren wegen der Veröffentlichung von Büchern über Kurden. Recep Marasli war Direktor und Chefredakteur des KOMAL-Verlags in Istanbul, der vor allem Werke über kurdische Geschichte und Kultur sowie über die Situation der kurdischen Minderheit in der Türkei publizierte. Unter den Veröffentlichungen befanden sich auch Arbeiten des türkischen Soziologen Dr. Ismail Besikçi, der zur Zeit eine zehnjährige Gefängnisstrafe wegen Veröffentlichungen über kurdische Themen verbüßt.

Recep Marasli, der erst 1979 nach einer achtmonatigen Gefängnisstrafe (ebenefalls wegen seiner Veröffentlichungen) freigelassen worden war, verbüßt jetzt drei weitere Strafen, die von Militärgerichten verhängt wurden. Die Anklagen lauteten auf "Untergraben der nationalen Einheit", "separatistische Propaganda", "Beleidigung des Parlaments und der Regierung, der moralischen Integrität der Regierung, und des Andenkens an den Gründer des modernen türkischen Staates, Kemal Atatürk" — gemäß Artikel 142, 159 und 311 des türkischen Strafgesetzbuches und des Gesetzes Nr. 5816. Marasli war im Januar 1982 inhaftiert, vor Gericht gestellt, und im Juni des gleichen Jahres zu vier Jahren Gefängnis verurteilt worden, weil er ein Buch über kurdische Fragen in Form eines offenen Briefes an Kemal Atatürk veröffentlicht hatte. Im Januar 1983 wurde er erneut wegen dieser Veröffentlichung verurteilt, diesmal zu zwölf Jahren Gefängnis. Im Mai 1983 schließlich erhielt er drei weitere Jahre Haft wegen der Veröffentlichung von Büchern, die nach Ansicht der Vertreter der Anklage separatistische Propaganda enthielten. Der Mitgliedschaft in einer Organisation, die gewalttätige Aktionen unternommen hätte, oder der Beteiligung an gewalttätigen Aktionen ist Marasli nicht angeklagt.

Quelle: Amnesty International, Oktober 1984



Ismail Besikçi;

aus: Index on Censorship, Febr. 83

Der türkische Soziologe und Schriftsteller Ismail Besikçi wurde 1981 zu zehn Jahren Haft verurteilt, weil er sich in Büchern und Briefen für die Anerkennung der Kurden als eigenständige Bevölkerungsgruppe in der Türkei eingesetzt hatte. Im August 1980 schrieb er in einem Brief an den Vorsitzenden des Schweizerischen Schriftstellerverbands: "Die offizielle Ideologie der Türkei verweigert weiterhin beharrlich die Anerkennung der Existenz eines kurdischen Volkes und einer kurdischen Sprache. ... Diese offizielle Ideologie wurde den Universitäten, den staatlichen Institutionen, den politischen Parteien, der Presse und den anderen Medien wie Radio und Fernsehen aufgezwungen. ... Zum Beispiel geben türkische Universitäten, die der offiziellen Ideologie folgen, die wissenschaftliche Wahrheit auf und leugnen die Wirklich-

keit der kurdischen Nation."

Schon zweimal war Ismail Besikçi verhaftet und eingekerkert worden, weil er ähnliche Ansichten über die Kurden vertreten hatte. 1971, als er Universitätsdozent war, verurteilte ein Gericht ihn zu 13 Jahren Haft unter der Anklage der "Propaganda für Kommunismus und Separatismus", die er in seinen Seminaren, Vorlesungen und Veröffentlichungen betrieben hätte. Bei der Generalamnestie 1974 wurde er freigelassen.

1979 verurteilte man ihn zu drei Jahren Gefängnis. Angeklagt war er diesmal wegen eines Buches mit dem Titel "Türkische Thesen zur Geschichte: die Theorie über Sonne und Sprache." Im April 1981 setzte man ihn auf freien Fuß, verhaftete ihn jedoch erneut am 19. Juni.

Quelle: Index on Censorship, Vol.12:1, Februar 1983

Bitte schreiben Sie höflich formulierte Briefe, in denen Sie um die Freilassung Recep Maraslis und Ismail Besikçis bitten.
Adresse: Herrn Ministerpräsident — Turgut Özal —
Cankaya — Ankara — Türkei

Zum Weiterlesen empfohlen:

Ismail Besikçi: Wir wollen frei und Kurden sein. Brief an die UNESCO. Frankfurt (Isp, internationale sozialistische publikationen), 1984

Kurden / Türkei

Georg Schwarz

Bevölkerung gegen Guerrilla Widersprüchliches aus Türkisch- Kurdistan



Straßenszene in Diyarbakir;

Foto: Kurt Ullusch

Bezweckt wurde "der letzte vernichtende Schlag" gegen die kurdischen Aufständischen im Grenzgebiet zum Irak, zu Iran und Syrien. Im Rahmen dieser Offensive überschritten türkische Truppen am 20. Oktober 1984 — zum zweiten Mal innerhalb von siebzehn Monaten — die Grenzen des benachbarten Irak. Das Bild der Stärke blieb aber widersprüchlich: einerseits übernimmt die Türkei vermehrt die Rolle des "Ordnungshüters der Region", andererseits fordert Ankara die Bürger der Bergprovinzen auf, ihr bei der Bekämpfung der neugebildeten kurdischen Front zu helfen. Nach dem letzten Entschluß der Generäle soll nun auch ein Teil der Zivilbevölkerung bewaffnet auf die Jagd nach kurdischen "Räubern" geschickt werden.

Erstes Bild: Ankara entdeckt den Osten

An einen ähnlich massiven Aufmarsch türkischer Politiker und Machthaber können sich auch die ältesten Einwohner Südostanatoliens nicht erinnern. Innerhalb der vergangenen zwei Monate wurde allein die Kleinstadt Semdinli mit Besuchen des Generalstabchefs Necdet Urug, des kürzlich zurückgetretenen Innenministers Ali Tanriyar, des Verteidigungsministers Zeki Yavuztuerk, des Staatspräsidenten General Kenan Evren und zuletzt des Premierministers Turgut Özal in Begleitung von nicht weniger als 60 seiner Abgeordneten beehrt. Nach diesem

plötzlichen Aufzug der Mächtigen kündigten auch der Vorsitzende der Sozialdemokratischen SODEP-Partei sowie der Führer der Populistischen Partei ihren Besuch in dem verschlafenen Bergnest an. Der Ausbruch des kurdischen Guerrillakrieges in Semdinli zwei Wochen zuvor und die seitdem unvermindert weitergeführten Anschläge kurdischer Aufständischer auf Gendarmerie- und Militärkasernen der türkischen Ostprovinzen weckten plötzlich das bislang nicht vorhandene Interesse Ankaras für diese arme Region. Der Kopf einer Schlange müsse in jungen Jahren zertreten werden, betonte Staatspräsident General Evren wiederholt in den von Kurden bewohnten Städten Kars und Erzurum. Die Türkei sei dazu imstande, denn — so der Präsident: "unser

Staat ist stark". Dabei blieb die Frage offen, ob der General mit dem Bild der Schlange die gesamte kurdische Nation oder allein die Peschmerga, die Aufständischen, meinte. Denn nur zwei Jahre zuvor hatte Kenan Evren gerade in Kars bei einer Militärübung die im Szenario vorgesehenen "Feinde" kurdische Trachten tragen lassen.

Anders als zuvor bei Kenan Evren war der Auftritt des Premierministers Özal geradezu ermutigend. Nach dem Prinzip "Zuckerbrot und Peitsche" versprach der den Bewohnern des Südostens Elektrizität, Wasserversorgung und Straßen. Neue Investitionen in der kurdischen Metropole der Türkei, Diyarbakir, sowie der Bau einer Zuckerfabrik in Ercis sollten zudem deutlich machen, daß das neuerweckte Interesse Ankaras nicht nur militärischer Art sei.

Zweites Bild: Die Kurdische Front

Ob die harten Worte des Staatspräsidenten oder die großzügigen Versprechen des Premier tatsächlich einen Stimmungswandel bei den neun Millionen Kurden in der Türkei herbeiführen werden, ist stark zu bezweifeln. Jahrzehntelange, nackte Repression, womit die Türkei auf die Sicherung ihrer nationalen Integrität hoffte, erzeugte ein tiefes Mißtrauen der Bevölkerung gegen alles, was aus Ankara kommt. Die zahlreichen Razzien in den Dörfern, die Masseninhaftierungen und die grausame Folter des Militärregimes haben dazu Rache- und Haßgefühle aufs Äußerste geschürt. Vor drei Jahren konnten wir beobachten, wie ein etwa achtjähriger Junge den durch die Straßen Diyarbakirs vorbeiziehenden Soldaten mit erhobener Faust "Kurdistan, Kurdistan" entgegenschleuderte.

Dennoch steuert Ankara weiterhin auf eine Lösung durch brutale Unterdrückung zu, und kommt mit atemberaubender Geschwindigkeit genau aufs Gegenteil: um die nach der offiziellen Sprachregelung "vom Ausland bezahlten und von der armenischen Terrororganisation ASALA sowie von Moskau unterstützten Räuber auszurotten", überschritten die türkischen Armeeinheiten am 20. Oktober im Einvernehmen mit Bagdad die Grenzen zum Irak und führen nun in einem 120 km langen und 15 km breiten Streifen ihre "Säuberungsaktionen" durch. Der zutage kommende Wunsch Ankaras, auch Iran vom Kurden-Problem zu säubern, stößt noch auf die Ablehnung des Mullah-Regimes.

Drittes Bild: Zivilisten gegen die Guerrillas

Neben den verstärkten Guerrillatruppen sieht sich die türkische Armee auch mit einem natürlichen Feind konfrontiert, nämlich dem in diesem Gebiet gefährlich

schnell herannahenden Winter. Nach den ersten Schneefällen wird das zerklüftete Gebirge Kurdistans für die reguläre Armee unpassierbar, die Kontrolle über die Region auf ein Minimum verringert, die Gefahr, die kurdische Guerrilla könnte sich in diesen Monaten stärken, war General Evren zu groß; er entschloß sich daher kurzerhand, die Zivilbevölkerung nun bewaffnet für die Jagd nach Terroristen zu mobilisieren. In jedem Dorf Ostanatoliens werden nun die Mukhtars (religiöse Führer) und der Rat der Ältesten mit Waffen beliefert, die ihrerseits bei Guerrillaangriffen die Waffen allein unter den "Nationstreuen" Bürgern zu verteilen haben. Dazu sollen Bürger, die verdächtigt werden, die Räuber auf welche Art auch immer ermutigt, unterstützt oder begünstigt zu haben, umgesiedelt werden. 50 Dörfer sollen nach den türkischen Tageszeitungen Milliyet und Cumhuriyet schon geräumt worden sein.

Mit diesem Schritt nahm der Staatspräsi-

dent Zuflucht zu einem 1923 vom Staatsgründer Kemal Atatürk eingeführten, 1963 jedoch null und nichtig erklärten Gesetz. Auch deshalb hat sich mit Ausnahme der regierenden "Mutterlandspartei" das gesamte politische Spektrum gegen die Bewaffnung der Zivilbevölkerung ausgesprochen. Am meisten davon betroffen ist jedoch der Glaube an die Staatsautorität. Denn erst 1980 ließ General Evren per Dekret den privaten Waffenbesitz verbieten. Er verkündete damals, die Armee sei die einzige Hüterin der nationalen Sicherheit. Tag für Tag konnte man damals sehen, wie türkische Soldaten, mit nacktem Oberkörper und Waffen in den Händen durch die engen Gassen des kurdischen Städtchen Siverek rannten und ihre Macht demonstrierten. Vier Jahre danach fragt nun dieselbe Armee um Hilfe bei den Zivilisten nach.

Georg Schwarz ist Südosteuropa-Korrespondent der Schweizer Wochenzeitung WOZ und lebt in Istanbul.



Impressionen aus Midyat;

Foto: Kurt Ullusch



Mardin. Man beachte die militärischen Anlagen der USA oberhalb der Stadt; Foto: Kurt Ullusch

Minderheiten aus der Türkei in der Bundesrepublik

Türkeidebatte des Deutschen Bundestags (95. Sitzung, 26.10.84)

Faksimileauszug des Sitzungsprotokolls

Vizepräsident Wurbs: Meine Damen und Herren, die Sitzung ist eröffnet.

Ich rufe den Zusatzpunkt 6 der Tagesordnung auf:

Aktuelle Stunde

Die türkischen Militäroperationen gegen die Kurden und die Rolle der NATO-Verteidigungshilfe der Bundesrepublik Deutschland

Meine Damen und Herren, die Fraktion DIE GRÜNEN hat gemäß Nr. 1 c der Anlage 5 unserer Geschäftsordnung eine Aktuelle Stunde zu diesem Thema verlangt.

Ich eröffne die Aussprache. Das Wort hat der Herr Abgeordnete Schneider.

Schneider (Berlin) (GRÜNE): Herr Präsident! Meine Damen und Herren! Die GRÜNEN im Bundestag haben diese Aktuelle Stunde nicht wegen irgendwelcher Militärationen beantragt, wie es in der offiziellen Ankündigung heißt, sondern weil derzeit offensichtlich im Namen der westlichen Wertegemeinschaft in den Grenzgebieten Türkisch-Kurdistan von einem NATO-Verbündeten der Bundesrepublik ein regelrechter Krieg stattfindet. Der Mann, der hinter der Fassade von Scheinparlament und angeblicher Demokratisierung die Macht in der Türkei ausübt, nämlich General Evren, hat dies selbst genauso ausgesprochen, einen Tag nachdem in diesem Hause in der letzten Türkei-Debatte z. B. Frau Hamm-Brücher noch „Fortschritte in der Normalisierung“ konstatierten zu müssen glaubte und Herr Schwarz von der „Pflicht“ der türkischen Armee sprach.

Die Vollstreckung der Todesurteile an Ilyas Has nur wenige Stunden nach dieser Debatte im Bundestag und an Hidir Arslan gestern morgen zeigen mit schrecklicher Deutlichkeit, daß Beschönigungen angesichts der Wirklichkeit in der Türkei nicht mehr ausgesprochen werden können.

Warum brauchen Sie, meine Damen und Herren, eigentlich immer blutigere Beweise um zu erkennen, daß sich an Terror und Menschenrechtsverletzungen im Lande Ihres NATO-Partners nichts geändert hat? Hinrichtungen, Folter, systematische Unrechtsprechung, Parteienverbote, Nichtzulassung von Gewerkschaften, Pressezensur, das ist die Realität in der Türkei.

Vor diesem Hintergrund findet der vergessene Krieg in Kurdistan statt, und die Bundesrepublik finanziert diesen Krieg mit.

Kurz die Fakten: Seit Wochen kämpft die Armee gegen die türkische Bevölkerung in der Osttürkei. Das iranisch-irakisch-türkische Grenzgebiet soll entvölkert werden; drei Grenzdörfer wurden bereits umgesiedelt. Bis zum 15. November 1984 soll ein Niemandsstreifen entstehen, 50 Dörfer sollen bis weit in das Land hinein umgesiedelt werden. Von diesem Militärprogramm sind vor allem die Kurden vom Stamm der Jirkis betroffen. Viele Stammesmitglieder sind in die Berge geflohen. Kommentar der Zeitung „Milliet“: „Die Suche nach den zum Tode Verurteilten in den evakuierten Gebieten wird fortgesetzt, und es wird angenommen, daß sie bald gefaßt sind.“ In den Dörfern werden die Menschen zusammengetrieben, eingeschüchtert, es gibt Massenverhaftungen und viele Todesopfer. Mehrere Jirkidörfer sind am 20. September bombardiert worden.

Die Transportflugzeuge, Lastwagen, Waffen und Munition, die mittels der NATO-Verteidigungshilfe aus der Bundesrepublik angeschafft werden konnten, dienen eben nicht der Verteidigung des Landes,

sondern der Einschüchterung und der Unterdrückung der Kurden.

Das ist kalkuliert. Genau für einen solchen Einsatz ist diese militärische Ausrüstung auch bestimmt. Denn es geht eben nicht um den Kampf gegen Separatisten und Banditen oder Terroristen, sondern darum, die Kurdengebiete in der Osttürkei für den Ausbau von NATO-Stützpunkten zu sichern.

Die Türkei soll zum westlichen Sicherheitsposten im sogenannten Krisenbogen, der von Pakistan bis Ägypten reicht, ausgebaut werden. Bereits seit dem Herbst vergangenen Jahres wird der Helikopterflugplatz Hakkari, nur wenige Kilometer entfernt von der Grenze zum Iran und zum Irak, auch mit NATO-Mitteln ausgebaut. Für 1985 veranschlagen die USA 1 Milliarde US-Dollar für den Ausbau von Großflugplätzen, Horchposten, Waffen- und Materialdepots, die nahezu alle in der Osttürkei liegen. Der Preis dafür ist die Unterdrückung der Kurden, und das soll offensichtlich sofort geschehen.

Vor diesem Hintergrund fordern wir die Rücknahme des Beschlusses über den Beitrag der Bundesrepublik im Rahmen der NATO-Verteidigungshilfe in Höhe von 130 Millionen DM; denn es handelt sich um Militärhilfe an einen kriegführenden Staat.

Vizepräsident Wurbs: Das Wort hat der Abgeordnete Dr. Pohlmeier.

Dr. Pohlmeier (CDU/CSU): Herr Präsident! Meine Damen und Herren!

Die Kurden in der Türkei sind in diesem Staat eine Minderheit, wie sie auch in den Nachbarländern Minderheiten sind. Kurdische Probleme, auch Probleme mit Aufständen der Kurden, hat es in den letzten Jahren weiß Gott auch in den Nachbarländern Irak, Iran usw. zur Genüge gegeben.

(Frau Dr. Hickel (GRÜNE): Soll das entschuldigen?)

Das kurdische Volk gehört zu den orientalischen Völkern im Nahen Osten, die niemals in ihrer Geschichte einen eigenen Staat besessen haben. Der kurdische Bevölkerungsteil in der Türkei hat weiterhin den ganz erheblichen Nachteil, in dem entlegensten, gebirgigen Teil dieses Landes leben zu müssen — ohne eine entsprechende Infrastruktur, mit gravierenden sozialen Benachteiligungen, als ärmster Bevölkerungsteil in diesem Lande überhaupt mit einem großen Entwicklungsrückstand.

Es muß also die Aufforderung an die Türkei wie auch an andere Länder in der Dritten Welt gerichtet werden, einen anständigen Umgang mit ihren Minderheiten zu schaffen und zu erlernen. Aber, meine Damen und Herren, gelingen kann das ganz sicher nicht, wenn die Aufstandsbewegung weiter um sich greift und es Verbindungen, so wie die „Neue Zürcher Zeitung“ noch Anfang September zu berichten wußte, zur türkischen Kommunistischen Partei, die ja wohl von Ost-Berlin aus operiert, gibt, wenn es Waffenfunde aus sowjetischen Beständen im kurdischen Aufstandsgebiet in der Türkei gibt.

Ich glaube nicht, daß das Voraussetzungen dafür sind, daß wir hier zu einer Befriedung kommen.

In den letzten Wochen und Tagen häuften sich die Berichte von Überfällen auf kurdische Dörfer, auch von kurdischen Aufständischen auf kurdische Dörfer. Nomadengruppen wurden überfallen, Herden wurden vernichtet. Ich glaube, diese Seite der Entwicklung, meine Damen und Herren — Herr

Schneider, Sie vor allem —, dürften Sie, wenn Sie hier über die kurdische Minderheit in der Türkei sprechen, nicht verschweigen.

Ich richte deswegen einen Appell an die türkische Regierung, eingebettet in den Demokratisierungsprozeß, in dem sich dieses Land befindet und den wir zu fördern in der Lage und auch willens sind, durch unsere wirtschaftliche Hilfe, durch unseren Rat, durch unsere Diskussion mit allen befreundeten Menschen in der Türkei, auf der politischen Ebene und auf anderen Ebenen, auch einen Weg zu finden, mit der türkischen Minderheit der Kurden in dieser entlegenen Ecke ihres Landes fertig zu werden und sie in ihren Staat einzufügen.

Ich bedanke mich sehr.

Frau Huber (SPD): Herr Präsident! Meine Damen und Herren! Der Begriff Kurden, den der amtliche türkische Sprachgebrauch nicht kennt, beschreibt ein Volk, das sich nach dem Ende des Osmanischen Reiches auf sechs Nationen aufgeteilt wiederfand und keinen Staat bekam, obwohl man es ihm ursprünglich im Vertrag von Sevres von 1920 zugesagt hatte. In der Folgezeit hat es an Unruhen und Aufständen nicht gefehlt.

Heute reden wir hier nun über die große Minderheit der Kurden, die in der Türkei lebt. Es sind etwa 6 Millionen. Sie stellen wahrscheinlich die Hälfte aller Kurden überhaupt und mehr als 10% der Einwohner des Landes dar.

Daß wir Anlaß dazu haben, darüber zu reden, ist darin begründet, daß sich seit Mitte August die Unruhen in diesem Teil Anatoliens wieder häufen, daß es auch Überfälle gegeben hat, besonders bei Erzurum und Semdinli. Die Aktionen scheinen uns zum Teil Protest zu sein gegen die besonders harte Verfolgung der Kurden, die nicht nur um demokratische Rechte, sondern auch um ihre Minderheitsrechte kämpfen. Schließlich hat man ihnen ja ihre kulturellen Organisationen, ihre Zeitungen verboten und erlaubt ihnen nur den Privatgebrauch ihrer Sprache. Zum Teil sind die Überfälle sicher auch in der Separatistenbewegung begründet, die durch die Auseinandersetzung zwischen Irak und Iran begünstigt wird, und die auch eingebettet ist in durchaus weitreichende Überlegungen der angrenzenden Staaten, die die Auseinandersetzung nutzen wollen, die die kurdischen Stämme unter sich haben.

Deshalb muß man sich hier hüten, in den fünf Minuten, die eine Aktuelle Stunde gewährt, zu einer zu einfachen Schilderung dieses Problems zu kommen.

(Sehr richtig! bei der CDU/CSU)

Wir haben auch nicht die Absicht, hier die territoriale Integrität des türkischen Staates anzugreifen. Uns treibt nur die Sorge um, daß unter den verschärften Bedingungen am Dreiländereck durch Verhaftungen, Verfolgungen, Durchsuchungen, Prozesse usw. wieder jene Häufung von Menschenrechtsverletzungen eingetreten ist, die wir hier schon im April beklagt haben und die die Schwierigkeiten einer Minderheit erhöht, die man einfach zu Bergtürken ernannt hat, ob sie das nun wollten oder nicht.

Wir billigen nicht die bewaffneten Überfälle und verstehen auch, daß sie Sicherheitsmaßnahmen auslösen. Ob sie aber solche Maßnahmen auslösen müssen, muß sehr bezweifelt werden. Wir beklagen und verurteilen heute erneut die Tatsache, daß es noch in so vielen Provinzen Kriegsrecht gibt, daß es Bürgerrechtsbeschränkungen, Prozesse und sogar

Hinrichtungen gibt. Jeder demokratische Staat der Welt kann dies nur mißbilligen.

Wir denken vielmehr, daß mit einem Blick auf die soziale Unterentwicklung gerade dieser Region in Südostanatolien vielleicht die Frage von Ursache und Wirkung neu zu überdenken wäre.

Wir stimmen keineswegs mit der amtlichen türkischen Aussage überein, daß die amerikanische und die deutsche Verteidigungshilfe zeigen, daß Kritik an der Türkei nicht angebracht oder gar zum Scheitern verurteilt ist.

Schäfer (Mainz) (FDP): Herr Präsident! Meine Damen und Herren! Ich glaube, eine Debatte über die Kurden bedarf einer sehr viel gründlicheren Auseinandersetzung mit diesem Problem als diese Attacken auf die Türkei und damit die NATO, das eigentlich bezwecken Sie. Die Kurden waren sozusagen nur der Vorwand für die eigentliche Tendenz, die Sie hier zum Ausdruck bringen wollen.

Meine Damen und Herren, es ist auch nicht so, als stellte sich das Kurdenproblem als ein aktuelles Problem. Das wissen Sie genauso gut wie ich. Es stellt sich auch nicht nur in der Türkei.

Sie können dann auch nicht einfach nur die Türkei attackieren, sondern Sie müssen beispielsweise auch die Frage aufgreifen, was im Iran passiert ist und noch passiert und was im Irak passiert. Alle diese Staaten sind nicht bereit, ein freies Kurdistan zu schaffen. Darüber gibt es in allen diesen Staaten eine Übereinstimmung. Es gibt bei allen diesen Staaten, soweit wir das beobachten können, die Bereitschaft, den Kurden bis zu einem gewissen Grad eine kulturelle Autonomie zugestehen. Aber es gibt nicht die Bereitschaft, Separatismus oder Anschläge hinzunehmen.

Ich meine, Sie müssen auch der Türkei zumindest zugestehen, daß auf militärische Aktionen, wie sie in Anatolien geschehen sind, Antworten erfolgen. Ich bin mit Ihnen einig: Über die Art und Weise dieser Antworten wird sicher in einem demokratischen Staat wie der Bundesrepublik Deutschland anders gedacht, als das in der Türkei der Fall ist. Aber daraus den Schluß zu ziehen, die Türkei insgesamt verurteilen und denunzieren zu können, nur weil dieses Problem seit Atatürk anhält und nicht gelöst werden konnte und Grausamkeiten geschehen sind und leider auch noch geschehen, halte ich einfach nicht für berechtigt.

Sie versuchen im Grunde genommen, mit dem Kurdenproblem die NATO zu treffen. Ich glaube, das wird immer deutlicher. Sie kommen damit einer Lösung des Kurdenproblems einfach nicht näher.

Jungmann (SPD): Herr Präsident! Meine Damen und Herren!

Ich möchte diese Aktuelle Stunde ausdrücklich begrüßen.

Es geht nicht nur darum, die Türkei zu verurteilen und so zu tun, als könnten wir mit der Aktuellen Stunde das Kurdenproblem in der Türkei lösen, sondern es geht auch darum, daß diese Bundesregierung trotz der Anbahnung der Verbesserung der Menschenrechte, trotz der Anbahnung der Verbesserung der Situation der kurdischen Minderheit in diesem Jahr wieder beschlossen hat, eine Militärhilfe in Höhe von 130 Millionen DM an die Türkei zu leisten. Das darf, glaube ich, nicht unwidersprochen hingenommen werden. Deshalb ist diese Aktuelle Stunde zu begrüßen.

Die Türkei ist zwar Mitglied der NATO und erfüllt in diesem Bereich wichtige Aufgaben.

Ihre militärische Bedeutung darf aber nicht vergessen werden — Herr Kollege Klein —, daß seit über vier Jahren elementare Menschenrechte, Minderheitsrechte in der Türkei unterdrückt werden. Die Wahlen haben kaum Verbesserungen gebracht. Noch immer haben die Militärs das Sagen. In der Türkei herrscht eine Demokratie unter Kuratel.

Was uns zusätzlich betroffen machen muß, ist der regelrechte Krieg gegen die kurdische Minderheit, der sogar über die Grenzen der Türkei hinaus auf das Gebiet des Iraks ausgedehnt worden ist. Das Problem der kurdischen Minderheit und die Forderung nach kultureller Eigenständigkeit dürfen nicht mit Waffengewalt gelöst werden und sind nicht durch Waffengewalt zu lösen.

(Beifall bei der SPD und den GRÜNEN)

Die Verletzung der Menschenrechte in der Türkei und das Vorgehen gegen die Kurden haben die

letzte von der SPD geführte Bundesregierung dazu veranlaßt, die fällige 13. Tranche an Militärhilfe im Jahre 1982 auszusetzen. Die Türkei wurde damals wiederholt energisch und mit Nachdruck aufgefordert, wieder demokratische Verhältnisse einzuführen und die Menschenrechte zu achten.

Anders Sie, meine Damen und Herren von der CDU/CSU. Gerade diejenigen, die immer wieder den Charakter der NATO vor allem als Wertegemeinschaft betonen, bewerten offensichtlich die militärische Kooperation mit der Türkei höher als die Einhaltung der Menschenrechte und ganz besonders die Versuche, eine militärische Endlösung der Kurdenfrage herbeizuführen. Gegen den Widerstand der SPD hat die Wenderregierung nach dem Dezember 1982 weitere Militärhilfe bewilligt. Jetzt sollen weitere 130 Millionen DM fließen.

Diese Mittel könnten zu einem großen Teil direkt für die menschenverachtende Politik der Türkei gegen die kurdische Minderheit eingesetzt werden.

Als Beispiel für die Wirklichkeit der Verbindungen zwischen der NATO und damit auch der Bundesrepublik Deutschland und dem Krieg gegen die Kurden seien nur die Bombardements der kurdischen Dörfer in der Türkei und im Irak im Mai 1983 und jetzt wieder genannt.

(Hornung [CDU/CSU]: Haben Sie das Problem damals gelöst?)

Eine Brigade der türkischen Armee drängte in den Irak ein, gerade als in dem Gebiet ein Manöver der NATO begonnen hatte, bei dem die Einrichtung schneller Eingreiftruppen geübt wurde. Hier muß die Bundesregierung ihre Verantwortung erkennen und durch praktische Konsequenzen verdeutlichen. Da hilft nicht Geschrei im Parlament, Herr Kollege Klein.

Die Bundesrepublik gerät ungeachtet aller Bekehrungen und Initiativen in den Verdacht, die menschenverachtende Politik der türkischen Regierung gegen ihre eigene Bevölkerung und gegen die kurdische Minderheit zu unterstützen.

(Klein [München] [CDU/CSU]: In wessen Interesse reden Sie denn? Das ist ja unglücklich! — Weitere Zurufe von der CDU/CSU)

Durch die aktuellen Vorgänge in der Türkei gegen die kurdischen Minderheiten fühlen wir uns in unserer Ablehnung der Militärhilfe bestätigt

(Klein [München] [CDU/CSU]: Auch Moskau!)

und fordern Sie, die Bundesregierung, nachdrücklich auf, die Militärhilfe nicht durchzuführen und durch energischen Druck auf die Türkei zu erreichen, daß die Minderheitenrechte der Kurden geachtet und die Menschenrechtsverletzungen in der Türkei nicht weiter durchgeführt werden.

Duve (SPD): Herr Präsident! Meine Damen und Herren!

als sich anläßlich der Eröffnung des kurdischen Kulturinstituts vor zwei Jahren in Paris der türkische Botschafter beim Außenminister in einer offiziellen Demarche beschwerte, sagte Herr Cheysson sehr souverän:

„Herr Botschafter, ich weiß nicht, wovon Sie sprechen. Es gibt nach Ihrer offiziellen Darstellung keine Kurden in der Türkei.“ Das Gespräch war dann mit dieser Bemerkung beendet. Ich freue mich ausdrücklich, daß hier alle Parteien von dem kurdischen Volk gesprochen haben und daß alle Parteien hier heute morgen festgestellt haben: Es gibt die Kurden. Denn in Ihren Gesprächen mit den Türken werden Sie immer wieder darauf stoßen, daß es sie gar nicht geben darf.

Wir Mitglieder des Parlaments haben überhaupt kein Recht — ich begrüße es, daß das hier auch nicht geschehen ist —, die diplomatische Verneinung einer eigenständigen Kultur zu akzeptieren. Damit tasten wir die Frage der nationalen Integrität des jeweiligen Staates zwar nie an, aber wir stellen verschärft immer wieder die Frage nach der moralischen Integrität solcher Staaten, die mit ihren kulturellen Minderheiten so umgehen. Die ihre Minderheiten mit Krieg überziehen und es ihnen nicht erlauben, ihre Kinder in der eigenen Sprache zu unterrichten, ihre eigenen Lieder zu singen, ihre eigenen Dichter zu kennen und ihre eigene Geschichte zu lernen. Das sind die eigentlichen Probleme.

Ich fordere die Bundesregierung auf, es der französischen Regierung gleichzutun und die kulturelle und soziale Arbeit der Kurden bei uns mit dem

gleichen Selbstbewußtsein gegenüber dem Staat Türkei zu unterstützen, mit dem die französische Regierung das tut. Ich glaube, dann wären wir der Lösung des Problems sehr viel näher.

Frau Hoffmann (Soltau) (CDU/CSU): Herr Präsident! Meine Damen und Herren! Die Probleme der Kurden kann man nur im Zusammenhang mit der Gesamtlage in der Osttürkei diskutieren. Ich meine, zu dieser Gesamtlage gehören auch die anderen Minderheiten, die in Ostanatolien leben.

Das Kerngebiet der syrisch-orthodoxen Christen liegt in Ostanatolien. Insgesamt kann man sagen, daß diese Menschen in der Vergangenheit wie in der Gegenwart in ständiger Angst um ihre Existenz leben. Wegen ihrer landwirtschaftlichen, handwerklichen und kaufmännischen Tätigkeit sind sie häufig Ziel von Übergriffen. Sie leiden zudem — das ist für uns Europäer fast unvorstellbar — unter Mord, Frauenraub, Vieh- und Getreidediebstahl. Kurdische Terroristen überfallen ihre Dörfer. Dies ist leider nicht selten.

Es ist eine kulturelle Unterdrückung zu beklagen. In der Schule ist eine Unterrichtung in ihrer eigenen Sprache, Geschichte und Kultur untersagt. Die einzigen Zufluchtsorte sind die kirchlichen Schulen, die wiederum vom Staat als illegal abgelehnt werden. So sind die syrisch-orthodoxen Christen fast vollständig isoliert.

(Duve [SPD]: In welcher Form mindert das das Leiden der Kurden?)

Dies stärkt ihren Wunsch nach Auswanderung und Abwanderung in westliche Gebiete der Türkei und nach Westeuropa.

Die zweite Gruppe, die Jesiden, sind ein relativ kleines Volk mit rund hunderttausend Menschen. In jüngster Zeit ist zu beobachten, daß sie aus mehreren Gebieten mit ehemals dichterer Konzentration ihrer Siedlungen vertrieben werden. Sie suchen als Flüchtlinge eine neue Heimat, vor allem in Europa.

Die Situation der Armenier ist gekennzeichnet durch eine stark repressive Kulturpolitik des Staates, und dies seit Jahrzehnten. Sie werden nur als ethnische, nicht aber als eine religiöse Minderheit anerkannt. Auf dem Papier genießen sie als ethnische Minderheit nur sehr schmale Rechte. Selbst die wenigen Rechte sind seit Anfang der 70er Jahre zunehmend eingeschränkt worden. Ganze Dörfer mit armenischer Bevölkerung wurden zwangswisla-misiert. Kulturelle Belange können sie nur zu Hause pflegen, in der Öffentlichkeit dürfen sie sich nicht zu ihrer Kultur bekennen.

Zugegeben, meine Damen und Herren, die Kurdenfrage ist die drückendste. Das ist das drückendste Problem geworden. Sie wehren sich gegen Zentralisierung und Verwestlichung ihrer Kultur. Zudem leiden sie unter einer schlechten medizinischen Versorgung, einer hohen Analphabetenrate, einer ökonomischen Unterentwicklung und einer ungerechten Bodenbesitzverteilung. Es bleibt festzuhalten, daß insgesamt in dieser schwierigen Lage...

auch dieses Gebiet, dieser Bereich berücksichtigt werden muß. Und hier ist es wichtiger, Wirtschaftshilfe zu leisten und dem türkischen Volk und der türkischen Regierung zu helfen, damit es diesen Menschen in Zukunft besser geht.

(Beifall bei der CDU/CSU und der FDP — Duve [SPD]: Wichtiger als Militärhilfe, hätten Sie dazusagen sollen!)

Mölleremann, Staatsminister im Auswärtigen Amt: Herr Präsident! Meine sehr verehrten Kolleginnen und Kollegen! Das Kurdenproblem stellt sich in den Grenzregionen nicht nur der Türkei, sondern auch des Iraks und des Irans, im Libanon, in Syrien und der Sowjetunion.

Wir haben es dabei mit einem der schwierigsten, vielschichtigsten und explosivsten Probleme der Gegenwart zu tun, das eine beträchtliche Sprengkraft für viele Staaten der Region besitzt. Die Türkei erkennt ein Kurdenproblem auf türkischem Boden nicht an. Sie unterdrückt alle kurdischen politischen Forderungen und Ansprüche auf Separatismus. Seit Atatürk 1923 die moderne Türkei gründete, sind Zentralismus und Nationalismus Grundprinzipien der türkischen Staatsauffassung.

Eine Desintegration des türkischen Staates durch ethnische Spannungen wird keine türkische Regie-

rung hinnehmen.

Das Aufflammen gewaltsamer Aktionen kurdischer Separatisten auf türkischem Staatsgebiet hat

in der Türkei verständlicherweise großes Aufsehen erregt. Als Reaktion auf die Überfälle verstärkte die Armee ihre Präsenz im Grenzgebiet. Ich glaube, das

wäre in jedem anderen Staat auch so. Ministerpräsident Özal hat in einer Unterrichtung des türkischen Parlaments am 17. Oktober die Festnahme von 1415 Personen bekanntgegeben. Davon seien 619 wieder freigelassen und 60 an die Militärbehörden übergeben worden. Der Rest werde noch verhöört. Gleichzeitig betonte Ministerpräsident Özal, daß türkische Truppen bisher nicht auf irakisches Gebiet vorgestoßen seien. Am vergangenen Wochenende hatte Ministerpräsident Özal ausdrücklich eine angebliche Verminderung der Grenzen und angebliche größere Evakuierungs- und Umsiedlungsaktionen in grenznahen Dörfern dementiert.

Meine Kolleginnen und Kollegen, vor diesem Hintergrund sieht die Bundesregierung keinen Anlaß, von einem Krieg der Türkei gegen die Kurden zu sprechen.

Im Wortlaut:



FR 17.10.84

Sie leben weiter in Angst

Auf die prekäre Lage der christlichen und yezidischen Asylbewerber aus der Türkei weist die Gesellschaft für bedrohte Völker in einer Petition an die Ministerpräsidenten der Länder hin, die sich derzeit in Bremen zu ihrer tumusmäßigen Konferenz versammelt haben. Unterzeichnet ist die Petition unter anderen auch von den Berliner Professoren Helmut Gollwitzer und Ernst Tugendhat, dem Bundestagsabgeordneten Freimut Duve, Jürgen Miksch, Studienleiter der Evangelischen Akademie Tutzing, Heinrich Schenk, Domkapitular beim Bistum Hildesheim, Simon Wiesenthal, Präsident des Bundes jüdischer Verfolgter des Naziregimes. Die FR veröffentlicht die Petition — leicht gekürzt — im Wortlaut.

Tausende armenischer und aramäisch-assyrischer Christen sowie Flüchtlinge yezidischen Glaubens sind in Gefahr. Sie, die aus ihrer Heimat in der heutigen Türkei zu uns in die Bundesrepublik geflohen sind, können in ihren Verfolgerstaat abgeschoben werden. Denn eine Reihe unserer Verwaltungsgerichte erkennt immer noch nicht Asylrecht an für diese aus religiösen Gründen politisch Verfolgten, die zudem kollektiv und systematisch von türkischen Behörden diskriminiert werden. Die meisten Bundesländer haben sich deshalb aus humanitären Gründen entschlossen, Angehörige dieser religiösen Minderheiten selbst bei rechtskräftiger Ablehnung des Asylantrages nach Paragraph 14 Absatz 1 des Ausländergesetzes — ähnlich wie Flüchtlinge aus Osteuropa — zu dulden: denn ihr Leben und ihre Freiheit sind bedroht.

Die Gesellschaft für bedrohte Völker appelliert dringend an Sie, die verantwortlichen Ministerpräsidenten und Regierenden Bürgermeister sowie die Länderinnenminister und -senatoren, die heute die politische Entscheidung über die Anwendung unseres Grundgesetzartikels „Politisch Verfolgte genießen Asyl“ in der Hand haben:

Verhindern Sie die drohende Abschiebung von Christen und Yezidi in die Türkei, wo ihnen erneut Verfolgung droht und selbst die elementarsten Minderheiten- und Menschenrechte mißachtet werden.

Mehrere Menschenrechtsorganisationen sowie die Kirchen haben Ihnen ausführliche Dokumentationen über die Diskriminierung der christlichen Assyrer sowie der Yezidi zur Verfügung gestellt. Bitte prüfen Sie eingehend diese Stellungnahmen zur aktuellen Lage der nicht islamischen ethnischen Minderheiten in der Türkei!

Die Asylsituation gerade der yezidischen Flüchtlinge ist deshalb besonders prekär, weil das Bundesverwaltungsgericht zwar inzwischen die Nichtzulassungsbeschwerde eines abgelehnten yezidischen Flüchtlings zur Beratung zugelassen hat, aber dennoch bis zur Entscheidung darüber die Flüchtlinge nach wie vor in Angst leben müssen. Und obwohl zahlreiche Verfassungsbeschwerden anhängig sind, können die betroffenen Menschen bis zu einer Verhandlung nicht vor der Abschiebung sicher sein. Hier besteht die Gefahr der Mißachtung unseres obersten Gerichtes.

Frau Luuk (SPD): Herr Präsident! Meine Damen und Herren! Die SPD-Bundestagsfraktion hatte in ihrem Antrag zur Situation in der Türkei im April dieses Jahres erklärt:

Der Deutsche Bundestag sieht insbesondere die Forderung nach der Sicherung der Grund- und Menschenrechte, die dieser Bundestag 1981 aufgestellt hat, als noch nicht erfüllt an.

Diesen Antrag — daran erinnern wir uns alle — haben die Koalitionsfraktionen abgelehnt. Heute morgen sehen wir einmal mehr, wie ungerechtfertigt diese Ablehnung war und wie recht die Bundestagsfraktion der Sozialdemokraten mit ihrer Einschätzung der Lage in der Türkei hatte.

Wer wie etwa Armenier oder Kurden das Recht auf eine eigene kulturelle, sprachliche oder religiöse Identität beansprucht, wer sich als Angehöriger einer Volksgruppe fühlt, der gilt als Separatist, als Gefahr für die Einheit der Nation und den Bestand der Republik.

Die Minderheiten der Armenier und Kurden werden mit Entschlossenheit und, wie die gegenwärtigen Ereignisse im Grenzgebiet zum Irak zeigen, auch mit Brutalität assimiliert — was allerdings nicht mit Gleichberechtigung zu verwechseln ist.

Eine Politik der Gleichberechtigung aller Volksgruppen hätte längst helfen müssen, Kurden und Armenier mit der türkischen Republik zu versöhnen. Unterdrückung aber fördert nur Haß und Konflikte.

Unter zusätzlichen Menschenrechtsverletzungen zu leiden haben die kurdischen Yezidi, die auch schon erwähnt worden sind, eine religiöse Minderheit unter den Kurden selbst. Ihre ganz besonders hoffnungslose Lage sollte eigentlich zur Folge haben, daß wir ihnen unseren Schutz gewähren. Diesen Appell möchte ich von hier aus ganz ausdrücklich an den niedersächsischen Innenminister Möcklinghoff richten: Schieben Sie die kurdischen Yezidi, die bei Ihnen um Asyl gebeten haben, nicht ab.

Seien Sie so großzügig, wie es die verzweifelte Lage dieser Menschen gebietet, und dulden Sie sie weiter in Ihrem Bundesland.

Was Kurden hinter den Mauern türkischer Gefängnisse erdulden müssen, löst Empörung aus. Dies gilt nicht nur für die Lage in den Zivilgefängnissen, deren Alltag schon Menschenverachtung prägt, sondern insbesondere für die in den Militärgefängnissen. Eine deutsche Delegation unter der Leitung des ehemaligen Bundesverfassungsrichters Hirsch hatte die Gelegenheit, das Gefängnis im Kurdenzentrum Diyarbakir zu besuchen. Sie berichtet, der gesundheitliche Zustand der Häftlinge habe an die Beschreibungen aus den KZ erinnert.

Die Politik der Bundesregierung darf sich nicht darin erschöpfen — insofern kann ich wirklich froh sein, daß hier seitens der Regierung etwas andere Töne angeschlagen worden sind, als von den Kollegen aus dem Verteidigungsausschuß —, die Türkei für ihre Bemühungen zur Wiedererrichtung der Demokratie zu belobigen und gleichzeitig die Augen vor den Verfolgungen, den Folterungen und den Morden an der kurdischen Minderheit zu verschließen. Wenn es wahr ist, daß internationale Zusammenarbeit unter Freunden untrennbar mit dem Ziel verbunden sein muß, zu Fortschritten im Bereich der Menschenrechte zu gelangen, muß diese Bundesregierung ihren Einfluß auf die Türkei ausüben und sie drängen, trotz der zweifellos vorhandenen Vielzahl von Problemen bei der Demokratisierung nach der Ära der Militärdiktatur die Menschenrechte auch gegenüber den Kurden wieder in Kraft zu setzen.

Unterzeichner der Petition:

Landessuperintendent Hartmut Badenhop, Hannover
 Pastor Joachim Biallas, Landeskirchlicher Beauftragter für Weltanschauungsfragen, Hannover
 Bürgerinitiative zur Unterstützung yezidischer Kurden, Isernhagen: Felizitas Bartel, FDP, Dr. Eberhard Koch, CDU, Norbert Randzio, SPD
 Stadtsuperintendent Dannowski, Hannover
 Deutscher Paritätischer Wohlfahrtsverband: Karin Stötzner
 Freimut Duve, MdB, Hamburg
 Prof. Dr. Horst Exner, Hannover
 Helmut Frenz, Bonn
 Prof. Dr. D.H. Gollwitzer, Berlin
 Herbert Henseler, Industriepfarramt Hannover
 Dr. Friedrich Hübner, Bischof i.r., Molfsee
 Dr. Jürgen Miksch, Studienleiter der ev. Akademie, Tutzing
 Luise Rinser, Rocca di Papa, Italien
 Heinrich Schenk, Domkapitular beim Bistum Hildesheim
 Terre des Hommes Deutschland: Heiko Kauffmann, Dr. Rainer Schweers
 Prof. Dr. Ernst Tugendhat, Berlin
 Simon Wiesenthal, Präsident des Bundes jüdischer Verfolgter des Naziregimes, Wien
 Brigitta Wolf, Murnau
 Tilman Zülch, Vorsitzender des Bundesvorstandes der Gesellschaft für bedrohte Völker, Göttingen

Politisches Asyl

Robin Schneider

Kurdische Yezidi erneut in Gefahr

"Die Bundesrepublik ist ein fremdenfeindliches Land geworden" sagt der jüdische Philosoph Ernst Tugendhat zum rücksichtslosen Umgang mit yezidischen Flüchtlingen in Niedersachsen. Hier, wo die meisten der 3.300 religiös Verfolgten aus Türkisch-Kurdistan, die in die Bun-

desrepublik kamen, Zuflucht gefunden haben, sollen sie nicht bleiben können, obwohl alle Gerichte ihre Vertreibung, Unterjochung und Verschleppung anerkennen. Denn noch immer ist umstritten, ob die Diskriminierung der 20.000 nicht-christlichen und nicht muslimischen Ye-

zidi im Südosten der Türkei auch vom türkischen Staat mitzuverantworten ist, und ob es eine sogenannte innerstaatliche Fluchtalternative für sie in die Großstädte der Westtürkei gibt. Für "asylrelevant" hält das Berliner Bundesverwaltungsgericht nämlich nur von Nationalstaaten verantwortete Verfolgungen.


Übereinstimmend haben alle Gutachter der jüngsten Asylverfahren die Hoffnungslosigkeit für die Yezidi in ihrer Heimat geschildert. Und in dem gerade erschienenen pogrom-Taschenbuch "Die kurdischen Yezidi. Ein Volk auf dem Weg in den Untergang" hat die Gesellschaft für bedrohte Völker ein Dokument veröffentlicht, das erschauern läßt: von den 185 Yezidi-Dörfern in der Türkei sind in den vergangenen Jahrzehnten 135 — mehr als dreiviertel — zerstört oder von Muslimen in Besitz genommen worden.

Aber in Zukunft soll es wieder Abschiebungen yezidischer Flüchtlinge geben. Am 31. Oktober hat der niedersächsische Innenminister Möcklinghoff auf einer vertraulichen Innenausschußsitzung des Parlaments seine Entscheidung bekanntgegeben: In Niedersachsen wird es keinen generellen Abschiebestop für Yezidi mehr geben. Bereits zu Ostern hatte Möcklinghoff generelle Duldungen für Yezidi aufgehoben. Damals hielt ein Sprecher des Innenministeriums Ausweisungen allerdings für politisch nicht durchsetzungsfähig.

Denn daraufhin kamen am 18. Mai 200 yezidische Flüchtlinge zu einer Kundgebung am ehemaligen KZ Bergen-Belsen. Ein halbes Jahr später muß Möcklinghoff in einer Antwort auf eine große Anfrage der Grünen im Landtag über "vertrauliche Informationsberichte der Staatsschutzbehörden" zugeben, daß die Kundgebung observiert wurde und ein "Lagebericht" an die ausländischen Sicherheitsdienste der NATO, also auch der Türkei, weitergeleitet wurde.

Selbst personenbezogene Daten können "in eigener Zuständigkeit und Verantwortung" der ausländischen Geheimdienste "verarbeitet" werden. Die Gesellschaft für bedrohte Völker läßt zur Zeit prüfen, welche rechtlichen Schritte gegen diese Observation ihrer Menschenrechtsarbeit unternommen werden können. Denn es ist zu befürchten, daß yezidische Flüchtlinge, die bei der Kundgebung dabelwa-

STADT CELLE
DER OBERSTADTDIREKTOR



Stadt Celle - Der Oberstadtdirektor - Postfach 95 - 3100 Celle 1

Ann - Steger, RAE
nagaporen am:

24. Okt. 1984

Dienststelle
Ordnungsamt
Rathausgebäude
Rath. Str. 26
Eckbearbeiter
Herr Krause

Zimm.-Nr. 1
☎ Durchwahl
(051 41) 12 414

Zeichner und Datum ihres Schreibens
Mein Zeichen
33.60 C 16 -Kr/Eb
Celle, den
16.10.1984

Asylfolgeantrag

Sehr geehrter

Ihr Asylfolgeantrag vom 09.05.1984 ist gem. § 14 Abs. 1 des Gesetzes über das Asylverfahren (Asylverfahrensgesetz -AsylVfG-) vom 16.07.1982 (BGBl. I S. 946) in Verbindung mit § 51 Abs. 1 - 3 des Verwaltungsverfahrensgesetzes vom 25.05.1976 (BGBl. I S. 1253) - in der z. Zt. gültigen Fassung - als unbeachtlich anzusehen.

Gem. § 10 Abs. 1 des Asylverfahrensgesetzes sind Sie daher verpflichtet, die Bundesrepublik Deutschland einschließlich des Landes Berlin (West) unverzüglich zu verlassen. Hierfür setze ich Ihnen eine Frist von zwei Wochen nach Bekanntgabe dieser Verfügung.

Für den Fall, daß Sie Ihrer Verpflichtung zur Ausreise innerhalb der gesetzten Frist nicht freiwillig nachkommen sollten, drohe ich Ihnen gem. § 10 Abs. 2 AsylVfG an, Sie in Ihr Heimatland abzuschieben.

Die Kosten für eine evtl. Abschiebung hätten gem. § 24 Abs. 6 des Ausländergesetzes (AuslG) (BGBl. I S. 353) - in der z. Zt. gültigen Fassung - Sie zu tragen.

Begründung: (...)

Hochachtungsvoll
Im Auftrag

gez. Sommer

(Sommer)
Stadtamtmännin

ren und nun wieder abgeschoben werden können, in der Türkei aufgrund der Teilnahme an dieser Demonstration verfolgt werden. Geheimdienstliche Erfassung von Flüchtlingen und die Datenweitergabe an den Verfolgerstaat ist menschenverachtend. Unsere Behörden werden mitschuldig, denn sie gefährden bei Abschiebungen das Leben und die Freiheit der zu uns Geflüchteten.

Noch gibt es die Hoffnung, daß der niedersächsische Landtag Abschiebungen einen parlamentarischen Riegel vorschiebt. In der zweiten Dezemberwoche wird in Hannover über Entschließungsanträge der SPD und der Grünen beraten.

Voraussichtlich werden sich in dieser Zeit auch die Ministerpräsidenten der Länder mit den Problemen der Yezidi beschäftigen. Denn es gibt eine unterschiedliche Verwaltungspraxis in den verschiedenen Bundesländern. Ein Yezidi, der ins Saarland kommt, wird seit jeher sofort anerkannt, in Nordrhein-Westfalen gibt es nach wie vor einen generellen Abschiebestop und in Niedersachsen soll nun wieder abgeschoben werden? Bereits seit Mitte Oktober bekommen Yezidi in Celle etwa keine Verlängerung der Duldung mehr. Wie das Faksimile zeigt, wird hier bereits die Aufforderung zur sofortigen Ausreise und die Androhung der Ab-

schiebung verschickt. Für die Yezidi heißt das, daß sie von jedem Verkehrspolizisten jederzeit festgenommen werden können, denn sie halten sich ohne Sichtvermerk, also "illegal", in der Bundesrepublik auf. — Als wollte Herr Möcklinghoff mit seiner rücksichtslosen Einschüchterung der Flüchtlinge das harte Wort von der Fremdenfeindlichkeit nur bestätigen.

Bitte schreiben sie höfliche, aber deutliche Briefe an:

Innenminister Möcklinghoff (Lavesallee 6, 3000 Hannover) und an Ministerpräsident Dr. Albrecht (Planckstr. 2, 3000 Hannover).

Der Anerkennungskampf eines Volkes

Kurzinterview

mit **Abdulahman Ghassemlou**,
Demokratische Partei
Kurdistan/Iran

Deutsches Allgemeines Sonntagsblatt: Welche Rolle spielen Sie als kurdische Widerstandsorganisation innerhalb der iranischen Opposition?

Abdulahman Ghassemlou: Wir gehören zum Nationalen Widerstandsrat, in dem die Kräfte zusammenarbeiten, die das Khomeiniregime stürzen wollen, aber auch eine Wiedereinführung der Monarchie ablehnen. Kurdistan ist derzeit der bedeutendste Ort für die Opposition im Iran, da wir den größten Teil des Gebietes beherrschen. Wir erstreben Demokratie für das gesamte Land und Autonomie für uns.

DS: Nicht die Unabhängigkeit?

Ghassemlou: Nein, wir wollen Autonomie und die Anerkennung als eigenständiges Volk innerhalb eines demokratischen Iran.

DS: Wie sind Ihre Beziehungen zu den Kurden anderer Staaten, vor allem zu denen im Irak? Die Regierungen vom Iran und Irak haben es häufig verstanden, die Kurden gegeneinander auszuspielen.

Ghassemlou: Diese Zeiten sind vorbei. Unsere Kontakte zur Patriotischen Union Kurdistan (PUK), der wichtigsten Partei im Irak, sind sehr gut. Die Partei hat einen Waffenstillstand mit der irakischen Regierung geschlossen, und wir können vom Irak aus operieren. Außerdem betrachtet auch die PUK den Iran heute als Hauptfeind der Kurden.

DS: Iraks Staatspräsident Saddam Hussein ist nicht gerade als Kurdenfreund bekannt; in den siebziger Jahren hat er die Kurden grausam bekämpft.

Ghassemlou: Wir sind nicht die Freunde von Saddam Hussein, wir kritisieren ihn offen, doch er ist auf uns angewiesen. Wir ziehen 20 000 iranische Soldaten von der Front gegen seine Armee ab. Heute nutzen wir die Gegensätze zwischen den Staaten für uns aus.

DS: Wie hoch schätzen Sie die Anzahl der kurdischen Kriegstoten?

Ghassemlou: In den vergangenen fünf Jahren sind mindestens 40 000 Kurden im Krieg gegen die iranische Armee sowie im iranisch-irakischen Krieg, der zum Teil in Kurdistan stattfindet, zu Tode gekommen.

DS: Es gibt Meldungen, wonach die iranische Regierung 60 Dörfer mit 10 000 Menschen umsiedeln will.

Ghassemlou: Die Pläne existierten, und die Armee hatte in der Region von Sardeh bereits mit der Umsiedlung zweier Dörfer begonnen. Doch der Widerstand der Bevölkerung war so groß, daß sie das Unternehmen aufgeben mußte.

DS: Demnach kann die iranische Armee in Kurdistan nicht viel ausrichten?

Ghassemlou: Wir kontrollieren das Land, doch die Armee verfügt über Raketen, mit einer Reichweite von 25 bis 30 Kilometern. Diese Waffen sind eine ernste Bedrohung für uns.

DS: Die türkische Armee startet häufig offenbar sehr erfolgreiche Operationen gegen die Kurden im Irak. Befürchten Sie derartige Überfälle auch für Ihr Land?

Ghassemlou: Nein, sicher nicht. Die türkische Armee wird nicht in den Iran

eindringen, schon allein, weil die Grenze viel zu nah an der UdSSR liegt. Zudem sind die Operationen nicht so erfolgreich, wie die Türkei behauptet. Sie gibt die Anzahl der Gefangenen und Getöteten gewöhnlich viel zu hoch an.

DS: Verfügen Sie über Unterstützung aus dem Ausland?

Ghassemlou: Wenn Sie damit Regierungen meinen, dann haben wir auf der ganzen Welt keine Freunde. Es gibt in der UNO oder der UNESCO niemanden, der für uns eintritt, weil dann sofort vier oder fünf unterschiedliche Staaten wie die Türkei, der Iran, der Irak und Syrien protestieren würden. Unsere Freunde in der Welt haben zumeist nicht mehr Macht und Einfluß als wir selbst.

DS: Wie sehen Sie Ihre Zukunft im Iran?

Ghassemlou: Wenn ich kein Optimist wäre, würde ich nicht in den Bergen leben und kämpfen. Das Regime ist nicht so gefestigt, wie es westliche Politiker in der letzten Zeit glauben machen wollen. Zwar werden wir nicht in der Lage sein, heute oder morgen im Iran demokratische Verhältnisse zu schaffen, doch wenn wir weiterkämpfen, wird sich Khomeinis auf Terror gebaute Herrschaft nicht ewig halten.

Klemens Ludwig

TURQUIE

Grève de la faim dans trois prisons militaires

Plusieurs dizaines de détenus des prisons militaires d'Adana, Gaziantep et Karamanmaras (sud-est de la Turquie) ont commencé la semaine dernière une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention.

Selon le témoignage d'une jeune femme récemment libérée de la prison militaire d'Adana, quelque 70 détenus refusent depuis des semaines de chanter l'hymne national comme le leur impose le règlement intérieur des prisons militaires.

Ces 70 militants ont été regroupés, par mesure punitive, dans une seule cellule où ils vivent entassés depuis près de 20 jours. Pour protester contre cette situation, ils ont commencé le 24 décembre une grève de la faim.

Dans les prisons de Gaziantep et Karamanmaras, de semblables mouvements de

résistance aux réglemens de l'administration militaire sont à l'origine du jeûne commencé par plusieurs dizaines de prisonniers, selon les parents de détenus.

Les dernières grèves de la faim dans les prisons militaires turques avaient eu lieu au début de l'année, provoquées par la résistance des « politiques » au port imposé de l'uniforme de prisonnier réservé au « droit commun ».

Jusqu'à la mort

A Diyarbakir en janvier et à Istanbul en avril, des détenus s'étaient lancés dans le « jeûne jusqu'à la mort ». Le

mouvement avait fait 11 décès dans la prison des séparatistes kurdes et 4 dans les prisons de Sagmalcilar et Metris à Istanbul. Depuis la fin juin cependant le calme régnait dans les prisons militaires de Turquie où sont toujours incarcérés, depuis en général 3 à 4 ans, des milliers de jeunes gens dans l'attente de leur jugement dans les interminables procès ouverts par la justice militaire au lendemain du coup d'Etat de septembre 1980.

La semaine dernière à Istanbul, les accusés incarcérés du procès de 75 militants du THKP-C (parti et front de libération populaire, extrême-gauche) étaient apparus pour la lecture des verdicts en sous-vêtements afin de protes-

ter contre leurs conditions de détention et le port imposé de l'uniforme.

Pour sa part, l'Association des familles de détenus d'Istanbul, dans un communiqué de fin d'année transmis à la presse, souligne que « bien qu'ils aient été déçus jusqu'à présent, elle n'a pas perdu ses espoirs d'amnistie et d'abolition de la peine de mort ».

En un an de pouvoir « civil » du gouvernement de Turgut Ozal, le thème de l'amnistie a, en fait, totalement disparu de la discussion publique en Turquie. Le communiqué des familles affirme que plusieurs parents n'ont pu voir, depuis un an, leurs enfants incarcérés à Istanbul et ignorent tout de leur état de santé.

— IL Y A DEUX MOIS... —

L'HUMANITE

7. 1. 1985



FRANCINE BAJANDE

Hommage à Kemal Özgül

Des dizaines de personnes et notamment de nombreux travailleurs turcs se sont rassemblés samedi devant l'entreprise Pirault et Fils, d'Épône (Yvelines) où Kemal Özgül a été assassiné le 10 novembre dernier. Venus à l'appel des sections du PCF de la

région de Mantes-la-Jolie, les manifestants ont déposé une gerbe contre les grilles de l'usine de construction. Les membres de la cellule « Kemal Özgül » avaient affiché le portrait de leur camarade dont la dépouille est enterrée dans son village natal du Kurdistan. Alain Thébaud, secrétaire de la fédération du PCF, a rendu hommage à l'ouvrier communiste de vingt ans, qui militait également au sein de la CGT.

● QUATRE OPPOSANTS TURCS qui avaient été condamnés à mort ont vu leur peine commuée en détention à perpétuité par le tribunal militaire de Malatya (dans le Kurdistan de Turquie) ont annoncé les autorités militaires. Les militants étaient accusés d'avoir voulu instaurer « un ordre marxiste-léniniste ».

Hürriyet

TÜRKİYE
TÜRKLERİNDİR

GÜNLÜK MUSTAKİL SİYASİ GAZETE

Kurucusu: SEDAT SIMAVI (1896 - 1953)

3 Ocak 1985 Perşembe

Cezaevinde sevinç

- Diyarbakır Özel Askeri Cezaevi'nde tutuklu ve hükümlüler, yılbaşında aileleri ve yakınları ile görüşme yaparak hasret giderdiler.
- Cezaevinde hükümlü bulunan Diyarbakır Eski Belediye Başkanı Mehdi Zana, 4 yaşındaki kızını kucakladı.
- İdam cezasına çarptırılan Mehmet Şener ise eşi ile sohbet etti.

DIYARBAKIR(hha)- 7'nci Kolordu Özel Askeri Cezaevi'ndeki tutuklu ve hükümlüler ilk defa bu yılbaşı, aileleriyle açık görüşme yaparak hasret giderdiler.

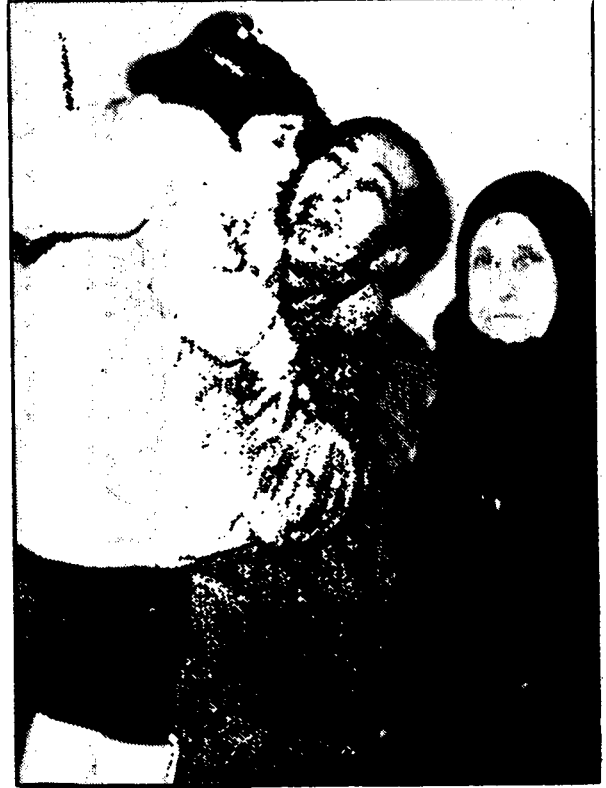
Aileleriyle görüştürülen tutuklu ve hükümlüler arasında, yasadışı Özgürlük Yolu davasından hükümlü Diyarbakır Eski Belediye Başkanı Mehdi Zana ile PKK davasında idama çarptırılan Merkez Komite üyesi Mehmet Şener de bulunuyordu.

Mehdi Zana, cezaevindeyken dünyaya gelen 4 yaşındaki kızı Ruken'i bağrına basıp hasret giderdi. Mehmet Şener de eşi Rabla'yla uzun süre sohbet etti. Sabah saat 08.00' de başlayan açık görüşme gece geç saatlere kadar sürdü. Tutuklu ve hükümlülerin büyük bölümü anne - baba, eş ve çocuklarıyla görüştürüldüler. Tutuklu ve hükümlüler geçtiğimiz Şeker ve Kurban Bayramlarında da yakınlarıyla görüştürülmüşlerdi.

MAMAK'TA

Ankara Mamak Özel Askeri Ceza ve Tutukevi'nde yılbaşı nedeniyle dün açık görüşme yapıldı.

Ceza ve tutukevinde hazırlanan özel salonlarda tüm tutuklu ve hükümlüler aileleriyle görüştüler. Saat 10.00'da başlayan açık görüşmede tutuklu ve hükümlüler aile, eş ve çocuklarıyla aynı masada oturup belirli sürelerle görüştüler ve yeni yılını kutladılar. Açık görüşme sırasında tutuklu ve hükümlülerle ailelerine çay ve bisküvi ikram edildi.



Diyarbakır Eski Belediye Başkanı Mehdi Zana, 4 yaşındaki kızı Ruken'i bağrına basarak hasret giderdi.

Yüzümüze gülerken, sırtımıza hançer!...

İste, Fransa'nın iki yüzü

- İstanbul Başkonsolosu Removille, "1985, Türk-Fransız ilişkilerinin en iyi yılı olacak" derken, Fransa TV' sinde yine Türkiye' yi rencide edici bir program yayınlandı
- Fransız Konsolosu dostluktan söz ederken, TV' nin Türkiye aleyhine yorumlara yer vermesi protesto edildi

FRANSA'nın "iki yüzü" aynı akşam iki ayrı gelişmeyle bir kez daha sergilendi. Fransa'nın İstanbul Başkonsolosu Michel Removille, "1985, Türk-Fransız ilişkilerinin en iyi yılı olacak" derken, Fransız TV' sinde yine, Türkiye'yi rencide edecek bir program yayınlandı.

Yeni yıl nedeniyle İstanbul'daki "Palais de France" ta basın mensuplarına bir resepsiyon veren Başkonsolos Michel Removille, Türkçe konuşmasında şunları söyledi:

"Bir yıl önce size yeni yıl dileklerinizi sunarken, 'Yeni yılla, yeniliklere', demiştim. Bu istek gerçekleşti. Gerçekten, bir yılda, Türkiye ile Fransa arasındaki ilişkilerin giderek canlandığını gördük. Yenilikten bahsedilebilir, çünkü 1970' li yıllardan beri eski dostluğumuzun giderek zayıfladığı hissi vardı. Yeni yıl dileklerinizi iletirken, tamamen bize bağlı olan dostluğumuzun 1985'te somut bir şekilde gelişeceği ümidini beslemekteyim. Bugün, burada, aramızda bulunan seçkin vatandaşlarımız da size bu yönde durmadan, azimle beraber çalışacağımız güvencesini vermektedir."

TV'DEKİ İFTİRALAR

Öte yandan, Fransız Konsolosu dostluktan söz ederken, Fransız televizyonunun ikinci kanalında önceki gece yayınlanan bir programda Türkiye aleyhine yorumlara yer verilerek, Türkiye'deki azınlıkların baskı altında yaşadıkları iddia edildi.

Hürriyet'in Paris Bürosu'nun bu konudaki haberi şöyle: Ermenilerin önemli ölçüde etkin olduğu "Direnişler"

adlı programda, "Türkiye'deki Hıristiyanlar" başlıklı bölümde Türkiye'deki yönetim aleyhinde yorumlar yapıldı. "Yılmaz Güney'in anısına" başlıklı diğer bölümde film yapımcısı Mahmut Gören, yazar Onat Kutlar ve yönetmen Zeki Ökten de konuşular.

Programı ayrıca Brüksel'de "Info-Turc" adlı siyasi içerikli bir bülten çıkaran "ANT" yayınları eski sahibi gazeteci Doğan Özgüden'le Paris'teki "Kürt Enstitüsü" Başkanı (Kendal) davetli olarak katıldılar. Belçika'da "Sürgündeki Türk gazeteci" olarak tanıtılan Doğan Özgüden, "Türkiye'de henüz gerçek anlamda demokrasi olmadığını" öne sürdü ve, "Hıristiyan azınlıkların hakları Lozan Anlaşmasıyla garanti altına alındığı halde, Türkiye'deki Hıristiyanlar baskı altındadır" dedi.

AKARCALI'NIN SÖZLERİ

Türkiye'den program için özel olarak Fransa'ya gelen ANAP İstanbul Milletvekili Bülent Akarcalı da, televizyonun ikinci kanalından cevap hakkı istedi. Bülent Akarcalı'nın Ermeniler, Süryaniler ve Yılmaz Güney konularında konuşmak istemesine karşın, kendisine yalnızca Süryaniler ve Yılmaz Güney hakkında konuşma izni verildi. Bunun üzerine bir dakikalık kayıt yapıldı, ancak bunun bir bölümü çıkarıldı. Programda, Bülent Akarcalı'nın, "Bugünkü Sular İdaresi Müdürü, Süryaniler ve benim de yakın arkadaşım. Süryaniler ve Hıristiyan azınlıklar üzerinde baskı yoktur" şeklindeki sözlerine yer verildi.

7 Ocak 1985 Pazartesi

Fransa'ya protesto

- Büyükelçimiz Adnan Bulak, Antenne-2 Televizyonu'nda Türkiye'ye karşı bir kampanyaya girişildiğini belirtti ve olayla ilgili olarak Fransa Hükümeti'ne bir protesto notası yollandığını açıkladı.

PARIS, (Hürriyet)- Fransa Büyükelçimiz Adnan Bulak dün Paris'te bir basın toplantısı düzenleyerek, "Antenne-2 Televizyonu'nda yayınlanan Direniş adlı programda, Türkiye'ye karşı bir kampanyaya girişildiğini ve bu nedenle Fransız Hükümeti'ne bir protesto notası yollandığını" bildirdi.

Bulak, basın toplantısında şunları söyledi: "Türkiye'ye karşı yıkıcı, lanetleyici ve görünülmüş bozucu bir kampanyaya girişildi. Türkiye'nin bütün ülkeye nhyetine rağmen, Fransa şimdiki ve bir önceki hükümetler döneminde bize büyük kötülükler yaptı. Bugünkü hükümetin tutumu ise ideolojik nedenlerle Türkiye'den kaçınmaları harındırmak, beslemek ve kullanmaktır." Bulak, "Belirli çevrelerin Türkiye'ye karşı tutumlarını sürdürdüklerini ve bunların Komünist Parti yayın organı L'Humanité ve Fransız ikinci televizyonu Antenne-2 tarafından desteklendiklerini" belirtti.

11. 1. 1985

— TURQUIE —
**Condamnations
à mort
à Diyarbakir**

Yasar Ceri, Hanifi Yildiz et Cémal Miran ont été condamnés à mort hier par le tribunal militaire de Diyarbakir, en plein cœur du Kurdistan de Turquie. Leur crime ? Avoir affirmé avec force leur identité kurde. Les dictateurs d'Ankara affectionnent les procès de masse où comparaissent des centaines d'inculpés, les cheveux rasés et les menottes aux poignets. A celui de Diyarbakir — qui s'est ouvert il y a quatre ans ! — c'est trois cent vingt-neuf personnes qui étaient au banc des accusés. Cent soixante-seize ont été acquittées, le tribunal s'est déclaré incompétent pour 21 d'entre elles et a disjoint le cas de neuf inculpés. Tous les autres ont été condamnés à de lourdes peines dont l'un à la réclusion à perpétuité. Yasar, Hanifi et Cémal étaient accusés d'appartenir à l'organisation « Renaissance » (Kawa).

A l'issue de ce procès, ce sont déjà quatre jeunes de Turquie qui ont été condamnés à la peine capitale depuis le début de l'année.

11. 1. 1985

Turkey Sentences 3 Kurds to Death

ISTANBUL (AP) — A Turkish military court sentenced three convicted Kurdish radicals to death on Thursday for attempting to establish a Marxist-Leninist dictatorship through acts of political violence, the independent Hurriyet news agency reported.

The three, all members of an outlawed Kurdish separatist group, were convicted by the court, in the southeastern provincial capital of Diyarbakir, of several killings and armed robberies and of kidnapping several people, the report said.

Another person was sentenced to life imprisonment and 118 other defendants received jail terms ranging from three months to 24 years, while 176 persons were acquitted, the agency said.

LE MATIN

11. 1. 1985

**TURQUIE
Trois Kurdes
condamnés à mort**

Trois militants séparatistes kurdes, Yasar Ceri, Hanifi Yildiz et Cemal Miran, ont été condamnés à mort hier par un tribunal militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie). Trois cent vingt-neuf accusés comparaissaient dans ce procès de masse de l'Organisation séparatiste Kawa (Renaissance, mouvement d'inspiration maoïste) qui s'était ouvert il y a quatre ans. Ils étaient accusés de « tentatives d'atteinte à l'intégrité du territoire turc », de dix-huit meurtres, de deux tentatives de meurtres, de plusieurs attaques armées et d'avoir blessé douze personnes.

11. 1. 1985

TURQUIE : trois militants kurdes condamnés à mort

Trois militants séparatistes kurdes, Yasar Ceri, Hanifi Yilbiz et Cemal Miran, ont été condamnés à mort jeudi par un tribunal militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie), devant lequel comparaissaient 329 accusés.

Quatorze autres condamnations à mort ont été commuées en peines de 15 à 24 ans de prison. Un accusé a été condamné à la réclusion à perpétuité, 26 à des peines de 10 à 24 ans de prison, 52 à des peines de 5 à 10 ans et 27 à des peines de 1 à 5 ans de prison. 176 ont été acquittés. Le tribunal s'est déclaré incompétent pour 21 et les cas des 9 derniers ont été disjointes.

Journal de l'Ile de la Réunion

12. 1. 1985

TURQUIE

**Trois kurdes condamnés
à mort**

Au terme d'un gigantesque procès qui s'est déroulé dans l'Est du pays un tribunal militaire turc a condamné à mort, jeudi, trois des 329 rebelles kurdes qui comparaissaient devant lui pour des faits remontant avant le coup d'Etat militaire de 1980. Un autre prévenu s'est vu infliger la réclusion à perpétuité, 118 autres 24 ans de prison, 176 ont été acquittés. Enfin, le procès de 31 de ces Kurdes a été ajourné.

Kurdiskt daghem irriterar

Ett daghem i Tensta i norra Stockholm har väckt de turkiska myndigheternas irritation. Anledningen är att personalen på daghemmet talar kurdiska, vilket enligt myndigheterna strider mot Turkiets konstitution. Både svenska ambassaden i Ankara och UD i Stockholm har uppvaktats i frågan.

— Daghemsbarnen och deras föräldrar är turkiska medborgare och bör därför tala turkiska, inget annat språk menar ambassadör Haluk Özgül.

Se INRIKES, sidan 6



Entren till daghemmet i Tensta, som väckt irritation hos regeringen i Ankara i Turkiet av kurdiska språket och kulturen förbjudna. Anonyma kurder — ingen vågar ställa upp med namn — säger till SvD att de hoppas på fler daghem i Sverige för kurder.

”Bör tala bara turkiska”

Kurdiskt daghem irriterar Turkiet

Ett kurdiskt daghem med 15 barn från några månader upp till sju år i Tensta i Stockholm har väckt de turkiska myndigheternas irritation.

Både svenska ambassaden i Ankara och UD i Stockholm har uppvaktats om daghemmet, som har kurdisktalande personal.

— Turkiet har enligt konstitutionen ett språk — turkiska, säger ambassadör Haluk Özgül. Föräldrarna och deras barn på daghemmet är turkiska medborgare och därför bör man tala turkiska och inget annat språk där.

Daghemmet vid Risingeplan 27—29 startade i höstas. Det kom till efter starka önskemål från föräldrar i området.

— Vi har också två särskilda turkiska daghem och avdelningar på åtta andra daghem med turkisktalande personal, förkla-

rar barnomsorgsassistent Ulla-Britt Eriksson.

”Barnen påverkas”

Turkiska myndigheter menar att det kurdiska daghemmet innebär en form av separatism. Barnen påverkas från späda-aste ålder.

Ambassadör Özgül understryker att någon officiell protest inte avgetts.

— Min uppvaktning i UD var snarare ett påpekande av hur vi ser på frågan.

Pressombudsman Bertil Jobeus, UD:

— Ambassadör Özgül har upplysts om att daghemmet i Tensta inte är en fråga för regeringen och UD. Den hör hemma under den kommunala självstyrelsen.

Hemspråk i gymnasiet

I Tensta pågår också — i kommunens och socialvårdens regi — ett kurdiskt familjehemsprojekt. Invandrare uppsöks av kurdisktalande perso-

nal och får hjälp med olika praktiska problem.

Nio elever i gymnasiet och ett 80-tal i grundskolan i Stockholm får sedan 1981 minst två timmars undervisning i veckan i sitt hemspråk kurdiska.

— Vi har sex lärare i kurdiska som reser runt mellan skolorna, berättar rektor Sven Gullman (förutom kurdiska ges undervisning i 59 andra språk).

Tänker på språket

På utbildningsdepartementet känner man inte till några tidigare liknande diplomatiska uppvaktningar. För exempelvis jugoslaviska invandrare sker undervisning på ett flertal hemspråk — utan invändningar.

— Svenska policyn är helt klar, förklarar departementssekreterare Silja Stromberg. Vi tanker inte i nationalitetstermer utan undervisar i det språk barnet använder i sitt dagliga umgänge med föräldrarna.

Omar Magnergård

TURQUIE 21. 1. 1985

Procès des combattants kurdes à Diyarbakir

Ils menaient la lutte contre la dictature

Un important procès doit s'ouvrir aujourd'hui devant le tribunal de l'état de siège de Diyarbakir (Kurdistan de Turquie). Quarante personnes, militants du Parti des travailleurs kurdes (PKK), du groupe de Libération (Rizgari) et de la Renaissance (Kawa) comparaissent devant ce tribunal de la dictature. Leur crime ? Avoir combattu pour la liberté de leur patrie, avoir affirmé avec forces, certains les armes à la main, leur dignité et leur droit d'être reconnu en tant que kurde.

Dans la Turquie du général Evren (celle des 100.000 prisonniers politiques, des 27 pendus pour opinions politiques, des dizaines de morts sous la torture) il est interdit de prononcer les mots de Kurdistan ou de Kurde

comme il était interdit au début du siècle de dire Arménie ou Arméniens.

La dictature préfère parler des « territoires de l'Anatolie orientale ». Sur cette terre de l'est l'armée a depuis le 14 août dernier engagé de véritables opérations de guerre contre les combattants kurdes et contre la population qui apporte son soutien à ses fils engagés dans la lutte.

Au cours des affrontements entre la septième armée turque et les peshmergas kurdes 24 soldats de la dictature ont été tués (selon les chiffres officiels) et 12 résistants abattus.

Sur les quatre-vingt-quatre Kurdes qui comparaissent aujourd'hui devant le tribunal militaire à Diyarbakir trente risquent la peine de mort.

JACQUES DIMET

En Turquie 22. 1. 1985

Procès de quatre-vingt-quatre militants kurdes à Diyarbakir

Ankara (AFP). - Quarante-vingt-quatre rebelles kurdes impliqués dans des actions de commando qui ont marqué le réveil du combat séparatiste en 1984, dans le sud-est de la Turquie, comparaissent, à partir de ce lundi 21 janvier, devant un tribunal de l'état de siège à Diyarbakir, la plus importante ville de la région.

Trente d'entre eux, militants des organisations séparatistes PKK (Parti des travailleurs kurdes, la plus importante), Rizgari (Libération) et Kawa (Renaissance), sont passibles de la peine de mort.

Le 15 août 1984, après quatre ans d'inactivité consécutive au coup d'Etat militaire de septembre 1980, les séparatistes kurdes avaient lancé leurs premières attaques contre les villes de Eruh et Semdinli, dans les provinces extrême-orientales de Siirt et Hakkari.

Le général Kenan Evren, président de la République, avait qualifié ce regain d'activisme de « complot à l'instigation de pouvoirs étrangers visant à diviser la Turquie ». Les forces armées y ont répondu par une vaste opération de ratissage des provinces du Sud-Est.

La guérilla des rebelles kurdes, qui entendaient démontrer qu'ils n'avaient pas été anéantis, s'est poursuivie jusqu'à la mi-décembre, faisant vingt-quatre morts parmi les

forces armées et neuf parmi la population civile, selon les chiffres donnés par la 7^e armée en charge de sa répression.

Au cours de l'action militaire en réponse, qui a pris la forme d'un implacable quadrillage du Kurdistan turc, douze séparatistes ont été abattus et quatre-vingt-dix-neuf ont été arrêtés.

En octobre, l'armée avait envisagé d'étendre son « opération Soleil » au-delà des frontières, en Iran et en Irak, où les insurgés trouvent refuge dans des camps des Partis démocratiques du Kurdistan. Ankara avait pour cela obtenu le feu vert de Bagdad ; mais la très ferme opposition de l'Iran lui a fait renoncer à ce projet.

Selon les autorités militaires, les accusés du procès de Diyarbakir sont des gens « sans éducation, ne sachant ni lire ni écrire ». Ils ont été entraînés dans des camps se trouvant en Iran, en Irak et en Syrie, ainsi qu'au Liban et dans « certains pays d'Afrique du Nord » non précisés.

Selon le commandement de l'état de siège, la reprise des combats en territoire turc aurait été décidée à l'initiative du PKK en juillet 1982, lors d'une assemblée de leaders séparatistes qui s'est tenue en Syrie. A partir de cette date, les commandos kurdes auraient regagné par petits groupes la Turquie en vue de déclencher leurs actions de harcèlement à Eruh et Semdinli.

HAY BAYKAR

11. 1. 1985

Dans les régions kurdes

Les obsèques de Kémal Ozgul

LES GÉNÉRAUX ont imposé le couvre-feu total dans deux villes du Kurdistan : Beytusselap et Uludere pour une « opération de recherche dans la région ».

Cette opération vise en fait à traquer les militants kurdes, notamment ceux du Parti des Travailleurs (P.K.K.) qui à plusieurs reprises ont réussi ces derniers temps des actions d'éclat contre les forces militaires de la dictature. Un couvre-feu de durée indéterminée a également été imposé à Sirmak dans la province de Siirt.

Par ailleurs, à la suite de la déclaration de C. Cheysson qui parlait du Kurdistan pour situer le village où était enterré Kemal Ozgul tué par des vigiles du patronat français, la Turquie a brandi la menace de provoquer l'annulation de l'achat de 14 Airbus.

LES PERSONNALITÉS et journalistes français qui accompagnaient la dépouille de K. Ozgul, tué à Epône par des vigiles du patronat français, ont été interpellés le lundi 19 novembre au matin par des policiers turcs, et assignés à résidence dans leur hôtel de Malatya. La famille de Ozgul ainsi que la délégation française composée d'un représentant de la Ligue des droits de l'homme, d'une avocate de l'Association française des juristes démocrates, d'un journaliste du « Monde » et d'un journaliste de « L'Humanité » ont été libérés dans l'après-midi.

C'est près d'une base de l'Otan, dans le village de Harunnusagi, sous la surveillance de l'armée, que 800 personnes ont rendu un dernier hommage à Kemal Ozgul.

L'Humanité

22. 1. 1985

TURQUIE

La mort à quatorze ans ?

Le procès des quatre-vingt-quatre combattants kurdes s'est ouvert, hier, à Diyarbakir devant le tribunal de l'état de siège. Le procureur militaire a requis trente peines de mort. Parmi les accusés, il y a cinq jeunes de quatorze à seize ans. Deux d'entre eux risquent la peine capitale. Ce sont des Guy Môquet que l'on assassine au Kurdistan de Turquie !

Mercredi, comme chaque semaine, l'association France-Turquie organise un rassemblement devant l'ambassade de la dictature à Paris, (avenue de Lamballe et du quai Kennedy, Paris 16^e, de 15 à 16 heures).

L'A.M.I., une aide humanitaire en marge

I. Des médecins d'« Aide médicale internationale » seuls au cœur du conflit Iran-Irak

par Bruno DEWITTE

Nous sommes au début de l'été dernier, — et au cœur de la nuit pour des raisons de sécurité — le vol AF 146 en provenance de Paris se pose sur l'aéroport de Bagdad. Parmi les passagers, deux Lillois, Michel-Yves Grauwain et François Daumerie, accompagnés de Bénédicte Gay (Reims) et Chantal Cauville (Montpellier), s'affairent à rassembler quelque 300 kg de médicaments et matériel médical divers. Respectivement chirurgien, manipulateur en radiologie, anesthésiste et infirmière, ils constituent l'une des nombreuses équipes envoyées par « Aide médicale internationale » pour tenter de reconstituer une unité de soins au Kurdistan ; région qui parallèlement à son combat pour l'autonomie se trouve implicitement mêlée au conflit Irak-Iran. Conflit qui désormais dépasse largement ce que l'on a coutume d'appeler la guerre du Golfe.

C'est au lendemain de la guerre 14-18, après l'effondrement de l'empire ottoman, que la division du Kurdistan historique fut consommée. Forte d'une vingtaine de millions d'individus — dont l'histoire remonte au VII^e siècle — la communauté kurde est actuellement éclatée entre l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et l'U.R.S.S. Cinq nations dont aucune ne considère avec sympathie ses aspirations autonomistes.

Un bastion de la résistance anti-Khomeyniste

En Iran, la situation s'est particulièrement dégradée après la chute du Shah en 1979. Devant la poussée militaire des « Gardiens de la révolution » (Pasdarans) de l'imam Khomeyni, les résistants (Peshmergas) qui contrôlaient la totalité du territoire kurde iranien ont progressivement reculé, abandonnant les routes puis les villes, et se retranchent actuellement sur la frontière, dans les montagnes du Kurdistan irakien.

Ce bastion regroupant tous ceux qui, en Iran, ont pris les armes contre le pouvoir de Téhéran, sert bien entendu les intérêts des généraux irakiens qui voient ainsi leurs frontières du nord défendues à bon compte contre la révolution islamique.

Après que les deux camps eurent lancé tour à tour plusieurs grandes offensives, l'Iran et l'Irak campent sur leurs positions. Installés dans des fortins de part et d'autre de la frontière, les militaires

regagnent leurs abris la nuit, abandonnant la montagne aux trois organisations de résistance qui se partagent le terrain. Menant une guérilla sans merci, à un contre dix devant quelque 150.000 Pas-

darans, unis dans leur lutte anti-khomeyniste, leurs finalités sont pourtant bien différentes.

En premier lieu, le P.D.K.I. (Parti démocrate kurde iranien) d'Abdelrahman Ghassemlou, regroupant 12.000 Peshmergas, représente la plus forte implantation. Parti majoritaire au Kurdistan iranien (60 à 80 %), de tendance socialiste et prônant la démocratie, il poursuit ici, avant tout, la lutte engagée depuis près de vingt ans pour la reconnaissance d'un Kurdistan autonome.

Autre composante, le Komala (Parti communiste kurde iranien) rassemble de nombreux intellectuels venus de Téhéran au sein des 2.000 combattants groupés derrière Illekansadeh, fondateur du mouvement. Leur volonté d'étendre la doctrine marxiste-léniniste à tout l'Iran rend souvent difficile leur cohabitation avec le P.D.K.I.

Enfin, un petit millier de



Michel-Yves Grauwain ausculte les familles des « Peshmergas » que le camp héberge.

(Photo X.)

« Moudjahidines du peuple » dirigés depuis Paris par Mas-soud Radjavi forment une fraction religieuse moins fanatisée et, de fait, opposée à Khomeyni. Un accord lie ces derniers au P.D.K.I. au sein du Conseil national de la résistance.

S'ajoutent à cela, sur le plan de la politique intérieure irakienne, divers mouvements autonomistes kurdes qui, victimes de la répression du régime en place, menaient jusqu'à une date récente diverses actions contre les militaires irakiens cantonnés dans la région et considérés comme une armée d'occupation. Aujourd'hui, afin de garantir cette frontière, un large mouvement de réconciliation a été entrepris.

A.M.I. répond à l'appel

Depuis quelques années et dans un contexte qui n'a fait que se dégrader, les quelques fonctionnaires de santé envoyés au Kurdistan par le régime du Shah ont été rappelés à Téhéran. Tandis que par crainte du nouveau régime, les rares médecins kurdes étaient contraints de s'exiler. Pour faire face à une situation sanitaire qui, de médiocre, était devenue catastrophique, le P.D.K.I. fit appel en janvier 1981 aux organismes humanitaires dont « Aide médicale internationale ».

Petite structure en comparaison des grandes associa-

tions que sont « Médecins sans frontières » et « Médecins du monde », elle était la mieux placée pour pouvoir s'infiltrer au milieu de ces différents fronts. De plus, ayant pour objectif principal, outre ses fonctions curatives, la formation des populations autochtones, elle semblait être la plus à même de pallier cette carence sanitaire.

Deux médecins et une sage-femme sont alors envoyés en mission exploratoire. Basés au Kurdistan iranien, ils examinent jusqu'à quatre-vingts patients par jour, assurant parallèlement la formation de vingt-cinq agents hospitaliers durant quatre mois. Pour des raisons de sécurité, cet hôpital

de campagne installé le plus souvent sous tente, déménagera six fois au fur et à mesure de l'avance du front, avant de se fixer à la frontière (côté irakien).

Depuis 1981, les missions se sont succédé sans interruption. Excepté celle-ci, débarquant à Bagdad six semaines après le départ de la précédente. Six semaines durant lesquelles l'hôpital a fonctionné avec le personnel formé sur place. Occasion imprévue de tester l'efficacité d'un système.

(A suivre)

A.M.I. : « Aide médicale internationale », 119, rue des Amandiers 75020 Paris. Tél. : (1) 358.08.05 - (1) 636.66.10

- LA VOIX DU NORD - 24. 12. 1984

L'A.M.I., une aide humanitaire en marge

(II). - Deux Lillois sur le front oublié du Kurdistan

par Bruno de WITTE

Au regard des opérations montées par « Aide médicale internationale » dans diverses parties du globe, l'action menée actuellement au Kurdistan est manifestement la plus coûteuse. De par la situation conflictuelle elle est, en effet, la seule mission chirurgicale : forte consommatrice en personnel, médicaments, matériel et argent. Il n'en est pas moins vrai qu'en quatre ans, une équipe kurde en théorie opérationnelle a pu être formée sur place. Composée d'un infirmier-chef capable de petite médicalisation, d'un infirmier anesthésiste responsable de la pharmacie, d'une infirmière de bloc, d'un manipulateur en radiologie et d'un kinésithérapeute actuellement (depuis début décembre) en stage à Zuydcoote pour 3 mois. C'est elle qui, durant six semaines et en l'absence de médecins français, a assuré le fonctionnement de l'hôpital : l'opportunité de vérifier la qualité de sa formation. Mais aussi source d'appréhension pour la mission dirigée par Michel-Yves Grauwyn, chirurgien au C.H.R. de Lille, chargée de prendre la relève.



La situation particulière créée en Irak par la conjonction de la guerre et de la résistance kurde oblige les missions humanitaires opérant dans cette région à une relative prudence. Quoique facilités par le régime de Saddam Hussein, ces transits se font sous bonne escorte. Un accompagnement mixte composé de policiers irakiens et de membres du P.D.K.I.

Prise en charge dès sa descente d'avion, la dernière mission envoyée par A.M.I. dut, à son tour, se plier aux tracasseries administratives imposées par la police irakienne. Deux à trois jours de voyage pour parcourir les 500 km qui séparent Bagdad de l'hôpital, entrecoupés de barrages et contrôles multiples. Sur une route rectiligne traversant une plaine désertique avant de s'enfoncer dans la montagne. Au passage, seuls quelques convois militaires et de nombreux chantiers laissés en suspens témoignent du conflit.

Le P.D.K.I. omniprésent

Quelques tentes plantées au creux d'une vallée calcinée, avare de végétation, abritent l'hôpital d'une capacité de trente-cinq lits. Autour, d'autres toiles tendues logent sommairement les familles du personnel infirmier, les Peshmergas et quelques parents

dés blessés. Au total, une centaine de personnes entièrement dépendantes du P.D.K.I. Des installations de fortune détournent les sources avoisinantes, apportant l'eau en divers points du campement. La salle d'hospitalisation proprement dite se résume à un amoncellement de sacs de sable répartis sur le pourtour d'un trou couvert de tôles.

Dans cette installation précaire, l'équipe va vivre durant plus d'un mois, assurant les consultations, les pansements, les cours de secourisme et la chirurgie traumatique. Une chirurgie « froide » car les actions militaires sont trop éloignées pour que les blessés graves puissent être acheminés jusqu'à l'hôpital. Des journées chargées, interrompues en début d'après-midi, lorsque la température oscille entre cinquante et soixante degrés.

Depuis le transfert de l'hôpital du côté irakien, à la fin de l'année dernière, les interventions auprès des populations civiles sont devenues de plus en plus restreintes. Restées au Kurdistan iranien occupé, elles bénéficient, cependant, de l'aide de quelques dispensaires tenus par les Kurdes mais interdits aux médecins d'A.M.I. pour des raisons de sécurité.

Un travail de longue haleine

Malgré la défection involontaire et momentanée des médecins français, la mission émettra un rapport favorable quant à l'efficacité du personnel formé sur place. Une nouvelle étape dans la « remédicalisation » de cette région qui permet d'envisager l'avenir avec un optimisme conforté par les témoignages des 3 équipes qui se sont succédées depuis. « Aide médicale internationale » nourrit maintenant l'espoir de trouver un jour un chirurgien kurde, capable d'assumer la direction de ce personnel infirmier, rendant ainsi l'hôpital autonome. Un projet prolongé par la décision du P.D.K.I. de cons-

truire des locaux en dur actuellement opérationnels du fait de l'enlèvement du front.

Dans une telle optique, le rôle d'A.M.I. se limiterait à une assistance logistique de la communauté kurde ; approvisionnant l'hôpital en médicaments et en matériel, ou intervenant par l'envoi de spécialistes chargés de compléter les diverses formations. Atteindre ce but équivaldrait à libérer une grande partie de ces bénévoles qui pourraient, alors, reporter leurs efforts vers d'autres zones en situation de détresse médicale ; A.M.I. étant, par ailleurs, implantée en Afghanistan, Laos, Birmanie, Cambodge, Erythrée, Colombie et Haïti.

(A suivre)

Le Kurdistan d'Iran et A.M.I.

Durant plus de deux ans, « Aide médicale internationale » a travaillé au Kurdistan iranien avant d'être contrainte d'évacuer ses équipes en Irak. Malgré la discrétion qu'exige de telles missions, son désir de faire connaître cette région et ce peuple, l'a poussé à lever un coin du voile. Témoignage du travail, qu'équipes et population tentent, ensemble, de mener, un livre vient d'être édité. « Le Kurdistan d'Iran et d'Aide médicale internationale » est un recueil de textes et de photos réalisés par les équipes successives. Distribué hors des circuits commerciaux, il concrétisera le geste de ceux qui par leurs dons permettront la poursuite de cette action.

— A.M.I. 119, rue des Amandiers, 75020 Paris, tél. 16 (1) 636.66.10. ou 355.06.05.

— A.M.I. (antenne nordiste) : M. Pierre Dhalluin, 14, rue d'Angers, 69200 Tourcoing, tél. (20) 76.63.98.

La Nouvelle République du Centre Ouest

19. 1. 1985

LOISIRS

MARDI A LA SALLE HARDOUINEAU L'A.P.A.C. présente le Kurdistan d'Iran avec Aide médicale internationale

Un but domine l'action d'Aide médicale internationale : « Une médecine bénévole au service de tous les hommes », surtout en allant là où les autres ne vont pas.

Entre autres pays, le Kurdistan d'Iran est le théâtre d'une guerre encore trop peu connue. C'est dans ce contexte qu'une infirmière orléanaise, Mlle Bernadette Dousset, a travaillé pendant plus de six mois au sein d'une petite équipe médicale. Les photos qu'elle en ramène sont la preuve d'une action authentique qui ne consiste pas à imposer hommes et techniques mais bien au contraire à

comprendre et assimiler les caractéristiques d'une civilisation différente, afin de trouver un mode d'exercice médical capable de permettre à un peuple de s'assumer lui-même.

Cette soirée du mardi 22 janvier à 21 h, salle Hardouineau, permettra de découvrir un peuple, sa rencontre avec l'Occident, les apports réciproques. Le dévouement, l'ingéniosité médicale et chirurgicale doit faire preuve, chaque jour, chaque membre de la mission.

La projection sera suivie d'un débat, avec la participation de la Fédération internationale des droits de l'homme.

Pour tous renseignements : Aide médicale internationale, 119, rue des Amandiers, 75020 Paris, C.C.P. 132 7446 G.

Noël dans les maquis kurdes pour un kinésithérapeute normand

LISIEUX. — « Nous avons besoin d'un infirmier pour apprendre aux rebelles kurdes comment soigner et transporter des blessés. Voulez-vous aller là-bas ? ».

— « Je suis votre homme ».

— « Attention ! Vous pourrez être mêlé aux combattants, qui pratiquent la guérilla. C'est risqué ».

— « Aucune importance... ».

Jean-Guy Tournafond est un masseur-kinésithérapeute de Bernay qui pratique les arts martiaux et affiche toujours un dynamisme communicatif. Officier de réserve, ce n'est pas le bruit de la mitraille qui l'effraie, même s'il appartient exclusivement au Service de santé. Non seulement il aime l'aventure et le risque, mais aussi les causes difficiles des peuples luttant contre l'asservissement et pour leur liberté. Rien d'étonnant dans ces conditions s'il s'est retrouvé le mois dernier sur l'aéroport de Bagdad, voyageur clandestin, en partance pour les maquis kurdes de l'Iran, à la demande de « Médecins du monde », des docteurs Pradier et Kouchner.

« Avant de quitter la France, je m'étais documenté sur les Peshmergas, ces partisans kurdes en lutte contre l'Iran de Khomeiny, comme ils l'étaient auparavant contre l'Iran du shah », raconte-t-il.

Il faut préciser que le Kurdistan n'est pas un état mais un peuple d'environ 18 millions de personnes qui se serait fixé en 612 avant Jésus-Christ dans une région de montagne, à cheval sur l'Iran, l'Irak, la Turquie, la Syrie et un peu l'U.R.S.S. Persécutés par les Turcs au même titre que les Arméniens, assimilés par les Soviétiques, luttant contre les Iraniens, ils bénéficient actuellement de l'aide de l'Irak en guerre contre l'Iran, sans doute parce que 12 000 Kurdes fixent dans les maquis de la montagne environ 200 000 soldats iraniens.

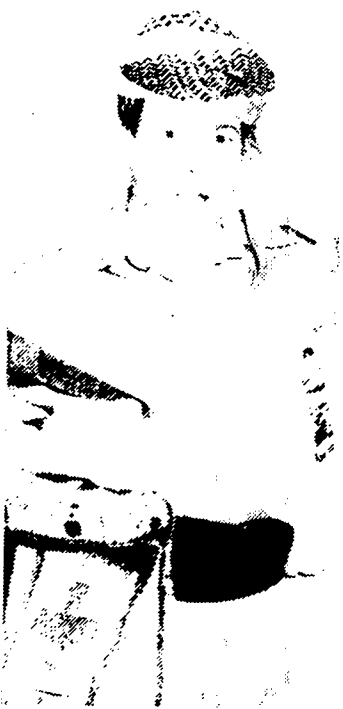
Les Peshmergas appartiennent au P.O.K.I. (Parti démocratique des Kurdes d'Iran), incontestablement de gauche, mais « désireux d'appliquer une politique d'abord démocratique puis socialiste, sans ingérence étrangère avec le refus du risque de récupération par une dictature prolétarienne », selon la déclaration faite à Tournafond par le n° 2 du P.O.K.I., M^e Moustafa Abdullay, rencontré voici quelques jours dans les maquis kurdes.

« Les femmes aussi... »

La lutte ne date pas d'hier, mais elle a pris un tour nouveau avec la guerre Iran-Irak, c'est évident.

De quelles aides bénéficient donc les Kurdes ? Elles sont multiples et parfois inattendues. Comme celle de ce kinésithérapeute normand embarqué dans une aventure insolite de trois semaines pendant que son cabinet continuait de « tourner » à Bernay !

« A l'aéroport de Bagdad, raconte-t-il, j'ai été emmené discrètement en auto par la police secrète irakienne, puis j'ai gagné à pied la montagne enneigée, dernière étape avant le maquis. J'ai alors découvert un peuple étonnant, des combattants déterminés, des hommes et des femmes, car les femmes aussi font le coup de feu ; aussi adorables que délicates. Certes, je venais pour leur apprendre à faire des pansements aux blessés, donc les aider, et ils ne pouvaient que bien m'accueillir. Mais ce ne sont pas du tout des guerriers farouches et assoiffés de vengeance qu'on peut imaginer. Non ! Des soldats



Jean-Guy Tournafond avec son djamaneh (turban kurde), son cerase (chemise) et son poshtin (ceinture) Sans oublier sa trousse de la Croix-Rouge.



Un rebelle Peshmerga

qui traitent bien, c'est-à-dire en prisonniers les Iraniens qu'ils capturent. J'ai vu ces captifs et je me suis entretenu avec eux. Je puis témoigner ».

Menu de fête

Jean-Guy Tournafond n'a certes pas pris part aux combats avec sa sacochette à croix rouge, mais il a néanmoins participé à des sorties nocturnes et il aurait pu tout aussi bien que les autres être fait prisonnier.

« Ce qui me serait advenu ? Je n'ose y penser, dit-il, amusé. Peut-être torturé puis exécuté deux mois plus tard comme les Peshmergas. Peut-être fouetté avec une chaîne de bicyclette puis placé trois fois devant un peloton d'exécution pour un simulacre terrifiant, comme Mansouré, cette jeune moudjahidine de 22 ans qui est parvenue à s'échapper de Téhéran et à rejoindre les maquis kurdes. Peut-être retenu en prison comme monnaie d'échange, le mieux qui puisse encore arriver à un Occidental. A dire vrai, je n'y ai jamais pensé très longtemps car, dans ces maquis, l'action prend toujours le pas

sur la réflexion. Même le soir de Noël, quand le chef des maquisards m'accueillant sous sa tente m'a déclaré dans un français impeccable : Cher M. Tournafond, pour que vous oubliiez que vous n'êtes pas chez vous en famille, nous avons essayé d'agrémenter le menu en votre honneur. Et, ce soir-là, au lieu du traditionnel bol de riz, j'ai eu de la poule au riz, des noisettes, des bonbons et même du whisky. Pour eux, c'était du luxe ! ».

Alors, aujourd'hui qu'il est rentré, qu'il a pris des risques et qu'il a « crapahuté » dans la montagne comme un simple maquisard, Jean-Guy Tournafond peut-il se contenter des conférences qu'il va faire ici et là grâce à ses diapos et aux combattants qu'il a découverts ?

« Sûrement pas, confie-t-il. J'y ai pris goût et je suis prêt à repartir, pour peu que « Médecins du monde » me le demande... » Tant il est vrai que, pour ce garçon intrépide, l'idéal et le risque ne font qu'un.

Claude MASSON.

Un médecin de Bernay rentre des maquis kurdes iraniens

Jean-Guy Tournafond, 43 ans, kinésithérapeute à Bernay a passé un Noël insolite, au milieu des maquis Kurdes.

Il vient de terminer sa mission pour « Médecins du Monde » et ne songe qu'à retourner là-bas, le plus vite possible : « J'ai trouvé des gens adorables, courtois, gentils, d'une douceur rare mais qui sont aussi d'excellents guerriers ».

Parti enseigner le secourisme militaire le toubib normand a vécu une expérience exceptionnelle : « A six heures de vol de Paris, j'ai découvert des hommes et des femmes qui vivent jour et nuit dans une ambiance de guerre, sans savoir s'ils s'en sortiront ».

Au-delà des lignes iraniennes, 12.000 Peshmergas, maintiennent 200.000 volontaires iraniens et soldats gouvernementaux qui opèrent sur le Kurdistan une répression féodale.

En fait les Kurdes ne reçoivent que des aides humanitaires et le soutien de l'Irak parce qu'ils parviennent à fixer autant de combattants sur le front Nord.

Là-bas le canon gronde en permanence comme la fureur des armes automatiques. Le médecin lui n'avait pour seul paquetage que sa trousse d'intervention et une musette gonflée de médicaments.

Durant un mois, il enseigne aux partisans le ramassage et le transport des blessés et assure aussi les soins médicaux aux combattants repliés à la frontière Irak-Iran et menant de ces bases des actions de commando. « Cela me changeait de mes exercices fictifs avec mes réservistes ». C'est vrai que M. Tournafond est aussi vice-chef de centre départemental de l'école de perfectionnement des officiers de réserve du service santé.

Soigner avec les moyens du bord

Dans la neige, au milieu d'un paysage montagneux encore vierge privé de toute habitation, l'envoyé de « Médecins du Monde » s'est mêlé aux combattants. Il a tout partagé avec eux.

« Je ne m'attendais pas à voir des gens engagés pareillement. Menacés en permanence, leur gaieté surprend. En fait ils puisent leur optimisme dans la justice de leur cause ».

Les maquisards appartiennent au P.D.K.I. (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran) dont le but



Jean-Guy Tournafond pose en compagnie d'un jeune maquisard kurde

est de faciliter le renversement du régime aveugle et criminel de Khomeiny, en espérant le remplacer par un régime socialiste, plus enclin à laisser aux Kurdes leur autonomie ou simplement le droit à l'existence.

Le docteur Tournafond a rencontré Me Mousta Abdullah, le numéro deux du parti. Il souhaite l'instauration d'un régime démocratique d'abord, puis socialiste, en refusant toute idée d'ingérence étrangère et de dictature prolétarienne.

Le P.D.K.I. est seul. Il lutte avec les armes et les vivres qu'il prend à l'ennemi et grâce à l'aide humanitaire.

Durant son séjour parmi les Kurdes, le kinési bernayen a été secondé par Mansoure, jeune élève en médecine deuxième année qui appartenait au Mouvement Moudjahedine. Elle a été emprisonnée de longs mois, torturée et traduit quatre fois devant le peloton d'exécution « pour rire », pour tester son courage. Il est énorme à l'image de ses convictions.

« J'ai appris à tous comment immobiliser une fracture avec les

moyens du bord, un turban ou un fusil par exemple. Les gens que j'ai instruits sont désormais dans les commandos pour soigner les combattants ».

Dans les rangs des partisans la vie communautaire est complète : rien n'appartient à personne, tout est à tout le monde.

Tout au long de son séjour, le docteur Tournafond a marché longuement dans la neige, le froid ou la boue. Il a apporté énormément mais il a reçu beaucoup en échange.

Le soir de Noël ses hôtes lui ont fait une surprise : « le menu était amélioré la soupe aux fèves et le bol de riz quotidiens furent remplacés par une poule, des amandes, des noisettes, des bonbons et une bouteille de whisky ».

Tous ces trésors avaient sûrement été acquis grâce aux contrebandiers qui rôdent au milieu de la guerre.

C'est par eux que le médecin s'est procuré une cassette qui lui a permis d'enregistrer les voix de ses amis kurdes. Un souvenir de plus avec les photographies et les diapositives, sans oublier le

turban et la grosse ceinture de laine si précieuse dans le froid.

Il s'est lavé dans l'eau du torrent comme eux, il a pansé leurs blessures, adouci leur douleur, soulagé leur détresse, partagé leurs habitudes et parlé leur langue. Et il est rentré bouleversé : « C'est une prise de conscience, celle d'avoir été confronté avec la violence de la réalité, des gens qui luttent pour leur survie ».

Là-bas sur le front, insensibles à la mitraille ou au bruit sourd du canon des instructeurs apprennent à lire aux maquisards : « Il y a 85 % d'illettrés. Ils veulent s'en sortir, pour l'avenir, pour s'élever, pour gagner toujours et encore ».

Le kinési est revenu ébranlé par son expérience : « Je vis du malheur des gens. Il était normal que j'apporte ma contribution bénévole à une œuvre humanitaire ». Il est prêt à repartir.

Il y a tant à faire et ils sont si gentils... Yves ROBERT.



TERCÜMAN KULLANILDI — Diyarbakır Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Mahkemesi'nde başlayan 84 sanıklı Kurdistan Kurtuluş Birliği "Hazzen Rızgaria Kürdistan" davasında bazı sanıkların kimlikleri tercüman aracılığı ile tespit edildi. Sanıkların çoğu okuma yazma bilmiyor. (Fotoğraf: RIZA EZER)

30 idamalı Güneydoğu olayları davası başladı

34 EYLEMDEN BAZILARI

15 ağustos gecesi Siirt'in Eruh ilçesi ile Hakkâri'nin Şemdinli ilçesinde aynı anda eyleme girişmek.

30 ağustos'ta Yüreklî Yaylası'nda çavuş Adnan Şen ile Abdurrahman Güzel'in öldürülmesi.

11 eylülde güvenlik güçleriyle çıkan çatışmada er Harun Boy'un öldürülmesi.

28 eylülde Yemişli-Yekmal köyleri arasında karayolunda gerçekleştirilen patlama ile İbrahim Soydan'ın öldürülmesi.

DENİZ TEZTELİ

DİYARBAKIR — PKK'nın askeri kanadını oluşturan Kurdistan Kurtuluş Birliği "Hazzen Rızgaria Kürdistan" Örgütü'nün Siirt'in Eruh ilçesi ile Hakkâri'nin Şemdinli ilçesinde 15 ağustos gecesi gerçekleştirdiği ileri sürülen eylemlerle ilgili olarak 30'u hakkında olum cezası

istenen 84 sanığın yargılanmasına Diyarbakır Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Mahkemesi'nde dün başlandı.

Dün saat 10.00'da Mahkeme Başkanı Pilot Albay Nihat Seçer, Duruşma Yargıcı Binbaşı Emrullah Kaya, üye Yargıç Üsteğmen Ekrem Gulşekin'den oluşan mahkeme heyeti ile Askeri Savcı Yardımcısı Muzaffer

Yararbaş'ın yerini almasından sonra sanıkların kimlik tespitine geçildi. Otluşuma 10'u tutuksuz 84 sanıktan 72 tutuklu, 5 tutuksuz sanık ile avukatlar Kutlu Bilge, Mustafa Özer, Hacı Aykol, Çemşit Bilek, Salih Sıtkı ile 23 dinleyici katıldılar.

Kimlik tespiti sırasında bazı sanıklar tercüman aracılığıyla kimliklerini bildirirken, sanıkların çoğunun okuma yazmasının olmadığı saptandı.

Sanıkların kimlik tespitinden sonra 15 dakika ara verildi ve 51 sayfalık iddianamenin okunmasına geçildi. Diyarbakır Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Savcısı Hâkim Önyüzbaşı Cahit Aydoğan ile Yardımcı Savcı Muzaffer Yararbaş'ın imzasını taşıyan iddianamede, kimlik bölümünden sonra PKK Örgütü'nün

nün kuruluşu açıklanıyor. 12 Eylül 1980 tarihinden sonra örgütün durumunun açıklandığı bölümde ise, PKK Örgütü mensuplarının yurt dışı ilişkilerini uzun zamandır sürdürdükleri, Avrupa devletleri ile Irak, İran, Suriye ve Lübnan'da yerleştikleri, yurt içinde kalanların da yurt dışıyla bağlantılı olarak faaliyetlerini sürdürdükleri belirtiliyor. 12 Eylül 1980'den sonra PKK Örgütü ile Kürdistan Demokrat Partisi, KAWA, KUK, Ala Rızgari örgütlerinin ilişki içinde oldukları ve bağlantılı olarak bazı eylemleri gerçekleştirdikleri ileri sürülüyor. Ağustos 1984 tarihinde PKK Örgütü'nün silahlı eyleme geçmeyi planladığı ve askeri kanadını oluşturan Kürdistan Kurtuluş Birliği'ni kurduğunu bildirildiği iddianamede, 15 Ağustos 1984 tarihinde saat 21.30 sularında Siirt'in Eruh ilçesi ile Hakkâri'nin Şemdinli ilçesinde aynı anda eyleme başlandığı açıklanıyor. İddianamede ayrıca, 15 Ağustos 1984 tarihi ile 18 Aralık 1984 tarihleri arasında örgütün 34 eylem gerçekleştirdiği ileri sürülüyor. İddianamenin diğer bölümlerinde, Siirt'in Eruh ilçesi, Hakkâri'nin Şemdinli ilçesi baskınları ile 28 Eylül 1984 günü Yemişli-Yekmal köyleri arasında karayolunda meydana gelen patlama sonucu İbrahim Soydan'ın ölümü, 30 Ağustos 1984 tarihinde Yüksekova ilçesi Yüreklî yaylasında güvenlik kuvvetleriyle çıkan çatışma sonucu çavuş Adnan Şen, onbaşı Abdurrahman Güzel'in ölümü, 11 Eylül 1984 tarihinde güvenlik kuvvetleriyle çıkan çatışma sonucunda er Harun Boy'un öldürülmesi, 25 Ağustos 1984 tarihinde Van'da PKK Örgütü'ne ait afişleme yapılması, bildirisi dağıtılması, 9 Ekim 1984 tarihinde Adıyaman Çanyurdu köyünde güvenlik kuvvetleriyle silahlı çatışmaya girilmesi eylemleri ayrıntılı olarak anlatılıyor.

Askeri savcı, haklarında soruşturma açılan sanıklardan 29'uyla ilgili kovuşturmayla yer olmadığı kararı verildiğini belirten, haklarında dava açılan 84 sanıktan 30'u için TCY'nin 125. maddesi uyarınca ölüm cezası istedi. Diğer 54 sanık hakkında ise yataklık yapmak, silahlı çeteye üye olmak, sıkıyönetim yasaklarını dinlememek suçlarından 5 ile 15 yıl arasında değişen ağır hapis cezası isteniyor.

Askeri Savcı'nun 51 sayfalık iddianamesinin okunmasını bitirmesinden sonra duruşma, sanıkların sorgularına başlanması için 23 ocak gününe (yarın) ertelendi.

Cumhuriyet

24 Ocak 1985 Perşembe

DAVALAR... SORUŞTIRMALAR...

Güneydoğu olayları davası

“İhbarcılarını vurdular”

“Ali Mezarci, 3-4 yıl evvel dağda gezen bir teröristi yakalamıştı. Daha sonra öldürüldü. Mehmet Bozok da devlete yardım ederdi, onu da vurdular.”

DENİZ TEZTEL

DIYARBAKIR — Güneydoğu olaylarıyla ilgili olarak Diyarbakır Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Mahkemesi'nde görülen 30'u hakkında ölüm cezası istenen 84 sanıklı davada sorgulara başlandı. Sorgusu yapılan 8 tutuksuz sanık, iddianamedeki suçlamaları reddetti.

Dün saat 10.00'da başlayan oturuma, duruşma başkanı pilot Albay Nihat Seçer, duruşma yargıcı Binbaşı Emrullah Kaya, üye yargıcı Üsteğmen Ekrem Gülşek'in'den oluşan mahkeme heyeti ile Diyarbakır Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Savcısı Hâkim Ön Yüzbaşı Cahit Aydoğan'ın yerlerini almasından sonra tutuksuz sanıkların sorgusuna geçildi. Dünkü oturuma tutuklu sanıklar Şevket Sönmez, Mehmet Ekici, Tayyar Kılıç, Abdullah Özel, İsmet Sönmez, Süddik Tekin, Cevdet Özel, Baso Demir, Avdet Can, Bekir Balci, Sadık Eren, Selim Arıcı, Abdulkadir Atayılmaz, Yusuf Han, Şehmuz Ayca ile tutuksuz sanıklar Recep Karabey, İrfan Kaval, Aziz Memeli, Ali Etyemez, İbrahim Ediş, Kerim Ediş, İsa Elçi, Habip Kılıç, 6 dinleyici ve avukatlar Hacı Akyol, Salih Sıtkı, Kutlu Bilge katıldılar.

Sorguların sırasında fotoğraf çekmek isteyen basın mensuplarına duruşma yargıcı Binbaşı Kaya tarafından izin verilmedi.

İlk olarak Kürdistan Demokrat Partisi üyesi olduğu, Çukurca ilçesinde hücre sorumluluğu yaptığı ve Irak KDP sorumlularına bilgi aktardığı savıyla en az

10 yıl ağır hapis cezası istemiyle yargılanan tutuksuz sanık Recep Karabey'in sorgusu yapıldı. Sanık sorgusunda, Çukurca ilçesinde sağlık ocağında sıtma-savaş bölümünde memur olarak çalıştığını, nisan ayından itibaren köylere gidip, vatandaştan kan aldığını belirterek suçlamaları reddetti. 24 yıllık devlet memuru olduğunu, KDP diye bir örgüt adı duyduğunu, ancak örgütün amacının ne olduğunu bilmediğini vurgulayan Karabey, kendisi ile ilgili başka sanıkların vermiş oldukları ifadeleri reddetti: Bu ifadelerin iftira olduğunu ileri sürdü.

Açık Öğretim Fakültesi öğrencisi ve tutuksuz yargılanan İrfan Kaval da, PKK üyelerine yataklık yapmak suçlamalarını reddetti. Hakkında 3 yıldan 5 yıla kadar ağır hapis cezası istenen Kaval, Van ilinde bildiri dağıtan kişileri saklamadığını, bunlara yardım yapmadığını ileri sürdü. Kaval, PKK örgütünün adını duyduğunu belirterek, “Basından duyduğuma göre, bu örgüt Türkiye'nin doğusunda Kürt devleti kurmak için çalışmaktadır. Bu örgütün fikirlerine karşıyım, fikirlerini tasvip etmiyorum” dedi.

Emniyette alınan ifadesini reddeden Kaval, Askeri Savcılık ve mahkeme ifadelerini kabul etti. Kaval'ın serbest kaldıktan sonra kendisine polis tarafından bazı kâğıtların imzalatıldığını söylemesi üzerine, duruşma yargıcı Binbaşı Emrullah Kaya, bu kâğıtların tebliğ kâğıtları olduğunu belirterek, “Biz tebligatı polisle yaptırırız. PTT memuru

gittiği zaman evde kimse olmuyor, olsa bile yok dedirtiliyor” dedi.

Daha sonra 5 Ekim 1984 tarihinde Siverek ilçesi Göldoruğu köyünde güvenlik kuvvetleriyle meydana gelen çatışma sonunda kaçan ve Adıyaman Çamyurdu köyünde silahlı çatışma sonucu ölü olarak ele geçirilen Ali Rıza Sönmez ve Fatih Alağöz'e ait fotoğraf makinesindeki filmde yer alan tutuksuz sanıklar Aziz Memeli ile Ali Etyemez'in sorgusu yapıldı. 3 ile 5 yıl arasında ağır hapis cezası isteğiyle yargılanan sanıklar Çan Dağı'nda bulunan krom madeninde çalışırken, iki kişinin geldiğini bu kişilerin kendilerine “Siz bu maddede 500 liraya çalışıp, Türk ordusunu zengin mi edeceksiniz” dediğini belirttiler.

Memeli ile Etyemez, tanımadıkları bu iki kişinin kendilerinden hüviyet istediklerini, veremeyince fotoğraflarını çektiklerini ve kendilerini ihbar ederlerse, fotoğraftan bulup öldürceklerini söylediklerini açıkladılar.

Duruşma yargıcının niye ihbarda bulunmadıklarını sorması üzerine, sanık Aziz Memeli şunları söyledi:

“Ali Mezarci isimli kişi 3-4 yıl kadar evvel dağda gezen bir teröristi yakalamıştı ve devlete teslim etmişti. Ancak daha sonra öldürüldü. Mehmet Bozok da devlete yardım ederdi. Şu köy şöyle, şu köy böyle diye Sıkıyönetim Komutanlığı'na yardım ederdi, onu da vurdular. Bu durumu bildiğim için fotoğrafı çeken kişileri ihbar etmedim. Zaten bizim köyde telefon yoktu,

korktum.”

Irak Kürdistan Demokrat Partisi lideri Recep Kasım'a yataklık yaptıkları savıyla 3 ile 5 yıl arasında ağır hapis cezası ile yargılanan tutuksuz sanıklar İbrahim Ediş ile Kerim Ediş de suçlamaları reddettiler. İbrahim Ediş, köyünden Andaç köyüne gitmekte olan bir şahsın iki astsubay, bir teğmen, 5-6 asker tarafından yakalandığını ve güvenlik görevlileriyle birlikte yakalanan bu şahsı da yanlarına alarak askeri araçla Çukurca'ya doğru yola çıktıklarını, hudut boyunda bir saat gittikten sonra yolun bir ağaçla kesildiğini, aracın durması üzerine ateş açıldığını, Irak tarafından kendilerine Kürtçe “Arkadaşımız Recep'i bırakın, yoksa sizi öldürürüz diye” bağırdıklarını belirtti. Ediş, bu arada yakalanan Recep Kasım'ın Irak tarafına geçtiğini, Irak tarafından Recep'in kelepçelerini açmak için kendilerinden anahtar istendiğini söyledi. Ediş, arabada bulunan teğmenin kendi ogluna anahtarı atmasını söylediğini ileri sürdü. Sanık Kerim Ediş de bir kez 2 yıl kadar önce tanımadığı bir şahsın yiyecek istediğini, ancak bu şahsın Recep Kasım olduğunu bilmediğini bildirdi.

PKK örgütüne yardım etmek savıyla tutuksuz yargılanan İsa Elçi ile Habip Kılıç da suçlamaları reddettiler. Duruşma önmüzdeki hafta çarşamba gününe bırakıldı.

Cumhuriyet

31 Ocak 1985 Perşembe

GÜNEYDOĞU OLAYLARI DAVASI

“PKK’yı TV’den öğrendim”

Sorgusu yapılan 14 tutuklu sanığın tahliye istemleri reddedildi.

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Diyarbakır Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Mahkemesinde görülen 84 sanıklı Güneydoğu olayları davasında tutuklu sanıkların sorgulamalarına başlandı. 14 tutuklu sanığın katıldığı dünkü oturumda iddianamede Şemdinli olayına katıldıkları veya yataklık yaptıkları bildirilen Şevket Sönmez, İsmet Sönmez, Mehmet Ekici, Tayyar Kılıç, Abdullah Özel, Siddik Tekin, Cevdet Özel ile Yüksekova'nın Yürekli yaylasında iki erimizin şehit olayıyla ilgili olarak da Baso Demir, Andel Can, Sadık Eren, Abdülkadir Atayılmaz, Bekir Balcı, Selim Aracı ve Yusuf Han'ın sorgulamaları yapıldı. Sanıklar sorgulamalarında yöneltilen suç-

lamaları reddettiler ve tahliyelerini istediler. Mahkeme bu istemi reddetti.

Iran kamplarındaki Kürdistan Kurtuluş Birliği örgütü üyesi kişilere kuryelik yapmak ve Şemdinli baskınına katılmak savıyla ölüm cezası istemiyle yargılanan Şevket Sönmez sorgusunda olay sırasında kahvede bulunduğunu, 20 dakika kadar silah sesleri duyduğunu belirterek şunları söyledi:

“Olay gecesini önce bir patlama duydum. Sonra silah sesleri, ardından iki kişi kahvenin önüne geldi. İkisi de silahlıydı. Biri içeri girdi. ‘Yaşasın PKK’ diye Kürtçe bağırdı. Kahvede oturanlara tekrarlatıldı. Daha sonra bildiri dağıttı. Bize ‘Biz sizi kurtarma-

ya geldik’ dedi. Daha sonra ayrıldılar. PKK'nin ne olduğunu televizyondan öğrendim.”

Sanık ayrıca soruşturma, savcılık ve mahkemede verdiği ifadeler ile yer gösterme tutanağını kabul etmeyerek, “Yer göstermeye gözüm kapalı olarak götürüldüm” dedi.

Askeri Savcı, Ahmet Sümer, İsmail Kaya, Ömer Sümer, Şakir Kahraman, Kazım Babat ve Ferhan Babat'ın yaşlarının daha büyük olduğunu öne sürerek, bu sanıkların yaş tashiherlerinin yapılmasını istedi. Mahkeme bugüne ertelendi.

FINANCIAL TIMES

25. 1. 1985

Iran civil war talks ‘collapse’

BY TERRY POVEY

SECRET TALKS aimed at bringing about a ceasefire in the bitter six year old civil war between Ayatollah Khomeini's fundamentalist Government and Iran's Kurdish minority have collapsed said a Kurdish leader yesterday.

The Kurdish Democratic Party, the largest of the groups fighting in the mountainous region of western Iran, believes that the reason Tehran pushed so hard for an immediate ceasefire is so that it could move a substantial proportion of the 60,000 troops and irregulars in-

involved in policing the rebellious area to the Gulf war battlefields. Iran has found it more and more difficult to replace the men lost in its “human wave” offensives in the war with Iraq over the last two years.

According to Dr Abder Rahman Ghassemlou, the head of the KDP, the party is opposed to any ceasefire before its demand for regional autonomy is answered.

Face to face negotiations, held despite the reviling of the KDP in the official Press for most of the last five years, be-

tween the warring parties were first held last summer when two political officials and a revolutionary guard commander met with the KDP in guerrilla-controlled territory.

Ayatollah Khomeini wants an end to the “killing of brother by brother” the KDP were told. Subsequent contacts, including one in Paris recently, have, however, convinced the KDP that the only purpose of the Government is to ease its manpower problems rather than to seriously discuss the autonomy issue.



amnesty international

AI Index: EUR 44/40/84
Distr: SC/CC/CO

Abolition of Torture - Turkey - part 1
5 December 1984

Amnesty International
International Secretariat
1 Easton Street
London WC1X 8DJ
United Kingdom

Mümtaz KOTAN, Turkey

A Kurdish lawyer, now aged 42, Mümtaz Kotan was arrested in 1980 in connection with his involvement with a Kurdish publication and his alleged membership of an organization of the same name. In July 1982 he was sentenced to eight years' imprisonment, to be followed by two years and eight months' internal exile. He is reported to have been tortured repeatedly throughout his imprisonment and is now said to be in very bad health. In September 1984 his sentence was quashed and he was ordered to stand trial again.

Mümtaz Kotan was born in 1942 and is married, with one child. He is a member of the Ankara Bar Association.

Mümtaz Kotan had previously been arrested in 1971 and was then tried for membership of a Kurdish cultural organization. In his defence speech, he asserted the existence of the Kurdish people, its language and culture and said he believed that the Kurdish people are oppressed. (The Kurdish minority in Turkey is not officially recognized by the authorities and the Kurdish language is prohibited.) He was sentenced to 16 years' imprisonment but was released in 1974 following a general amnesty.

On 15 April 1980 Mümtaz Kotan was arrested again in Ankara and taken to Diyarbakir, where a trial against him and 160 co-defendants was opened in July 1981 at Diyarbakir Military Court No. 1. In July 1982 he was sentenced to eight years' imprisonment, to be followed by two years and eight months' internal exile, on charges of belonging to the illegal Kurdish organization Rizgari (Liberation) and alleged secessionist activities.

On 4 September 1984, more than two years after the verdict, the Military Court of Appeal quashed the sentence against Mümtaz Kotan and ruled that he should be retried.

Amnesty International has received a number of reports from various sources that Mümtaz Kotan has been tortured repeatedly throughout his imprisonment, starting with his interrogation in Ankara, following his detention in April 1980. Serafettin Kaya, a fellow defendant and also a lawyer, later described his own ill-treatment and that of Mümtaz Kotan in July 1981 in Diyarbakir as they were being transported from the courtroom back to the prison:

"On top of the vehicle sat armed soldiers, three with clubs got in behind us. Before the vehicle started one of them said: 'Why did you move your hands? Why did you submit a written defence?' Then they started to hit me on my head, the back of my neck and in my face. During the ride they thrashed all of us ... In particular Mümtaz Kotan

was mercilessly maltreated, but in spite of punches and blows he remained absolutely silent..."

In August 1983 Amnesty International received reports that Mümtaz Kotan's state of health was critical as a result of renewed torture. During several hunger-strikes of prisoners at Diyarbakir Military Prison to protest against torture, bad prison conditions and restrictions on access to lawyers, Mümtaz Kotan was reported to be one of those taken again to be tortured. The most recent of these hunger-strikes took place in September 1983 and from January to March 1984.

Mümtaz Kotan has neither been charged with nor convicted of any involvement in violent activities. He has been adopted by Amnesty International as a prisoner of conscience - a person detained because of his or her beliefs, colour, sex, ethnic origin, language or religion, provided he or she has neither used nor advocated violence.

The torture of political detainees in Turkey has been a major concern of Amnesty International, both before and since the military coup of September 1980. Frequent allegations of torture of prisoners at Diyarbakir Military Prison and other locations have been received by Amnesty International.

The most severe torture usually takes place during the detention period when the detainee is held incommunicado. Prisoners in those areas of Turkey under martial law may by law be held for up to 45 days before having to be brought before a court to be charged or released. During the detention period the detainee has no access to family or lawyer and often the family of a detainee are unable even to discover his or her whereabouts.

The Turkish authorities have initiated some prosecutions against police and army personnel following the investigation of torture allegations, and in some cases convictions have taken place, but the number of torture allegations subjected to investigation of any kind is very few compared to the number of allegations made. In many trials defendants have publicly retracted statements made by them, alleging that they were made as a result of torture, but the court has refused to take any action concerning the allegation. Amnesty International knows of many cases in which defendants have made official complaints that they were tortured, where no investigation of any kind by the authorities appears to have taken place.

Please send courteous letters:

- appealing for the immediate release of Mümtaz Kotan, as a prisoner of conscience;
- urging the authorities to hold an impartial investigation into the reported torture of Mümtaz Kotan, as called for in the United Nations Declaration against Torture, and to bring criminal proceedings against the alleged perpetrators;
- urging, as a safeguard against torture, that relatives and lawyers be given access to prisoners throughout the detention period and that they be provided with accurate information about the whereabouts of detainees.

Amnesty International
International Secretariat
1 Easton Street
London WC1X 8DJ
United KingdomAbolition of Torture - Turkey - part 2
5 December 1984Mehdi ZANA, Turkey

A former mayor of Diyarbakir, of Kurdish origin, Mehdi Zana was arrested in September 1980. In October 1983 he was sentenced to 24 years and one month's imprisonment for alleged illegal activities in connection with Kurdish organizations. He later received a further sentence for shouting slogans during the announcement of his sentence in October 1983. Amnesty International has received reports from numerous sources that he has been tortured frequently during his imprisonment.

Mehdi Zana was born in 1939. He is married, with two children.

Mehdi Zana had previously been imprisoned in 1971, but was released in 1974 after a general amnesty declared in 1973. He had been a founder member of the Turkish Workers' Party (TIP), but was acquitted in January 1984 of charges brought against him in connection with the TIP.

A few days after the military coup of 12 September 1980, Mehdi Zana was detained on 19 September 1980 in Istanbul. He was taken to Diyarbakir, where he was held incommunicado and allegedly tortured for 32 days. His detention was denied by the authorities when his family enquired for him.

On 26 October 1983 he was sentenced to 24 years and one month's imprisonment on charges of separatism, distributing firearms to members of the Kurdish Ozgürlük Yolu organization and using a false identity. He subsequently received a further sentence of seven years and eight months' imprisonment for shouting slogans during the announcement of sentence in October 1983.

Mehdi Zana was one of several prisoners interviewed by a delegation from the Parliamentary Assembly of the Council of Europe who visited Diyarbakir Military Prison on 27 April 1984. In their report on the interview, the delegation said that he told them that he had been tortured at various times during his imprisonment, and daily from 14 February 1981 to July 1982, both at the Diyarbakir police station and in the military prison. Although he was ill (he suffers from asthma), he had been kicked, struck with clubs, subjected to electric shocks, forced to crawl with his chin on the ground, and suspended by his feet. He said that his torturers were soldiers, officers and policemen. He had never submitted a formal complaint about his torture, but when he had stated in court that he had been tortured, the judge had replied that this was not within his competence. He told the delegation that he was tortured in prison because of his political views and what he had done as mayor; in particular - during one session - because of his travels to Sweden and his relations with the French Socialist Party. He said that he had stood in the elections as an independent candidate, with socialist views, but not as a separatist. He said that the marks of torture had disappeared four to six months after the torture ceased, but that he was deaf in the left ear due to torture and had had a recurrence of back pain from a displaced vertebra.

All the information available to Amnesty International indicates that the only reason for Mehdi Zana's imprisonment was his position as a well-known figure in Kurdish society and his support for the right of Kurds to enjoy a separate cultural identity, a right denied by successive Turkish governments. (The Kurdish minority in Turkey is not officially recognized by the authorities and the Kurdish language is prohibited.) Although Mehdi Zana was convicted inter alia of "distributing firearms to the members of the organization", this charge was not brought in the original indictment and Amnesty International is seeking further information concerning the basis for it.

Mehdi Zana was not charged with any violent offence and Amnesty International knows of no evidence that he ever advocated or committed violence. All the information Amnesty International has received indicates that he has consistently condemned the use of violence. He has been adopted by Amnesty International as a prisoner of conscience - a person detained because of his or her beliefs, colour, sex, ethnic origin, language or religion, provided he or she has neither used nor advocated violence.

The torture of political detainees in Turkey has been a major concern of Amnesty International, both before and since the military coup of September 1980. Frequent allegations of torture of prisoners at Diyarbakir Military Prison have been received by Amnesty International.

The most severe torture usually takes place during the detention period when the detainee is held incommunicado. Prisoners in those areas of Turkey under martial law may by law be held for up to 45 days before having to be brought before a court to be charged or released. During the detention period the detainee has no access to family or lawyer and often the family of a detainee are unable even to discover his or her whereabouts.

The Turkish authorities have initiated some prosecutions against police and army personnel following the investigation of torture allegations, and in some cases convictions have taken place, but the number of torture allegations subjected to investigation of any kind is very few compared to the number of allegations made. In many trials defendants have publicly retracted statements made by them, alleging that they were made as a result of torture, but the court has refused to take any action concerning the allegation. Amnesty International knows of many cases in which defendants have made official complaints that they were tortured, where no investigation of any kind by the authorities appears to have taken place.

Please send courteous letters:

- appealing for the immediate release of Mehdi Zana, as a prisoner of conscience;
- urging the authorities to hold an impartial investigation into the reported torture of Mehdi Zana, as called for in the United Nations Declaration against Torture, and to bring criminal proceedings against the alleged perpetrators;
- urging, as a safeguard against torture, that relatives and lawyers be given access to prisoners throughout the detention period and that they be provided with accurate information about the whereabouts of detainees.

.../...

Amnesty International
International Secretariat
1 Easton Street
London WC1X 8DJ
United Kingdom

Abolition of Torture - Turkey - 3
5 December 1984

RESOLUTIONS REFERRING TO TORTURE IN TURKEY

Resolution on the continuing violation of human rights in Turkey,
adopted by the European Parliament of the European Communities on 24 May 1984

The European Parliament,

— having regard to its resolution of 13 October 1983 on Turkey ⁽¹⁾,

- A. recalling that on 26 April 1984 its Political Affairs Committee held a hearing on the violations of human rights in Turkey,
- B. mindful of the information given at this hearing by representatives of Amnesty International, the International Confederation of Free Trade Unions, the World Confederation of Labour, the International Commission of Jurists, the International Press Institute, the Minority Rights Group and the Peace Movement in Turkey,
- C. noting that the information given by these organizations show that in the period following the elections torture, the imprisonment of people for political reasons, violations of the freedom of the press and the freedom of organization continued, owing to the existence of martial law,
- D. noting also that view is confirmed by the hunger strikes held in prisons (Diyarbakir in particular) since September 1983 by the 'Movement of the mothers of Diyarbakir' and by the publication on 9 May 1984 of a special document by Amnesty International on torture in Turkey during the last three years without any appreciable change having been recorded in 1984,
 1. Reiterates its concern for respect for the freedoms and human rights set out in the European Convention and in the United Nations Charter;
 2. Expresses its concern at the continuing violations of these freedoms in Turkey, especially since the elections were held;
 3. Reiterates its urgent desire to see an end to torture in that country, the re-establishment of the rights of justice and the release of political prisoners detained because of their opinions or because of their nationality;
 4. Instructs its President to forward this resolution to the Council, the Commission, the Council of Europe, the United Nations, the US State Department and the Turkish Government.

(1) OJ No C 307, 14. 11. 1983, p. 79.

Resolution 822 (1984) on the situation in Turkey,
adopted by the Parliamentary Assembly of the Council of Europe
at its thirty-sixth ordinary session on 10 May 1984

"The Assembly ...

11. Taking note of the decisions of the Turkish Government aimed at dispelling doubts about the conditions in prisons and allegations of torture, as well as of the penal sanctions already applied to officials who have been found guilty of it, while underlining that it remains concerned by the gravity of the situation, to which the death of several prisoners, following hunger strikes notably, bears witness ...

17. Urges the Turkish authorities:

A. To continue the democratic normalisation of the situation in the country, bearing in mind the requirements of the Council of Europe's Statute and the European Convention on Human Rights, inter alia, through the following measures:

i. the progressive abolition of martial law throughout the country, implying the restoration of the full jurisdiction of the civil courts and the abolition of the rule authorising the police authorities to remand an individual in custody for forty-five days without contacts with his family or his lawyer; ...

B. To strive for the respect of human rights:

i. by taking a vigorous stand against all cases of torture and of inhuman and degrading treatment;

ii. by improving conditions in prisons;

iii. by thoroughly investigating all allegations of torture and ill-treatment; ..."

EXTERNAL (for general distribution)

AI Index: EUR 44/40/84
Distr: SC/CC/CO

Amnesty International
International Secretariat
1 Easton Street
London WC1X 8DJ
United Kingdom

Abolition of Torture - Turkey - part 4
5 December 1984

THE PREVENTION OF TORTURE IN TURKEY:

AMNESTY INTERNATIONAL'S 12-POINT PROGRAM

In its Declaration against Torture, adopted in 1975, the United Nations General Assembly condemned torture as an offence to human dignity and said that no state may permit or tolerate it. It called on every state to take

effective measures "to prevent torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment from being practised within its jurisdiction."

Amnesty International has issued a 12-point program of practical measures for the prevention of torture. In view of the detailed and recurrent reports of torture in Turkey over the years, Amnesty International believes the Turkish Government should implement the 12-Point Program as a sign of its commitment to stop torture and uphold human rights. The following points are especially relevant:

. The highest authorities of Turkey should issue clear public instructions to all officials involved in the custody, interrogation or treatment of prisoners that torture will not be tolerated under any circumstances.

. Safeguards should be adopted to ensure that incommunicado detention does not become an opportunity for torture. The government should ensure that all detainees are brought before a judicial authority promptly after being taken into custody and that relatives, lawyers and doctors have prompt and regular access to them.

. Relatives and lawyers should be informed promptly of the whereabouts of detainees. No one should be held in secret or unacknowledged detention.

. There should be regular independent visits of inspection to places of detention to ensure that torture does not take place.

. The Turkish Government should establish an impartial body to investigate all complaints and reports of torture. Its findings and methods of investigation should be made public.

. Steps should be taken to ensure that confessions or other evidence obtained through torture may never be invoked in legal proceedings.

. In every case where it is proved that an act of torture has been committed by or at the instigation of a public official, criminal proceedings should be instituted against the alleged offender, as called for in the United Nations Declaration against Torture.

. It should be made clear during the training of all officials, including members of the armed forces, who are involved in the custody, interrogation or treatment of prisoners, that torture is a criminal act. They should be instructed that they are obliged to refuse to obey any order to torture. The United Nations Code of Conduct for Law Enforcement Officials and the Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners should be widely disseminated.

. Victims of torture and their dependants should be afforded redress and compensation for their material and moral sufferings, without prejudice to any other civil or criminal proceedings.